



# WENDEL

INVESTISSEMENT



Rapport annuel 2002

# Sommaire

1	Profil
2	Message du Président
4	Interview du Directeur Général
6	Etapes de développement
7	Gouvernement d'entreprise
12	Carnet de l'actionnaire
14	Chiffres clés
16	Développement durable
20	Présentation des pôles
22	<b>INDUSTRIE</b>
22	Legrand
24	Wheelabrator Allevard
26	Oranje-Nassau
28	Valeo
29	<b>SERVICES</b>
29	Cap Gemini Ernst & Young
30	Bureau Veritas
32	Trader Classified Media
34	LDCOM
35	Autres filiales
36	<b>SANTÉ</b>
36	bioMérieux
38	Stallergènes
40	<b>ORGANIGRAMME DU GROUPE</b>
41	<b>COMPTES 2002</b>
42	Analyse des comptes consolidés
44	Analyse des comptes individuels
47	Comptes consolidés
87	Comptes individuels
119	<b>RÉSOLUTIONS</b>
131	<b>COMPLÉMENT D'INFORMATION</b>

# Investir et entreprendre

WENDEL Investissement est issue de la fusion de Marine-Wendel et de CGIP intervenue le 13 juin 2002. Elle a vocation à investir dans des entreprises industrielles et de services, et à les aider à devenir des leaders internationaux en favorisant leur développement. Elle agit en véritable partenaire industriel et financier : WENDEL Investissement appuie des équipes entreprenantes avec des stratégies ambitieuses et assure les financements nécessaires à la réussite des entreprises dans lesquelles WENDEL Investissement s'engage.

WENDEL Investissement regroupe un nombre mesuré de participations dans les services (services informatiques et conseil, contrôle et certification, annonces et services multimédia, télécommunications), dans l'industrie (produits et systèmes pour installations électriques, composants et systèmes automobiles, abrasifs industriels, exploration pétrolière et immobilier) et les secteurs de la santé (diagnostic médical, laboratoire d'allergologie).



# Message du Président



S'adapter. Anticiper.  
Investir.  
Ces trois verbes  
peuvent résumer  
notre action au cours  
du premier exercice  
de WENDEL  
Investissement.

**C**her actionnaire,

S'adapter. Anticiper. Investir. Ces trois verbes peuvent résumer notre action au cours du premier exercice de Wendel Investissement.

Nous nous sommes **adaptés** en fusionnant les actifs de CGIP et de Marine-Wendel afin de donner naissance à une organisation claire et simplifiée, WENDEL Investissement. Nous avons ainsi mis fin à une structure complexe comme le souhaitait le marché.

Nous avons **anticipé** en mettant en place l'équipe de relève de notre management. Des hommes et des femmes d'une génération bien préparée à la rapidité et à la complexité de la conduite des affaires dans un monde où la compétition est intense.

Enfin, nous avons **investi**, et c'est là le propre de notre entreprise, en nous engageant dans une voie nouvelle, en investissant de manière importante dans Legrand, acquis avec le concours de KKR sous la forme du plus important LBO jamais réalisé en Europe.

Parce que nous avons pu prendre ces trois initiatives, je ne tire pas du résultat lourdement négatif que nous vous présentons des raisons de douter de notre capacité à créer à nouveau de la valeur pour nos actionnaires. Je suis optimiste pour l'avenir de notre société.

Nos comptes reflètent la forte baisse de la valeur de Cap Gemini Ernst & Young et la perte exceptionnelle que nous avons dû constater de ce fait. Mais au regard de cette dépréciation d'un de nos actifs coté, nous constatons la forte progression du résultat de nos activités consolidées. Cette progression traduit la résistance de notre Groupe à la baisse de la conjoncture mondiale, et la bonne répartition de nos sociétés entre les secteurs de l'industrie, de la santé et des services.

Par ailleurs, nous restons très attentifs à nos actionnaires. Qu'ils soient familiaux, du public ou institutionnels, ils ont pu tirer parti des rachats de titres que nous avons effectués lors de notre restructuration. Plus de 500 millions d'euros ont été consacrés à l'acquisition d'actions CGIP et Marine-Wendel au cours de cet exercice, cependant que 88 millions d'euros de dividende ont été distribués. Nous proposons cette année une distribution d'1 euro par action. Ce faisant, nous témoignons, en dépit du résultat négatif, de notre détermination à voir notre Groupe reprendre en 2003, en dépit d'un contexte économique incertain et géopolitique troublé, sa marche en avant afin d'atteindre avec vitalité, en 2004, son tricentenaire.



**Ernest-Antoine Seillière**  
Président

## Conseil d'administration

### PRESIDENT

**Ernest-Antoine Seillière**

### ADMINISTRATEURS

**Jean-Pierre Berghmans**  
**Didier Cherpitel**  
**Jean-Marc Janodet**  
**Jean-Bernard Lafonta**  
**Alain Mérieux**  
**Henri de Mitry**  
**Louis-Amédée de Moustier**  
**Grégoire Olivier**  
**Didier Pineau-Valencienne**  
**Guy de Wouters**  
**SLPS, représentée par**  
**Hubert Leclerc de Hauteclocque**

### PRESIDENT D'HONNEUR

**Pierre Celier**

## Direction Générale

**Ernest-Antoine Seillière\***  
Président

**Jean-Bernard Lafonta\***  
Directeur Général

**Olivier Chambriard**  
Analyse et Développement

**Gérard Combes**  
Ressources Humaines

**Arnaud Desclèves\***  
Affaires Juridiques

**Nicole Dupuis\***  
Secrétaire Général

**Christine Dutreil\***  
Communication et Relations Extérieures

**Arnaud Fayet\***  
Analyse et Développement

**Jean-Yves Hémerly\***  
Affaires Fiscales

**Gérard Lamy**  
Communication et Etudes Financières

**Yves Moutran**  
Analyse et Développement

**Fanny Picard\***  
Opérations Financières

**Bernard Renard\***  
Analyse et Développement

**Jean-Michel Ropert\***  
Affaires Comptables et Financières

\* Membres du Comité Exécutif.

# Interview de Jean-Bernard Lafonta

## Directeur Général

---

### *Quel est le bilan de cette première année de WENDEL Investissement ?*

Dans un contexte conjoncturel incertain et des marchés difficiles, nous avons mis en œuvre, après la simplification du Groupe, la stratégie qui a été redéfinie à cette occasion.

### *Quels sont les fondements de cette stratégie ?*

Nous avons posé trois principes : réaliser des investissements significatifs pour des montants supérieurs à 100 millions d'euros dans des sociétés non cotées et prendre des positions de contrôle (supérieures à 34 % du capital) afin de jouer notre rôle de partenaire principal, actif et motivé.

### *Quelle a été concrètement la mise en œuvre de cette stratégie ?*

Nous nous sommes désengagés en mai de notre participation dans Valeo et avons mobilisé ainsi 834 millions d'euros (à un cours moyen de 51 euros l'action).

Puis, nous avons acheté à la fin de l'année Legrand, leader mondial des produits et systèmes pour les installations électriques. Il s'agit d'un investissement substantiel de 658 millions d'euros. Nous en sommes les actionnaires de contrôle (37,4 %) à parité avec notre partenaire KKR. Ce double mouvement nous a permis de faire évoluer nos actifs ; la part des sociétés non cotées représente désormais les deux tiers de la valeur de notre actif réévalué.

Parallèlement à ces opérations, nous avons renforcé notre position dans deux filiales : nous avons conclu avec l'actionnaire majoritaire de Trader Classified Media un accord portant sur la stabilisation du capital de cette filiale. La mise en place de droits de priorité et de préemption nous assure de pouvoir participer au rachat des actions de l'autre actionnaire principal.

WENDEL Investissement a par ailleurs tiré les conséquences de l'absence de synergies entre bioMérieux et Pierre Fabre, et aidé à la séparation des activités. Notre participation dans bioMérieux, devenue plus homogène et plus rentable, a été portée à 35 %.



### *Comment jugez-vous les comptes de 2002 ?*

De manière contrastée. Bien sûr, le résultat net fortement négatif de 650 millions d'euros traduit la perte importante de valeur de Cap Gemini, mais elle masque la bonne performance des autres sociétés du Groupe.

La provision pour dépréciation comptabilisée sur Cap Gemini qui s'est élevée à 734 millions d'euros est évidemment considérable.

La bonne performance des sociétés consolidées du Groupe s'exprime, quant à elle, dans leur contribution au résultat courant, en augmentation de 77 % malgré une conjoncture peu porteuse. Le résultat net courant des activités du Groupe est ainsi passé de – 94 millions à 55 millions d'euros. Cette progression encourageante résulte de la poursuite de la croissance externe, notamment pour Bureau Veritas et bioMérieux, et du redressement de la rentabilité (Trader et Stallergènes). De leur côté, Cap Gemini et Valeo recueillent les premiers fruits des mesures de restructuration qu'elles ont engagées et redressent progressivement leurs résultats.

**Jean-Bernard Lafonta**  
Directeur Général



Y. Moutran  
B. Renard  
A. Fayet  
O. Chambriard



A. Desclèves  
J.-Y. Hémerly  
F. Picard  
J.-M. Ropert



N. Dupuis  
G. Combes



C. Dutreil  
G. Lamy



# Etapes de développement

- 1975** Création de Marine-Wendel, issue de la prise de contrôle par le groupe Wendel du holding Marine-Firminy.
- 1977** Création de CGIP, qui rassemble les actifs non sidérurgiques du groupe Wendel.
- 1978** Constitution du groupe cimentier Cedest.
- 1982** Entrée dans le groupe Cap Gemini Sogeti.
- 1983** Sortie de Creusot-Loire.
- 1986** Entrée dans Valeo.
- 1988** Fusion de Carnaud avec Metalbox pour donner naissance à CMB Packaging, numéro un européen de l'emballage.
- 1989** Association avec la famille Mérieux pour créer bioMérieux Alliance.
- 1993** Diversification de Marine-Wendel avec l'acquisition de Reynolds.
- 1994** Cession de Cedest et rachat de 100 % de Wheelabrator Allevard. Entrée dans Bureau Veritas, à hauteur de 20 %. Acquisition par Marine-Wendel de Stallergènes.
- 1995** Fusion de CarnaudMetalbox avec Crown Cork and Seal pour donner naissance au numéro un mondial de l'emballage.
- 1996** Achat de 20 % de Valeo.
- 1997** Renforcement de CGIP dans les services : Cap Gemini (30 %) et Bureau Veritas (34 %).
- 1998** Cession de Crown Cork and Seal. Achat de 29 % de Trader.com. Cession de 28,4 % du capital de Stallergènes lors de son introduction en bourse.
- 1999** Offre publique d'échange de 5 actions CGIP contre 2 actions Cap Gemini. Cession de Reynolds. Investissement de Marine-Wendel dans le deuxième pôle aérien français : AOM Participations.
- 2000** Fusion de Cap Gemini avec Ernst & Young pour créer un des leaders mondiaux de conseil en management et de services informatiques. Cession d'Afflelou. Investissement de Marine-Wendel dans la Boucle Locale Radio par souscription au capital de FORTEL avec UPC et NRJ.
- 2001** Acquisition de 5% du capital de LDCOM, qui s'est substitué à UPC. Mise en redressement judiciaire du groupe AOM Participations et cession à la société Holco.
- 2002** Simplification du Groupe :
- Offres publiques d'achat d'actions CGIP et Marine-Wendel pour un montant de 500 millions d'euros.
  - Adoption de la fusion de Marine-Wendel avec CGIP.
  - Naissance de WENDEL Investissement. Désengagement partiel de Valeo. Acquisition de 37,4 % de Legrand.



# Gouvernement d'entreprise

Le Conseil d'administration a tenu quatre réunions depuis le 13 juin 2002, date de la fusion de CGIP/ Marine-Wendel. Le premier Conseil a été consacré à la mise en place de la nouvelle gouvernance du Groupe fusionné. Le Conseil procède à l'examen de l'activité de la Société et des sociétés du Groupe.

## La composition du Conseil d'administration

WENDEL Investissement est une société anonyme à Conseil d'administration. Le Conseil d'administration comporte douze membres. Sur ces douze administrateurs, dix exerçaient préalablement la fonction d'administrateur de Marine-Wendel ou CGIP, fusionnées en juin 2002 pour donner naissance à WENDEL Investissement. Monsieur Jean-Pierre Berghmans a été nommé par l'Assemblée générale du 13 juin 2002 ; Monsieur Grégoire Olivier a été coopté le 29 janvier 2003 comme administrateur, et la ratification de cette décision sera soumise à l'Assemblée générale du 27 mai 2003.

### Lien des administrateurs avec la Société

La définition d'administrateur indépendant qui a été retenue par le Conseil d'administration est celle donnée par le rapport Bouton :

"Un administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction." Le Conseil d'administration a procédé à un examen de la situation de chacun de ses membres au regard des critères suivants :

- ne pas être, ou avoir été, au cours des cinq années précédentes, salarié, mandataire social de la société, de sa société mère ou d'une société consolidée ;
- ne pas être banquier d'affaires ou de financement de la société ;
- ne pas avoir de lien familial avec un mandataire social ;

- ne pas être administrateur de la société depuis plus de douze ans.

Le Conseil d'administration a ainsi estimé que Messieurs Jean-Pierre Berghmans, Didier Cherpitel, Grégoire Olivier et Didier Pineau-Valencienne étaient des administrateurs sans lien direct ou indirect avec la Société, ses dirigeants et les sociétés du Groupe, et qu'ainsi le tiers de ses membres pouvait être qualifié d'indépendant.

Cette proportion du tiers a été respectée dans la composition des Comités du Conseil.

### La Charte de l'administrateur

arrêtée par le Conseil d'administration, fixe les droits et obligations de l'administrateur, le nombre d'actions qu'il doit détenir, (80), au minimum, et les règles d'intervention sur les titres WENDEL Investissement et des sociétés cotées où le Groupe est représenté au Conseil d'administration.

### Intervention sur les titres et transparence vis-à-vis du marché

Les administrateurs doivent s'abstenir d'intervenir sur le marché du titre WENDEL Investissement pendant les 30 jours calendaires qui précèdent la publication des résultats semestriels et annuels, et avant tout événement important affectant la Société et de nature à influencer son cours.

La Charte respecte la recommandation de la Commission des Opérations de Bourse (COB) relative à la déclaration des transactions par les mandataires sociaux. Elle prévoit la mise au nominatif des titres détenus par les administrateurs ainsi que la déclaration à la société des opérations effectuées directement par chacun d'eux ou par l'intermédiaire d'un mandataire ou par une société interposée que l'administrateur contrôle.

L'obligation de déclaration est étendue aux opérations réalisées pour les mandataires sociaux par un tiers lorsqu'il a disposé d'un mandat de gestion et aux transactions effectuées par leurs conjoints non séparés et par les enfants mineurs du foyer fiscal.

## Gouvernement d'entreprise

Les transactions effectuées sur les titres de la Société par les membres du Conseil d'administration sont portées semestriellement à la connaissance du public par diffusion d'un communiqué sur le site de la COB.

### Le fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration tient des réunions régulières et se réunit au minimum quatre fois par an. Afin d'exercer sa mission dans les meilleures conditions, le règlement intérieur du Conseil prévoit que ses délibérations soient préparées, dans certains domaines, par des Comités spécialisés. Ces Comités sont au nombre de deux : le Comité d'Audit et le Comité de Nomination et des Rémunération.

Un point de l'ordre du jour sera régulièrement consacré à l'évaluation du fonctionnement du Conseil d'administration.

### Les Comités

Les attributions et les modalités de fonctionnement des Comités sont précisées dans le règlement intérieur de chaque Comité et intégrées dans la Charte de l'administrateur.

Le **Comité d'Audit** est composé de cinq membres :

- M. Jean-Marc JANODET (Président)
- M. Didier CHERPITEL
- M. Henri de MITRY
- M. Alain MERIEUX
- M. Didier PINEAU-VALENCIENNE

#### Missions du Comité d'Audit

Le Comité a pour mission de :

- s'assurer de la pertinence du choix et de la bonne application des méthodes comptables ;

- vérifier le traitement comptable de toute opération significative réalisée par la Société ;
- s'assurer que les procédures internes de collecte et de contrôle des données permettent de garantir la qualité et la fiabilité des comptes de la Société ;
- contrôler, avant qu'ils ne soient rendus publics, tous les documents d'information comptable et financière émis par la Société ;
- présenter au Conseil d'administration les observations qu'il juge utiles en matière comptable et financière, notamment à l'occasion de l'arrêté des comptes sociaux et consolidés, semestriels et annuels ;
- piloter la procédure de sélection des Commissaires aux comptes et soumettre au Conseil d'administration le résultat de cette sélection ;
- se faire communiquer les honoraires d'audit et de conseil versés par la Société et les sociétés du Groupe dont elle a le contrôle aux cabinets et aux réseaux des Commissaires aux comptes de la Société et en rendre compte au Conseil.

#### Travaux et modes de fonctionnement

Le Comité d'Audit se réunit autant de fois qu'il le juge nécessaire et au moins deux fois par an, préalablement à l'examen des comptes annuels et semestriels par le Conseil d'administration.

Les réunions du Comité peuvent avoir lieu par conférence téléphonique ou par visioconférence ; elles sont valablement tenues dès lors que la moitié au moins de ses membres y participe.

Le Comité d'Audit dispose de tous les moyens qu'il juge nécessaire pour mener à bien sa mission. En particulier, il peut auditionner les responsables de la comptabilité ainsi que les Commissaires aux comptes et, le cas échéant, le cabinet d'audit ;

et ce, s'il le souhaite, en dehors de la présence de la direction de la Société.

Après chaque réunion du Comité d'Audit, un compte-rendu est établi et communiqué au Conseil d'administration.

Le Comité d'Audit s'est réuni deux fois en 2002 pour les comptes annuels 2001 de CGIP et pour les comptes semestriels de WENDEL Investissement. Le taux de présence des membres a été de 100 % pour le premier et de 75 % pour le deuxième. Le Comité prévoit de tenir trois séances en 2003.

## Le Comité de Nomination et de Rémunération

Le Comité est composé de trois membres :

- M. Hubert LECLERC de HAUTECLOCQUE (Président)
- M. Louis-Amédée de MOUSTIER
- M. Didier PINEAU-VALENCIENNE

### Missions du Comité

- faire au Conseil d'administration des propositions de candidature à un mandat d'administrateur et/ou aux fonctions de mandataire social après avoir examiné tous les éléments qu'ils doivent prendre en compte : équilibre souhaitable de la composition du Conseil au vu de la composition et de l'évolution de l'actionnariat de la Société, notamment le nombre souhaitable d'administrateurs sans lien d'intérêt direct ou indirect avec la Société ;
- proposer la rémunération du Président du Conseil d'administration, du Directeur Général Délégué et, le cas échéant, celle de tout Directeur Général Exécutif nommé par le Conseil d'administration ; en ce compris les avantages en nature et les régimes de retraite ;

- préparer tout plan de souscription ou d'achat d'actions, en précisant notamment les bénéficiaires et le nombre d'options à attribuer à chacun d'eux ;
- procéder à l'examen de toute question que lui poserait le Président du Conseil d'administration sur les points ci-dessus.

Le Comité s'est réuni à deux reprises au cours de l'exercice. Le taux de présence de ses membres a été de 67 %.

### Travaux et modes de fonctionnement

Le Comité a préparé les décisions du Conseil concernant la rémunération du Président et celle du Directeur Général Délégué, qui ne comportent pas d'élément variable, l'octroi d'une prime exceptionnelle à l'ensemble du personnel CGIP et Marine-Wendel à l'occasion des opérations de fusion, et la mise en place d'une nouvelle tranche de Plan d'Epargne Entreprise.

Le Comité a procédé à l'examen du plan de stock-options 2002 et a proposé au Conseil une liste des bénéficiaires et le nombre d'options à accorder à chacun d'eux.

Le Comité a également donné un avis positif à une participation du management de WENDEL Investissement à l'investissement dans Legrand.

### Répartition des jetons de présence entre les administrateurs

Dans l'hypothèse d'un conseil de douze membres, la répartition du montant annuel des jetons de présence fixée à 420 000 euros par l'Assemblée générale du 13 juin 2002 est la suivante, par administrateur et par an.

- Jeton ordinaire : 30 000 euros
- Jeton alloué au Président de chaque conseil : 45 000 euros
- Jeton alloué au Président : 60 000 euros.

Composition  
du Conseil

	DATE DE LA PREMIERE NOMINATION ET ECHEANCE * DU MANDAT	FONCTION PRINCIPALE	AUTRES MANDATS EXERCES	
Ernest-Antoine SEILLIERE	1985-2008	<i>Président du Conseil d'administration et Directeur Général de :</i> • WENDEL Investissement	<i>Président du Conseil d'administration de :</i> • FIMEP • LUMINA PARENT (Luxembourg)  <i>Président du Conseil de Surveillance de :</i> • TRADER CLASSIFIED MEDIA (Pays-Bas) • ORANJE-NASSAU GROEP (Pays-Bas)  <i>Vice-Président du Conseil d'administration de :</i> • CAP GEMINI	<i>Administrateur de :</i> • SOCIETE LORRAINE DE PARTICIPATIONS SIDERURGQUES – SLPS • SOFISAMC (Suisse)  <i>Membre du Conseil de Surveillance de :</i> • GRAS SAVOYE & CIE (SCA) • HERMES INTERNATIONAL (SCA) • PEUGEOT SA  <i>Représentant permanent de :</i> • ORANJE NASSAU GROEP au Conseil de Surveillance de : BUREAU VERITAS
Jean-Pierre BERGHMANS	2002-2008	<i>Président du Conseil d'administration de :</i> • Groupe LHOIST, Limelette (Belgique)	<i>Président de :</i> • Conseil Belgique de INSEAD (Belgique)  <i>Administrateur de :</i> • WENDEL Investissement • INSEAD (France)	• U.W.E. (Union Wallonne des Entreprises) (Belgique) • FONDATION LOUVAIN (Belgique) • MAISON DE LA RADIO FLAGÉY (Belgique) • I.C.P. (Institut de Pathologie Cellulaire) (Belgique) • Musée des Enfants
Didier CHERPITEL	2002-2008	<i>Président de :</i> • Foundation of Red Cross	<i>Administrateur de :</i> • WENDEL Investissement  <i>Membre de :</i> • Commission permanente du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	<i>Secrétaire Général de :</i> • Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Jean-Marc JANODET	1997-2004	<i>Président du Conseil d'administration et Directeur Général de :</i> • EUROVEST (Sicav)	<i>Président du Conseil d'administration de :</i> • SOFISAMC (Suisse) • TRIEF CORPORATION (Luxembourg)  <i>Administrateur et Directeur Général Délégué de :</i> • SOFISERVICE  <i>Administrateur de :</i> • WENDEL Investissement • S.G.H. (anciennement B.M.A.) • NBMA	• COMPAGNIE FINANCIERE DE LA TRINITE • SOLFUR  <i>Membre du Conseil de Surveillance de :</i> • BANQUE de NEUFILZE, SCHLUMBERGER, MALLET, DEMACHY • ORANJE-NASSAU GROEP (Pays-Bas)  <i>Représentant permanent de :</i> • La COMPAGNIE FINANCIERE DE LA TRINITE au Conseil d'administration de STALLERGENES
Jean-Bernard LAFONTA	2002-2006	<i>Administrateur et Directeur Général Délégué de :</i> • WENDEL Investissement	<i>Administrateur de :</i> • CAP GEMINI • FIMEP SA • LEGRAND • LUMINA PARENT (Luxembourg) • VALEO	<i>Membre du Conseil de Surveillance de :</i> • ORANJE-NASSAU GROEP (Pays-Bas)  <i>Représentant permanent de :</i> • SOFU au Conseil de Surveillance de : BUREAU VERITAS  <i>Gérant de :</i> • GRANIT (SARL)
SLPS représentée par Hubert LECLERC de HAUTECLOCQUE	1977-2008	<i>Président du Conseil d'administration et Directeur Général de :</i> • SOCIETE LORRAINE DE PARTICIPATIONS SIDERURGQUES	<i>Administrateur et Directeur Général Délégué de :</i> • SOFISERVICE	<i>Représentant permanent de :</i> • SOCIETE LORRAINE DE PARTICIPATIONS SIDERURGQUES au Conseil d'administration de : WENDEL Investissement

\* à la date de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

	DATE DE LA PREMIERE NOMINATION ET ECHEANCE* DU MANDAT	FONCTION PRINCIPALE	AUTRES MANDATS EXERCES	
Alain MERIEUX	2002-2008	<i>Président du Conseil d'administration et Directeur Général de :</i> • bioMérieux SA • Nouvelle bioMérieux Alliance	<i>Président du Conseil d'administration de :</i> • ACCRA SA • S.G.H. (anciennement B.M.A) • SILLIKER GROUP CORPORATION (USA) • bioMérieux ITALIA SpA (Italie)  <i>Gérant de :</i> • SCI ACCRA	<i>Administrateur de :</i> • WENDEL Investissement • COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA • RUE IMPERIALE DE LYON • TRANSGENE • LAZARD LLC (USA)  <i>Membre du Conseil de Surveillance de :</i>  • AKZO NOBEL (Pays-Bas) • EURAZEO
Henry de MITRY	2002-2008	<i>Président du Conseil d'administration et Directeur Général de :</i> • Financière Franco Neerlandaise	<i>Administrateur de :</i> • WENDEL Investissement • FRANCE EUROPE PATRIMOINE • SOFISERVICE • SOCIETE LORRAINE DE PARTICIPATIONS SIDERURGIQUES  <i>Membre du Conseil de Surveillance de :</i> • ORANJE-NASSAU GROEP (Pays-Bas)	• TECHNISH HANDELSKANTOOR BROEKMAN BV  <i>Représentant permanent de Financière Franco Néerlandaise :</i> • au Conseil d'administration de : - XIPHAS INVESTISSEMENT SA - SECCAR - ASCLEPIOS (SICAV)
Louis-Amédée de MOUSTIER	1982-2007	<i>Président du Conseil d'administration de :</i> • HAUSSMANN HOLDINGS SA (Luxembourg)	<i>Chairman de :</i> • HAUSSMANN HOLDINGS (Pays-Bas)  <i>Administrateur de :</i> • WENDEL Investissement • SOCIETE LORRAINE DE PARTICIPATIONS SIDERURGIQUES • SOLFUR • STEINHARDT FUNDS • COLOMBUS MANAGEMENT Ltd.	<i>Gérant de :</i> • VICENCE CONSEIL  <i>Special advisor de :</i> • QUANTUM ENDOWMENT  <i>Honory Chairmanship de :</i> • IFABANQUE SA • W FINANCES
Grégoire OLIVIER	2003-2007	<i>Président du Directoire de :</i> • SAGEM SA	<i>Administrateur :</i> • WENDEL Investissement • COFICEM  <i>Membre du Conseil de Surveillance de :</i> • IMERYS	<i>Membre du :</i> • Conseil Scientifique de la Défense
Didier PINEAU-VALENCIENNE	2002-2008	<i>Président d'Honneur de :</i> • Schneider SA	<i>Chairman and Partner :</i> PEP Private Equity Partners  <i>Senior Advisor de :</i> • CREDIT SUISSE FIRST BOSTON Ltd. (Europe)  <i>Administrateur de :</i> • WENDEL Investissement • AON France • SWISS HELVETIA FUND (USA)  <i>Membre du Conseil de Surveillance de :</i> • AVENTIS • FLEURY MICHON • LAGARDERE SA  <i>Advisory Board de :</i> • BOOZ ALLEN & HAMILTON (USA)	<i>Member of Trustee de :</i> • IASC (International Accounting Standards Committee) (USA)  <i>Fonctions au sein d'Ecoles et d'Universités et Associations :</i> • Président du Comité Consultatif International du Groupe Ecole Supérieure de Commerce (ESC) Nantes, Atlantique • Maître de Conférence à HEC • AFEP (Association des Entreprises Privées) (Administrateur)  <i>Divers :</i> Président d'Honneur de Square D Président d'Honneur de l'Institut de l'Entreprise Président d'Honneur de l'Association HEC
Guy de WOUTERS	1992-2005	<i>Président du Conseil d'administration et Directeur Général de :</i> • COMPAGNIE FINANCIERE DE LA TRINITE	<i>Administrateur de :</i> • WENDEL Investissement • EUROTUNNEL SA • EUROTUNNEL PLC (Grande-Bretagne)	

# Carnet de l'actionnaire

## Données boursières

Euros	2000	2001	2002
Cours plus haut	54,09	56,00	<b>38,00</b>
Cours plus bas	35,50	19,00	<b>16,57</b>
Cours moyen	46,43	38,44	<b>24,54</b>
Cours moyen décembre	45,40	33,40	<b>23,40</b>

Millions d'euros

Capitalisation boursière de décembre	1 604	1 179	<b>1 309</b>
--------------------------------------	-------	-------	--------------

### Action WENDEL Investissement

Négociation au Premier Marché à la Bourse de Paris.  
Valeur éligible au Service de Règlement Différé (SRD).

## Evolution du cours de l'action et des transactions





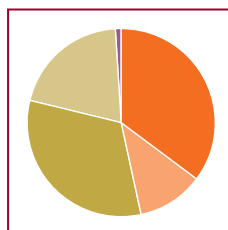
## Communication financière & information des actionnaires

WENDEL Investissement met en œuvre tous les moyens de communication pour offrir à la communauté financière et à tous ses actionnaires, individuels et institutionnels, une information régulière et transparente.

Les 39 000 actionnaires du Groupe ont à leur disposition un **numéro vert 0 800 89 70 67** qui leur permet d'obtenir toutes les informations, notamment pratiques, sur la gestion de leurs actions, leurs droits, les événements du Groupe et autres renseignements. Des relations régulières sont établies avec l'ensemble de la communauté financière par voie :

- de rencontres avec les analystes et journalistes à l'occasion de la publication des résultats annuels et semestriels ou de tout autre événement important de la vie du Groupe et de ses filiales. A l'occasion de la présentation des résultats annuels de WENDEL Investissement en mars 2003, une rencontre a été organisée entre les analystes et journalistes et le Président de Bureau Veritas qui a fait une présentation de sa société et de sa stratégie ;
- d'entretiens entre l'équipe de direction et les analystes et investisseurs en France et à l'étranger.

## Répartition du capital au 31 décembre 2002



WENDEL Participations	<b>35,2 %</b>
Investisseurs institutionnels France	<b>11,4 %</b>
Investisseurs institutionnels hors France	<b>32,2 %</b>
Particuliers	<b>20,8 %</b>
Autodétention	<b>0,4 %</b>

## Site Internet :

<http://www.wendel-investissement.com>

A l'occasion de la fusion de CGIP et Marine-Wendel, le site Internet de WENDEL Investissement a été mis en place.

Peuvent être consultées en anglais et en français toutes les informations générales et liées à l'actualité sur le Groupe et les filiales ainsi que les données financières.

L'ensemble des documents émis est à la disposition des internautes : le rapport annuel, les communiqués, les lettres aux actionnaires, les éléments présentés semestriellement aux analystes et journalistes.

Le cours quotidien de l'action du Groupe et son historique sont consultables en permanence.

Un espace d'accueil est ouvert aux actionnaires qui ont la possibilité de poser des questions financières par messagerie :

[communication@wendel-investissement.com](mailto:communication@wendel-investissement.com)

## Agenda 2003

Assemblée générale :	27 mai
Mise en paiement du dividende :	2 juin
Publication des comptes semestriels :	25 septembre



# Chiffres clés

## WENDEL Investissement

### Résultat courant des sociétés consolidées

Millions d'euros	2000	2001	2002
Wheelabrator Allevard	17,1	17,0	14,4
Oranje-Nassau	19,4	35,4	35,5
Bureau Veritas	17,7	20,4	28,3
Trader classified media	(38,2)	(27,4)	(3,1)
bioMérieux Alliance/BMPF	7,4	3,4	10,6
Stallergènes	0,3	2,4	4,7
Total	23,7	51,2	90,4
Variation		116 %	77 %

### Résultat

Résultat courant des sociétés consolidées	24	51	90
Résultat exceptionnel	1 191	(342)	(856)
Résultat net consolidé part du Groupe	529	(379)	(650)

### Investissements et cessions

Investissements	451	263	756
Cessions	215	107	446

### Données par action (en euros)

Résultat net consolidé	15,0	(10,8)	(14,2)
Dividende net *	1,0	1,1	2,1**

\* Exercices 2000 et 2001 se terminant le 30 juin. Exercice 2002 d'une durée de 18 mois se terminant le 31/12/2002.

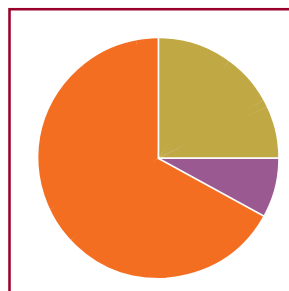
\*\* Dividende de 2,10 euros comprenant un acompte de 1,10 euro versé en juin 2002 et un dividende de 1,0 euro versé en juin 2003.

## Actif net réévalué au 31 décembre 2002

Millions d'euros

Actifs cotés	820
Actifs non cotés	2 230
Trésorerie	270
<b>Actif brut</b>	<b>3 320</b>
Dette financière	(1 230)
<b>Actif net réévalué</b>	<b>2 090</b>
<b>Actif net réévalué par action</b>	<b>37,5 euros</b>

## Répartition des actifs au 31 décembre 2002



### ■ Sociétés non cotées 67 %

bioMérieux  
Bureau Veritas  
Oranje-Nassau  
Legrand  
Wheelabrator Allevard  
Autres

### ■ Trésorerie 8 %

### ■ Sociétés cotées 25 %

CGEY  
Valeo  
Stallergènes  
Trader classified media

# Développement durable

*WENDEL Investissement prend en compte la notion de développement durable, mode de développement qui – selon la définition du rapport Brundtland des Nations unies – “répond aux besoins des générations présentes, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs”, tant dans le domaine social qu’environnemental.*

*Cette prise en compte s’effectue au moment des processus de décision d’investissement et lors du suivi des participations du Groupe.*

*Le respect des règles actuelles relatives à la protection de l’environnement et des règles de l’Organisation Internationale du Travail est étudié et évalué ainsi que la capacité du management des filiales à assumer la gestion à long terme des responsabilités sociales et environnementales.*

*Le groupe WENDEL Investissement rassemble des entreprises diversifiées en ce qui concerne tant les secteurs d’activité dans lesquels elles opèrent que leur zone géographique d’implantation. De ce fait, les actions en matière de développement durable sont elles-mêmes très diverses.*

*Un résumé de la politique de développement durable des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle et dont les comptes font l’objet d’une intégration globale est présenté ci-après :*

## STALLERGENES

### Politique environnementale

Le groupe Stallergènes est spécialisé en immunothérapie allergénique. Son activité est consacrée à la recherche, au développement, à la fabrication et à la distribution de produits à base d’extraits d’allergènes.

Les allergènes issus des matières premières d’origines végétale ou animale sont obtenus par extraction en solution saline, puis purification par filtration. Cette activité n’a quasiment aucune conséquence en ce qui concerne les rejets dans l’air, l’eau, ou même le sol, ainsi que les nuisances sonores ou olfactives.

Les risques de pollution peuvent être considérés comme très limités, voire nuls. Tous les déchets sont traités par des sociétés spécialisées agréées par la FNADE (Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l’Environnement).

### Politique sociale

L’effectif du groupe Stallergènes est passé de 435 à 466 personnes au cours de l’année 2002, soit une progression de plus de 7 %, marquant le retour à une forte progression de l’emploi (+ 7 %) après la fermeture au printemps 2001 du site d’Epernon et le licenciement économique de 53 personnes. La forte progression de l’activité nécessite le recours un peu plus soutenu aux contrats à durée déterminée et au personnel temporaire, mais les heures supplémentaires sont restées globalement stables.

La population féminine reste largement majoritaire (68 % de l'effectif total), comme, de manière générale, dans la distribution pharmaceutique.

En matière de rémunération et de formation, les évolutions sont quasiment identiques entre les hommes et les femmes. En conformité avec la politique sociale de l'entreprise qui cherche à permettre aux salariés de mieux concilier la vie professionnelle et la vie privée, le travail à temps partiel a progressé et concerne désormais près d'un salarié sur 6, avec un taux moyen d'activité de 65 %.

## **WHEELABRATOR ALLEVAR**

### **Politique environnementale**

La fabrication de grenaille abrasive du groupe Wheelabrator Allevar est répartie sur treize sites de production, le site français représentant à lui seul 30 % de l'activité totale. Le procédé de fabrication se caractérise par un certain nombre d'étapes, qui, selon leur nature, génèrent des rejets et/ou des déchets nécessitant un suivi particulier.

Ce site est par ailleurs certifié ISO 14001 depuis septembre 2000 et les autres sites de production ont déjà reçu ou vont recevoir en 2003 la certification ISO 14001. A ce titre, la politique environnementale du site est entièrement intégrée au système d'assurance qualité. Elle a notamment pour objectif de se conformer aux lois et règles en vigueur, de prévenir toute pollution sur et autour

du site, de préserver les ressources naturelles en utilisant les technologies les plus économes en énergie, de minimiser les nuisances sonores et les rejets atmosphériques.

De manière générale, le management prend en considération le facteur environnement à tous les niveaux de l'entreprise. Ainsi, la démarche qualité est intégrée dans la formation du personnel et fait l'objet d'investissements significatifs depuis plusieurs années.

Le coût annuel d'élimination des déchets de Wheelabrator Allevar s'élève à 760 000 euros environ.

### **Politique sociale**

La politique sociale du Groupe s'articule autour de trois axes principaux communs à tous ses établissements tout en s'adaptant aux législations et habitudes locales : la sécurité, la motivation du personnel et le bien-être au travail.

Le suivi permanent des accidents et incidents est centralisé dans une base de données qui permet au Groupe de faire des analyses des causes et de mieux définir les plans d'action visant à atteindre l'objectif de sécurité maximale.

Les méthodes de motivation du personnel sont adaptées à la culture de chaque pays, sachant que tout l'encadrement est jugé avec des objectifs ayant une incidence directe sur sa rémunération.

Les conditions de travail, tant dans les bureaux que dans les usines, sont régulièrement améliorées et modernisées.

## Développement durable

### ORANJE-NASSAU

Le groupe Oranje-Nassau opère dans trois secteurs d'activité : énergie, immobilier et investissement de fonds privés, dirigés avec le même objectif de croissance rentable et durable.

La principale activité, la plus sensible en termes de risques environnementaux également, est celle de l'énergie. Le Groupe participe à la recherche, au développement et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, en partenariat avec d'autres investisseurs, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Dans de tels projets à long terme, toutes les précautions sont prises pour limiter les risques : recrutement sélectif de personnels qualifiés, formation adaptée et régulière à tous les aspects du métier, mise en œuvre d'une démarche sécurité stricte afin de prévenir les risques de pollution.

### WENDEL Investissement

En tant que société de tête du Groupe, WENDEL Investissement n'a pas d'activité d'exploitation qui puisse avoir une incidence sur l'environnement.

En matière sociale, les données chiffrées concernant l'exercice social de la société mère qui a exceptionnellement une durée de 18 mois (1<sup>er</sup> juillet 2001 – 31 décembre 2002) sont les suivantes :

### A. Emploi de la société WENDEL Investissement

#### 1. Effectifs au 31.12.2002

	Techniciens/ Agents de maîtrise	Cadres	Total
Femmes	16	4	20
Hommes	8	14	22
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>18</b>	<b>42</b>

#### 2. Embauches au cours de l'exercice

	Techniciens/ Agents de maîtrise	Cadres	Total
Femmes	4	1	5
Hommes	–	3	3
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>8</b>

#### 3. Départs à la retraite au cours de l'exercice

	Techniciens/ Agents de maîtrise	Cadres	Total
Femmes	1	–	1
Hommes	–	3	3
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>4</b>

#### 4. Intérimaires au cours de l'exercice

2 équivalant plein temps, essentiellement en secrétariat.

## B. Temps de travail

Le personnel de WENDEL Investissement est classé en trois catégories :

– les cadres dirigeants membres du Comité Exécutif, sans référence horaire,

– les cadres bénéficiant d'un forfait en jours, (217 jours de travail dans l'année),

– les salariés non cadres bénéficiant d'un horaire de 1 730 heures de travail par an (1 600 heures majorées de 130 heures supplémentaires) et de l'attribution de jours de réduction de temps de travail.

Un total de 2 646 heures supplémentaires forfaitaires a été payé au cours de l'exercice.

## Absentéisme (exprimé en heures)

	Agents de maîtrise	Cadres	Total
Maladie	2 147	8	2 155
Accident du travail	0	0	0
Maternité	0	0	0
Autres congés	133	0	133
Total	2 280	8	2 288

## C. Rémunérations en 2002

Milliers d'euros

Masse salariale	5 736
Charges sociales	2 269

Une augmentation générale des salaires de 1,5 % a été accordée au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

## D. Relations professionnelles

Les délégués du personnel sont au nombre de quatre :

- 2 membres dans le collège cadres ;
- 2 membres dans le collège collaborateurs.

## E. Hygiène et sécurité

Les salariés de WENDEL Investissement travaillent dans un bâtiment correspondant aux normes d'hygiène et de sécurité.

## F. Formation en 2002

Nombre de personnes formées	10
Nombre d'heures rémunérées	185
Dépenses (en euros)*	12 688

\* Hors versement à un organisme collecteur de 38 737 euros.

## G. Personnes handicapées

Il n'y a pas de salarié handicapé dans l'effectif de WENDEL Investissement.

La contribution versée pour 2002 à l'AGEFIPH s'élève à 4 037 euros.

## H. Œuvres sociales

La dotation de l'exercice 2002 versée par l'entreprise au titre des œuvres sociales s'est élevée à 60 979 euros.

## I. Sous-traitance

WENDEL Investissement fait appel à des prestataires principalement dans le domaine du fonctionnement de l'immeuble (sécurité, entretien, accueil, standard, etc.).



WENDEL  
INVESTISSEMENT



INDUSTRIE



SERVICES



SANTÉ



# Les participations en 2002

<b>37,4 %</b>	<b>LEGRAND</b>	Produits et systèmes pour installations électriques
<b>100 %</b>	<b>WHEELABRATOR ALLEVARD</b>	Abrasifs industriels
<b>100 %</b>	<b>ORANJE-NASSAU</b>	Energie - Immobilier
<b>9,4 %</b>	<b>VALEO</b>	Composants et systèmes automobiles

<b>11,2 %</b>	<b>CAP GEMINI ERNST &amp; YOUNG</b>	Conseil en management et services informatiques
<b>33,3 %</b>	<b>BUREAU VERITAS</b>	Certification et contrôle
<b>29,9 %</b>	<b>TRADER CLASSIFIED MEDIA</b>	Annonces et services multimédia
<b>4,2 %</b>	<b>LDCOM</b>	Opérateur télécom
	<b>AUTRES FILIALES</b>	

<b>34,7 %</b>	<b>BIOMERIEUX</b>	Diagnostic médical
<b>47,5 %</b>	<b>STALLERGENES</b>	Traitement de l'allergie par immunothérapie

L'ensemble des informations communiquées au titre du positionnement concurrentiel et des parts de marché de nos participations proviennent des sociétés elles-mêmes.

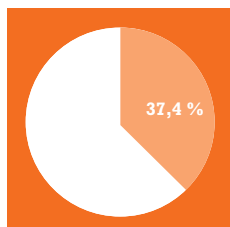
# Legrand

**L**e groupe Legrand est un spécialiste mondial des produits et systèmes pour installations électriques et réseaux d'informations dans les bâtiments résidentiels et tertiaires et dans l'industrie. Le Groupe offre des solutions complètes, intégrant notamment :

- la distribution de l'énergie électrique et de l'information ;
- les commandes et branchements ;
- les systèmes de sécurité des personnes et des biens ;
- les solutions pour bâtiments et process industriels.

L'offre de produits est particulièrement large avec des catalogues comprenant plus de 130 000 références, réparties en 80 familles de produits.

Le Groupe est implanté dans près de 60 pays et commercialise ses produits dans plus de 160 pays.



## Des positions fortes

Le groupe est leader en interrupteurs et prises de courant avec 18 % du marché mondial. Dans ce domaine, Legrand est la seule société à proposer des produits adaptés à l'ensemble des principaux standards mondiaux. Il est également leader en systèmes de câblage avec 16 % du marché mondial.

Sur les autres segments, Legrand est leader sur au moins une catégorie de produits sur ses principaux marchés géographiques : France, Italie, Etats-Unis.

## Un partenariat étroit avec chaque clientèle

Legrand a réalisé plus de 95 % de son chiffre d'affaires en 2002 auprès de distributeurs de matériel électrique qui, à leur tour, vendent les produits Legrand aux électriciens et tableautiers, ainsi qu'aux magasins de vente au détail. Legrand met, auprès des électriciens et tableautiers, l'accent sur la formation, les logiciels d'application et de fiabilité des approvisionnements.

Les initiatives prises en faveur des distributeurs sont notamment articulées autour de la disponibilité constatée des produits et de la livraison "juste à temps".



Millions d'euros	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires	2 799	3 096	2 970
Marge brute d'autofinancement	427	383	413
Résultat net consolidé	235	176	186



### **Une démarche tournée vers l'innovation**

Depuis 1990, Legrand consacre des moyens importants, de l'ordre de 5 % du chiffre d'affaires, à l'innovation produits.

Cette démarche volontariste se traduit par le lancement régulier de gammes novatrices à plus forte valeur ajoutée.

Le Groupe a mis en place une gestion décentralisée de l'innovation avec des filiales de production dans environ trente pays, afin de mieux répondre aux besoins locaux spécifiques.

Ces filiales qui ont la responsabilité d'une ou plusieurs familles de produits croisent leurs expériences et travaillent en réseau avec les bureaux centraux de R&D.

La marge brute d'autofinancement progresse de 30 millions d'euros. Le strict contrôle des investissements, la maîtrise du besoin en fonds de roulement et la cession d'actions Schneider ont permis au Groupe de réduire son endettement financier net de près de 40 %, de 1 392 millions d'euros fin 2001 à 855 millions d'euros fin 2002.

### **Continuité du désendettement en 2003**

Malgré un contexte de marché semblable à celui rencontré en 2002, Legrand pense continuer à progresser sur son marché en 2003 grâce à la qualité de ses produits et au dynamisme de ses équipes. Le Groupe devrait continuer à se désendetter en 2003.

### **Une bonne résistance des marges et une baisse de l'endettement en 2002**

Legrand a démontré une bonne résistance dans un environnement économique difficile.

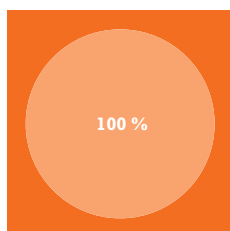
Le chiffre d'affaires 2002, de 2 970 millions d'euros, est en retrait de 1 % par rapport à 2001, à structure et taux de change constants.

La marge opérationnelle est en légère baisse, passant de 12,6 % à 12,2 % du chiffre d'affaires. Le résultat net consolidé part du Groupe progresse de 176 à 186 millions d'euros.



# Wheelabrator Allevard

**W**heelabrator Allevard est le leader mondial de la grenaille abrasive. La grenaille est un abrasif industriel constitué de petites billes d'acier, utilisées principalement pour le nettoyage des pièces métalliques et la préparation de leur surface ainsi que pour le sciage en tranches du granit. Wheelabrator Allevard est aussi producteur d'outils diamantés utilisés pour le sciage et le découpage du granit, du marbre et du béton. Le Groupe emploie 1 390 personnes sur 15 sites de production et détient plus de 40 % du marché mondial. Sa présence industrielle s'étend à tous les continents, et ses ventes s'effectuent dans plus de 100 pays.



## Grenaille : dynamisme de la demande des pays émergents

En 2002, la demande mondiale de grenaille a reculé de 2 % et, malgré cette conjoncture internationale peu favorable, Wheelabrator Allevard est parvenu à maintenir ses positions.

Sur les principaux marchés européens, la demande est restée faible et le chiffre d'affaires de la zone a reculé de 3 %.

La faiblesse générale de la demande et la surévaluation de la livre sterling par rapport aux autres monnaies sont à l'origine de la sous-utilisation des usines en Grande-Bretagne.

En Amérique du Nord, le ralentissement de l'activité observé fin 2001 s'est accentué, se traduisant par un recul de l'activité de 10 %.

En revanche, dans les pays émergents, les ventes sont en forte progression ; ce dynamisme général résulte de la délocalisation des industries de fonderie vers ces pays. Avec des ventes qui progressent de 10 %, le groupe a su tirer parti de la reprise économique en Asie du Sud-Est. Ainsi, en Corée, la progression élevée des ventes est liée à la forte reprise de l'activité dans les chantiers navals.

Les marchés d'Afrique du Sud et du Brésil restent dynamiques, avec des progressions des ventes également voisines de 10 %.



Millions d'euros	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires	284	286	288
Marge brute d'autofinancement	35	36	34
Résultat net consolidé	17	16	2 *

\* Après provision exceptionnelle de 12 millions d'euros.



### Outils diamantés : diversification et relais de croissance

Les outils diamantés, qui représentaient environ 6 % du chiffre d'affaires du Groupe il y a trois ans, représentent 15 % du chiffre d'affaires consolidé en 2002.

L'activité outils diamantés connaît à nouveau un fort développement.

Le marché demeure toujours porteur avec une croissance organique proche de 5 %. Dans ce contexte favorable, le Groupe bénéficie pleinement de sa stratégie de croissance externe initiée il y a trois ans.

En 2002, le groupe a fait l'acquisition de 60 % de la société allemande Eiche, spécialisée dans la fabrication industrielle d'outils diamantés soudés au laser pour le secteur de la construction, qui réalise un chiffre d'affaires de 13 millions d'euros avec une très bonne rentabilité.

L'activité fil diamanté représente environ le quart de l'activité outils diamantés. Destinée à la découpe du granit, du béton et du marbre, elle progresse de 30 % grâce à l'acquisition de la société italienne Arcofil.

### Progression de la productivité et désendettement

Le chiffre d'affaires consolidé de 288 millions d'euros se maintient au niveau des années précédentes.

Les importants efforts de réduction de coûts engagés depuis plusieurs années – diminution de la consommation d'énergie et meilleure productivité globale – ont permis de maintenir le résultat d'exploitation de la branche grenaille au même niveau que celui de l'exercice 2001. La marge d'exploitation des outils diamantés progresse fortement pour devenir supérieure à celle de la grenaille, entraînant ainsi une progression de 5 % du résultat d'exploitation consolidé.

Les investissements industriels s'élèvent à 10 millions d'euros et permettent la réalisation de gains de productivité et le maintien des outils de production. Les investissements de croissance externe s'élèvent à 5 millions d'euros. L'autofinancement permet de réduire l'endettement financier net de 6 millions d'euros.

### Perspectives 2003

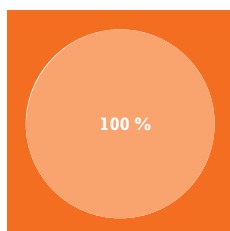
Le début de l'exercice 2003 n'apporte pas de véritable signe de reprise dans les grenailles abrasives en Europe et aux Etats-Unis. En revanche, dans les pays en voie de développement, la demande reste bien orientée. Les ventes d'outils diamantés devraient continuer de progresser favorablement.

Millions d'euros (données non auditées)

Actif	31.12.2000	31.12.2001	31.12.2002	Passif	31.12.2000	31.12.2001	31.12.2002
Immobilisations corporelles	93	94	79	Capitaux propres	137	147	137
Immobilisations incorporelles et financières	53	58	57	Provisions	13	14	16
Besoin en fonds de roulement	82	88	90	Endettement financier net	78	79	73
	228	240	226		228	240	226

# Oranje-Nassau

**O**ranje-Nassau est un groupe néerlandais, filiale à 100 % de WENDEL Investissement. Dans le domaine énergétique, Oranje-Nassau investit dans l'exploitation et la production de pétrole et de gaz naturel en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ses activités immobilières, centrées dans le secteur des bureaux et locaux professionnels, se situent principalement aux Pays-Bas. Oranje-Nassau regroupe également plusieurs participations du groupe WENDEL Investissement ainsi que divers investissements financiers réalisés directement. Chacun des trois secteurs d'activité (énergie, immobilier, participations financières) a obtenu des résultats satisfaisants et a contribué aux résultats d'ensemble du Groupe, tout en maintenant la qualité de ses actifs.



## Energie : accroissement de la production

Le prix moyen du baril de référence, le Brent, a atteint le prix élevé de 25,20 USD, en progression par rapport au prix moyen de 24,75 USD de 2001. Cette hausse des prix est liée aux tensions au Moyen-Orient et au Venezuela.

L'augmentation du chiffre d'affaires énergie de 113 à 146 millions d'euros résulte de l'accroissement de la production de 5,5 à 7,3 millions de barils. Courant 2001, le Groupe avait mis en production avec succès les champs pétroliers et gaziers de Elgin et de Franklin dans l'offshore britannique ainsi que le puits F2a au large des Pays-Bas. L'augmentation de la production résulte de l'exploitation de ces gisements sur une année complète.

Fin 2002, Oranje-Nassau a augmenté ses réserves avec l'acquisition de parts dans trois gisements appartenant à Agip et situés dans la partie britannique du plateau continental. Les deux premiers gisements, Cook et Pierce, sont exploités par Shell, et le troisième, Janice, par Kerr Mac Gee. Les réserves du Groupe sont voisines de 43 millions de barils.

Cette politique active d'acquisitions assure le développement de cette activité pour les prochaines années.



Millions d'euros	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires	165	147	175
Marge brute d'autofinancement	109	99	114
Résultat net consolidé	59	51	52 *

\* Hors éléments exceptionnels résultant des cessions intra-Groupe.





### Immobilier : maintien de la rentabilité

Oranje-Nassau détient 97 000 m<sup>2</sup> de bureaux et de locaux à usage commercial ; le pourcentage d'occupation des immeubles du Groupe, toujours très élevé, atteint 94 % en fin d'exercice.

Les revenus du secteur immobilier sont stables. Les loyers perçus sont passés de 11,5 millions d'euros en 2001 à 11,9 millions d'euros en 2002. Le résultat net de la branche est de 5,2 millions d'euros, en léger retrait par rapport à celui de l'année précédente qui s'élevait à 6 millions d'euros ; en effet, en 2002, contrairement à l'exercice précédent, Oranje-Nassau n'a pas cédé d'immeubles.

### Participations

Les revenus nets de la branche participations sont stables. Hors éléments exceptionnels, le résultat net de cette activité est de 19 millions d'euros, très proche de celui atteint en 2001 de 20 millions d'euros.

### Progression de l'autofinancement et perspectives favorables

Le chiffre d'affaires consolidé des trois divisions est de 175 millions d'euros, en progression par rapport à celui de 2001 de 147 millions d'euros. L'augmentation de la production pétrolière engendre une hausse des amortissements consolidés, qui passent de 47 à 62 millions d'euros, et de la fiscalité, qui progresse de 33 à 42 millions d'euros. Le résultat net consolidé avant éléments exceptionnels s'élève à 51,8 millions d'euros, proche des 51,4 millions d'euros atteints en 2001. La marge brute d'autofinancement progresse de 14 % pour atteindre 114 millions d'euros.

### Perspectives 2003

Pour 2003, les activités sont bien orientées. Le secteur énergie devrait à nouveau augmenter sa production et le secteur immobilier maintenir sa rentabilité à un niveau voisin de celui de l'exercice 2002.

Millions d'euros

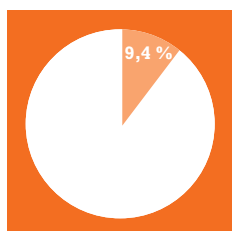
Actif	31.12.2000	31.12.2001	31.12.2002	Passif	31.12.2000	31.12.2001	31.12.2002
Immobilier	116	118	118	Capitaux propres	246	274	233
Energie	219	218	179	Provisions	105	131	113
Participations	170	191	156	Dettes financières	113	122	55
				Autres dettes	41	–	52
	505	527	453		505	527	453



# Valeo

**V**aleo conçoit, produit et commercialise des composants, des systèmes intégrés et des modules pour les automobiles et les poids lourds. Ce Groupe international, qui compte parmi les dix premiers équipementiers mondiaux, est présent sur les principaux marchés de l'automobile avec quatre activités :

- Transmissions : embrayages, transmissions et matériaux de friction ;
- Thermique : thermique moteur et thermique habitacle ;
- Electrique et Electronique : éclairage, signalisation, systèmes électriques, système d'essuyage, sécurité habitacle ; électronique et systèmes de liaison ;
- Distribution : vente des produits du Groupe.



## Progression des marges dans un marché stable

Le chiffre d'affaires consolidé de 9,8 milliards d'euros est en recul de 4,2 % par rapport à 2001, essentiellement du fait des cessions et des effets de change. Les ventes du Groupe sont restées quasiment stables à - 0,4 %, hors variations de périmètre et de change.

En 2002, le Groupe a poursuivi la mise en œuvre des programmes visant à améliorer ses coûts industriels et à renforcer sa position compétitive avec, notamment, la rationalisation de son outil industriel : fermeture de 7 sites de production et ouverture de 5 usines. Sur l'année, la marge d'exploitation est de 5,0 %, en hausse de 1,2 point par rapport à 2001. Le résultat net redevient positif de 135 millions d'euros après les pertes de 2001.

Les programmes d'efficacité industrielle ont également permis d'optimiser significativement l'utilisation de l'outil de production, et de réduire le besoin en fonds de roulement ; ils ont permis une forte réduction de l'endettement net à 564 millions d'euros à fin 2002 (contre 648 millions d'euros fin 2001).

## Optimisation des programmes de Recherche et Développement

Le plan DEP (Development Efficiency Plan) a permis de maîtriser les coûts de Recherche et Développement tout en fournissant aux clients des études plus riches et en réduisant le délai de mise sur le marché.

## Continuité du redressement en 2003

En 2003, le Groupe devrait tirer pleinement parti des restructurations effectuées en 2002, et continuer, à progresser grâce à l'amélioration de son outil industriel et sa capacité d'innovation.

Millions d'euros	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires	9 120	10 234	9 803
Marge brute d'autofinancement	569	326	477
Résultat net consolidé	368	(591)	135



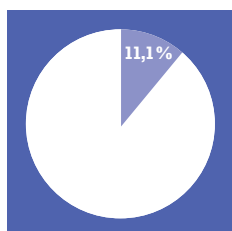
# Cap Gemini Ernst & Young

**C**réé en 1967, Cap Gemini, devenu en 2000 Cap Gemini Ernst & Young, est aujourd'hui l'un des leaders mondiaux du Conseil en Management et des Services informatiques.

Le Groupe s'est réorganisé autour de 4 métiers couvrant :

- le conseil (transformation, process) ;
- la technologie (architecture, intégration de systèmes, infrastructure) ;
- l'infogérance (gestion des systèmes d'information et des process) ;
- l'assistance technique de proximité (Sogeti).

Le Groupe présent dans 34 pays en Europe, en Amérique du Nord et en Asie-Pacifique emploie 53 000 personnes.



## Redéploiement du Groupe avec le plan LEAP

Dans un contexte économique difficile caractérisé par une absence de reprise de la demande, le management du Groupe a décidé en juin 2002 de lancer un plan de transformation stratégique sur 3 ans nommé LEAP (Leadership, Expansion, Alignment, Productivity), et dont l'objectif est double : renouer progressivement avec des niveaux de marge opérationnelle satisfaisants en allégeant ses coûts, et se doter d'une organisation plus flexible, plus réactive et compétitive.

## Redressement de la marge opérationnelle

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe en 2002 s'établit à 7 047 millions d'euros, soit une baisse de 13,9 % à taux de change et périmètre constants. Le résultat d'exploitation s'établit à 114 millions, soit une marge opérationnelle de 1,6 % qui marque une nette amélioration entre le premier semestre + 0,3 % et le second semestre + 3,1 %. Cette progression montre que le déploiement de LEAP a rapidement porté ses tous premiers fruits.

A fin décembre 2002, la trésorerie nette reste largement positive à 465 millions d'euros.

## Perspectives 2003

Les pleins effets du déploiement de LEAP devraient se faire sentir dès 2003 et en 2004. L'objectif de porter la marge d'exploitation à environ 5 % pour 2003 est maintenu.

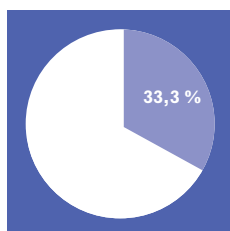
Millions d'euros	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires	6 930	8 416	7 047
Marge brute d'autofinancement	621	351	(98)
Résultat net consolidé	431	152	(514)



# Bureau Veritas

**B**ureau Veritas est une société internationale de services, qui a pour objet de prévenir les risques, d'améliorer la qualité et de renforcer la sécurité des personnes et des biens. Elle propose à ses clients des prestations de classification, de certification, d'inspection et de contrôle, de conseil et assistance technique, et de formation.

Le Groupe figure parmi les trois leaders mondiaux dans les secteurs de l'inspection, de l'analyse, de la certification des biens et des services ; il est présent dans 140 pays, au service de plus de 200 000 clients, avec un effectif de 15 000 personnes réparti dans près de 550 centres d'intervention. Son métier s'exerce dans les secteurs majeurs de l'économie : l'industrie, le bâtiment, la marine et l'offshore, le commerce international, l'aéronautique et l'espace, et les biens de consommation.



## Bonne progression de l'activité et de la rentabilité en 2002

En 2002, le chiffre d'affaires consolidé de Bureau Veritas atteint 1 145 millions d'euros, en croissance de 13,2 %, dont 7,4 % sont dus à la croissance organique et 9,9 % à la croissance externe. Le résultat d'exploitation consolidé s'est établi à 136 millions d'euros, en hausse de 28 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net consolidé part du Groupe progresse de 45 %, pour atteindre 86 millions d'euros.

Dans les différentes zones géographiques, l'évolution de l'activité a été la suivante :

En Europe, Bureau Veritas a réalisé un chiffre d'affaires de 697 millions d'euros, en progression de 18 % par rapport à 2001. L'Europe, hors la France, représente 23 % de l'activité consolidée du Groupe contre 19 % en 2001 et la part de la France reste stable à 38 %.

En Amérique, le chiffre d'affaires réalisé est de 235 millions d'euros, en progression de 15 % par rapport à 2001 et représente 21 % de l'activité du Groupe. Les activités Biens de Consommation aux Etats-Unis sont restées bien orientées malgré le ralentissement de la croissance des dépenses de consommation. En Amérique latine, la croissance très forte en monnaie locale de + 16 % devient négative avec les variations de change.



Millions d'euros	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires	850	1 012	1 145
Marge brute d'autofinancement	79	114	126
Résultat net consolidé	53	59	86



En Asie et au Moyen-Orient, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 150 millions d'euros, en progression de 6 % par rapport à 2001 et représente 13 % de l'activité du Groupe. En Afrique, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 63 millions d'euros, en recul de 18 % par rapport à 2001 du fait de la situation politique et économique de ce continent.

### Bonne progression de toutes les divisions à l'exception de la division Services aux gouvernements

Les principales évolutions sont les suivantes :

Les activités Industrie, Construction et Certification de systèmes ont été regroupées. Cette division, qui représente plus de 60 % de l'activité du Groupe, a enregistré une croissance de 20 % dont 11 % sont dus à la croissance externe. Les évolutions des différentes activités sont toutes très satisfaisantes : Industrie +18 %, Construction + 30 %, et Certification de systèmes + 14 %.

La division Biens de Consommation a connu en 2002 une croissance robuste de 25 % liée à l'acquisition MTL ; sa croissance organique est de 6 %. La fusion entre MTL et ACTS a été conduite avec succès en garantissant le bon suivi des clients et la bonne intégration des équipes des deux sociétés.

La croissance organique de la division Marine a été de 9 % ; après prise en compte des variations de change, la progression du chiffre d'affaires 2002 n'est que de 4 %. L'année 2002 a vu la part de Bureau Veritas sur le marché des navires en construction passer de 9 % à 10 %.

L'activité de la division Services aux gouvernements a connu une forte baisse de 15 % en 2002 à 124 millions d'euros ; la montée en puissance du nouveau contrat avec l'Angola n'ayant pu compenser la perte des contrats Argentine et Nigeria ainsi que la baisse d'activité enregistrée à Madagascar.

### Poursuite de la croissance

Au cours de l'exercice 2002, Bureau Veritas a poursuivi sa politique active de croissance externe avec l'acquisition de la société IPM, basée près de Hanovre et spécialisée dans le contrôle et la supervision de projets de construction, la société REGSPEC, basée près de Londres et spécialisée dans l'inspection électrique, ainsi que la société US LABS, basée à Fort Lauderdale et spécialisée dans le testing de matériaux de construction.

A taux de change et périmètre constants, Bureau Veritas anticipe une croissance pour 2003 comparable à celle enregistrée en 2002. Les divisions Biens de Consommation et Industrie doivent progresser plus rapidement que la moyenne du groupe. Les divisions Marine et Services aux gouvernements devraient voir leur activité se stabiliser autour du niveau atteint en 2002.

Millions d'euros (données non auditées)

Actif	31.12.2000	31.12.2001	31.12.2002	Passif	31.12.2000	31.12.2001	31.12.2002
Immobilisations corporelles	56	64	60	Capitaux propres	197	250	288
Immobilisations incorporelles et financières	30	203	299	Provisions	96	104	111
Besoin en fonds de roulement	94	80	64	Endettement financier net	—	—	24
Trésorerie nette	113	7	—				
	293	354	423		293	354	423

# Trader Classified Media

**T**rader Classified Media est spécialisé dans la diffusion d'annonces d'achat et de vente de biens – principalement d'occasion – et de services par des particuliers et des professionnels, ainsi que dans l'offre de services liés à ces transactions.

Le Groupe distribue ses produits à travers 320 publications et 60 sites Internet dans 21 pays. Ces publications sont disponibles dans les principales zones urbaines mondiales. Les sites Internet génèrent environ 260 millions de pages vues par mois.

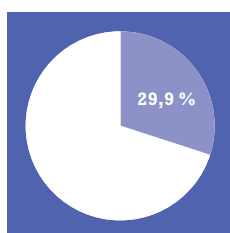
Le Groupe a publié en 2002 un nombre d'annonces classées se rapportant à environ 25 millions de biens vendus, dont environ 40 % de véhicules et 20 % de biens immobiliers ; le reste est constitué principalement d'annonces d'emplois.

Trader Classified Media a réalisé en 2002 un chiffre d'affaires total de 443 millions d'euros, en hausse de 6 % par rapport à l'exercice précédent, performance solide dans un contexte économique mondial difficile. Hors effet de change, la croissance totale ressort à 9 % et la croissance organique à 7 %.

La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique est équilibrée : les pays de l'Union européenne et la Suisse en représentent 29 %, l'Amérique du Nord 24 % et le reste du monde 47 %, dont la Russie 18 % et l'Australie 15 %.

## Chiffre d'affaires Publications en progression de 5 %

La croissance a été particulièrement forte sur les annonces classées professionnelles, 15 % du chiffre d'affaires, en progression de 11 % par rapport à l'année précédente ainsi que sur la publicité, 38 % du chiffre d'affaires, en progression de 7 %, ce qui représente une très bonne performance dans un marché publicitaire globalement en baisse. Enfin, la diffusion est restée stable, démontrant ainsi la bonne résistance continue du canal Publications face à la montée en puissance d'Internet.



Millions d'euros	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires	373	419	443
Marge brute d'autofinancement	(88)	26	29
Résultat net consolidé	(135)	(91)	(31)





### **Chiffre d'affaires Internet en progression de 26 %**

Cette forte croissance, essentiellement organique, s'explique par le développement régulier des annonces classées en ligne, couplées avec les publications ou spécifiques, ainsi que par le déploiement des lignes payantes sur l'ensemble des sites. Ce concept de lignes payantes permet à l'acheteur d'accéder aux coordonnées du vendeur ou aux annonces récentes (mises sur site depuis moins de 48 heures) par le biais d'une ligne téléphonique payante. L'activité des bandeaux publicitaires est en hausse sensible en 2002, grâce au développement des offres couplées, papier et Internet, auprès des clients annonceurs.

### **Forte amélioration de la rentabilité**

L'année 2002 a été marquée par une très forte amélioration de la marge opérationnelle et de l'autofinancement du Groupe. En effet, simultanément à la hausse de 6 % du chiffre d'affaires, les coûts ont été réduits de 7 %. La progression des recettes s'explique notamment par l'amélioration des marges des publications ; la réduction significative des coûts provient de l'activité Internet (activité qui dégage une marge opérationnelle positive depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2002) et de la baisse des frais de siège et des frais administratifs. Le résultat brut d'exploitation du groupe – EBITDA – a ainsi significativement progressé, atteignant 111 millions d'euros, soit 25 % du chiffre d'affaires (contre 62 millions d'euros, soit une marge de 15 % l'année précédente).

Le résultat net consolidé, encore déficitaire en 2001, est devenu positif de 10,5 millions en normes US Gaap en 2002 ; il est négatif de 31 millions d'euros en retenant les normes françaises.

Le Groupe a par ailleurs refinancé sa dette au moyen d'un nouveau crédit bancaire mis en place fin septembre 2002. Ce nouveau financement va permettre au Groupe de réduire ses frais financiers.

Au cours de l'année, Trader Classified Media a fait l'acquisition des intérêts minoritaires du Trading Post Group en Australie en portant sa participation de 70 à 100 % pour un montant d'environ 60 millions d'euros. Le Groupe a également réalisé de petites acquisitions en Hongrie, en Italie et au Canada pour renforcer sa présence dans ces pays.

### **Poursuite de la croissance en 2003**

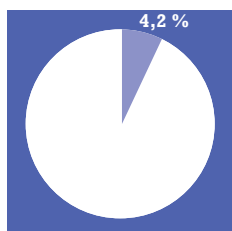
Trader Classified Media envisage l'année 2003 avec confiance. Le Groupe prévoit ainsi une nouvelle année de croissance de son chiffre d'affaires ainsi qu'une amélioration de sa marge d'exploitation et de son résultat net. Le Groupe prévoit également de continuer sa stratégie d'acquisition sélective, en ciblant des sociétés d'annonces classées, avec des marques locales fortes permettant de renforcer ses positions actuelles sur le double canal de distribution Publications et Internet.



# LDCOM

**C**réé en 1998, LDCOM est désormais l'un des premiers opérateurs alternatifs de services de télécommunications fixes en France. LDCOM dispose de ses propres infrastructures grâce à la construction d'un réseau longue distance en fibre optique, long de 11 000 km, reliant 60 villes. Ce réseau est prolongé par des réseaux d'accès s'appuyant sur différentes technologies – fibre optique, Boucle Locale Radio et DSL – qui permettent de s'affranchir des infrastructures de l'opérateur historique et d'offrir des services sur le "dernier kilomètre" à des tarifs particulièrement compétitifs.

LDCOM offre une large gamme de services de téléphonie, de réseaux de données et d'accès à Internet et dessert : 60 000 clients professionnels, grandes et petites entreprises, administrations et collectivités locales, 1 million de particuliers, 2 000 clients dans l'hébergement au travers de Jet Multimedia, et enfin 200 clients professionnels des télécoms, opérateurs et fournisseurs d'accès ou de contenus Internet.



## Croissance externe : gains de parts de marché et diversification de l'offre

Au cours de l'année 2002, LDCOM a confirmé sa volonté de devenir un acteur majeur des télécommunications fixes en France et de se renforcer sur l'ensemble des segments de marché. Cette volonté s'est traduite par l'acquisition de : Belgacom France, filiale française de Belgacom, opérateur national belge, FirstMark, opérateur de Boucles Locales Radio, 9 TELECOM, filiale française de Telecom Italia, opérateur national italien, et Ventelo France, opérateur de services aux entreprises.

## Situation financière solide

En 2002, compte tenu du nouveau périmètre, le chiffre d'affaires s'établit à 550 millions d'euros. Un important programme d'intégration des réseaux et des équipements des différentes entités du Groupe a été entrepris, générant des économies d'échelle très significatives qui ont permis de dégager un résultat brut d'exploitation - EBITDA - positif de 18 millions d'euros en 2002. Le Groupe bénéficie d'une situation financière, sans dettes financières, avec une trésorerie de 500 millions d'euros fin 2002.

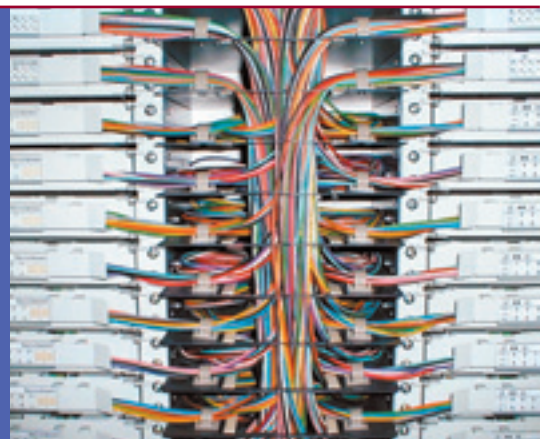
## Déploiement d'un réseau DSL

Les conditions économiques et réglementaires du dégroupage étant enfin réunies, LDCOM a pu déployer au second semestre 2002 un réseau national DSL couvrant les principales agglomérations françaises.

## Bonnes perspectives de développement pour 2003

Le groupe devrait consolider en 2003 sa position de premier opérateur alternatif.

Millions d'euros	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires	111	182	550
Marge brute d'autofinancement	10	39	85
Résultat net consolidé	(13)	(2)	(83)





# Autres filiales

Ces sociétés, holdings intermédiaires, concourent notamment au financement et à la détention des participations du Groupe.

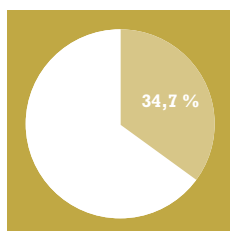
Millions d'euros		<b>Participations détenues</b>	<b>Capitaux propres 31.12.2002</b>	<b>Total bilan 31.12.2002</b>	<b>Résultat net 2002</b>	<b>Dividende versé en 2002</b>
<b>FIGEMU (*)</b> (100 % WENDEL Investissement)		9,40 % Valeo	408,3	409,2	- 72,4	-
<b>TRIEF CORPORATION</b> (100 % WENDEL Investissement)	2,7 % Cap Gemini Ernst & Young 37,4 % Lumina Parent 100 % Sofisamc		106,2	861,4	- 186,5	7,5
<b>SOFU</b> (50 % Oranje-Nassau)	5,9 % Bureau Veritas		14,1	14,1	1,0	1,0
<b>WINVEST 1</b> (100 % WENDEL Investissement)	57,8 % BLR lux		180,3	180,3	0,0	-
<b>BLR lux</b> (57,8 % Winvest 1)	7,3 % LD COM		180,3	180,4	0,0	-
<b>SOLFUR</b> (100 % WENDEL Investissement)	13,5 % SNC Wendel-Participations		17,3	17,3	2,6	2,9
<b>WINBOND</b> (100 % WENDEL Investissement)	-		377,3	377,3	1,1	-
<b>SOFISERVICE</b> (100 % WENDEL Investissement)	-		211,6	231,7	68,1	-
<b>SOFISAMC</b> (100 % Trief Corporation)	-		14,7	14,8	- 3,4	-
<b>COMPAGNIE FINANCIERE DE LA TRINITE</b> (100 % WENDEL Investissement)	-		18,1	18,1	8,7	8,5
<b>SIMFOR</b> (100 % WENDEL Investissement)	-		2,5	2,7	0,7	-

(\*) société absorbée en 2003.



# bioMérieux Alliance

**b**ioMérieux est un acteur majeur de l'industrie du diagnostic *in vitro*, et plus particulièrement dans les domaines des maladies infectieuses et de la microbiologie industrielle. La Société développe, produit et commercialise des réactifs et des systèmes automatisés destinés aux analyses médicales et au contrôle de la qualité microbiologique de produits industriels. Ces produits permettent d'identifier la cause de la plupart des maladies d'origine infectieuse ou métabolique, puis d'aider à la définition du traitement et, enfin, d'en assurer le suivi clinique. Biomérieux est la huitième société de diagnostic biologique. Elle réalise plus de 81 % de son activité à l'international. Elle réunit 5 400 personnes dont 800 chercheurs, répartis dans 14 centres de recherche. Elle est présente dans plus de 130 pays.



Le groupe **bioMérieux Alliance** est issu de la scission du groupe bioMérieux Pierre Fabre, dont les actionnaires, après quelques mois de fonctionnement, ont constaté que les synergies entre les différentes activités des anciens groupes bioMérieux et Pierre Fabre étaient délicates à mettre en œuvre et qu'il semblait préférable de revenir à la situation prévalant avant la fusion.

Les branches Diagnostic et Thérapie génique ont été apportées à la société Nouvelle bioMérieux Alliance en juin 2002, rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2002, et constituent ses activités principales. Elles sont respectivement conduites par les groupes bioMérieux et Transgène.

## Changement d'échelle avec l'acquisition d'Organon Teknika

Le groupe bioMérieux Alliance a réalisé en 2002 un chiffre d'affaires consolidé de 945 millions d'euros. Ce chiffre d'affaires représente une croissance de l'activité de 18 % par rapport à 2001; à périmètre et devises constants, cette croissance est de 5 %. L'écart résulte de l'intégration en année pleine de l'activité Organon Teknika acquise mi-2001.

Cette acquisition renforce sensiblement la présence aux Etats-Unis qui, avec 27 % des ventes, deviennent le premier marché du groupe et sont en croissance de 9 % à périmètre identique. En Europe, la croissance des ventes est de 5 % et elles représentent 54 % du chiffre d'affaires consolidé. En Amérique Latine, les difficultés économiques et financières ont entraîné une baisse d'activité qui, combinée avec la chute des devises, a conduit à une baisse des ventes de 27 % en euros. En Asie, la croissance en devises



Millions d'euros	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires	1 789	2 055	945
Marge brute d'autofinancement	144	166	123
Résultat net	49	24	33

2000 et 2001 : groupe bioMérieux Pierre Fabre.

2002 : groupe bioMérieux Alliance.



s'est élevée à 7 %, notamment grâce à la Chine et la Corée, mais l'évolution défavorable des taux de change a limité la croissance en euros à 2 %.

### Forte hausse de la rentabilité

Le résultat d'exploitation de la branche Diagnostic ressort à 120 millions d'euros, en croissance de 60 % par rapport à celui de 2001 ; cette forte progression traduit notamment la réussite de l'intégration d'Organon Teknika.

Le résultat net de la branche Diagnostic est de 61 millions d'euros, en progression de 80 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Le résultat net consolidé du groupe bioMérieux Alliance est de 33 millions d'euros ; il est affecté par la contribution négative de l'activité Thérapie génique de 24 millions d'euros et les provisions passées sur des participations minoritaires détenues dans des sociétés de recherche de 3 millions d'euros.

L'activité thérapie génique, menée au travers de la participation dans Transgene, sera déconsolidée en 2003. La participation de Nouvelle bioMérieux Alliance dans cette société ayant été réduite de 70 % en 2002 à 15 % en début d'année 2003.

Les bonnes performances opérationnelles ont permis d'améliorer la situation financière et de réduire l'endettement financier de 113 millions d'euros.

L'activité devrait rester soutenue en 2003, mais la progression du chiffre d'affaires pourrait être affectée par l'évolution des devises.

### Silliker Group

Le groupe Silliker constitue l'un des premiers réseaux internationaux dédiés à l'analyse et au conseil dans le domaine de la sécurité et de la qualité agroalimentaire.

Après deux années de croissance externe, Silliker a poursuivi l'intégration de ses nouvelles filiales et consolidé ses positions de partenaire privilégié de l'industrie agroalimentaire, de la grande distribution et de la restauration collective.

Pour l'exercice clos en 2002, son chiffre d'affaires de 101 millions de USD est en croissance de 7 % par rapport à l'exercice précédent. L'Amérique du Nord, représentant 57 % des ventes, a enregistré une croissance de 5 %. L'Europe connaît une situation plus contrastée, avec, d'un côté, la France qui consolide sa situation dans un environnement de baisse des prix et, de l'autre, les autres pays d'Europe en forte croissance de 30 %.

Le résultat d'exploitation est stable par rapport à 2001 ; la bonne performance des Etats-Unis est neutralisée par des coûts exceptionnels de réorganisation des activités et de mise en place des systèmes d'informations nécessaires au développement du réseau mondial.

En 2003, la priorité sera donnée à la croissance organique et à la consolidation de la rentabilité des opérations, en particulier en Europe.

Millions d'euros

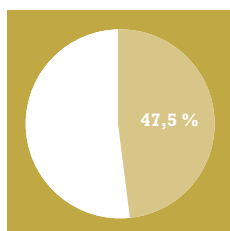
Actif	31.12.2002	Passif	31.12.2002
Immobilisations corporelles	<b>274</b>	Capitaux propres	<b>386</b>
Immobilisations incorporelles et financières	<b>163</b>	Provisions pour risques et charges	<b>64</b>
Besoin en fonds de roulement	<b>209</b>	Endettement financier net	<b>196</b>
	<b>646</b>		<b>646</b>

# Stallergènes

**S**tallergènes est le leader mondial des laboratoires pharmaceutiques spécialisés dans l'immunothérapie allergique.

L'immunothérapie allergique (ou désensibilisation) permet de réorienter le système immunitaire en s'attaquant à la cause même de la maladie. La vocation de ce traitement est de guérir l'allergie.

L'activité de Stallergènes est consacrée à la recherche, au développement, à la fabrication et à la distribution de produits extraits d'allergènes pour le traitement de fond de la rhinite et de l'asthme allergique.



## Fort développement des traitements par voie sublinguale

Stallergènes a connu une excellente année avec un chiffre d'affaires en progression de 18 % à périmètre constant et un résultat d'exploitation en hausse de 43 %.

Ces résultats s'inscrivent dans la continuité des exercices précédents puisqu'en 4 ans, les ventes de l'entreprise ont pratiquement doublé et le résultat d'exploitation a triplé.

Cette croissance que l'on constate sur l'ensemble des principaux marchés du Groupe traduit l'adhésion toujours plus forte des allergologues aux traitements d'immunothérapie allergénique par voie sublinguale que Stallergènes a développés et améliorés depuis 10 ans.

## Progression du chiffre d'affaires 2002 liée au lancement du STALORAL 300<sup>®</sup>

En 2002, Stallergènes a lancé en Europe un nouveau produit, le STALORAL 300<sup>®</sup>, qui rencontre un indiscutable succès commercial ; il permet aux patients de bénéficier des dosages mis au point au cours des plus récents essais cliniques et est d'une simplicité d'utilisation sensiblement accrue.

Millions d'euros	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires	55	63	75
Marge brute d'autofinancement	2,0	6,4	10,1
Résultat net consolidé	0,3	2,4	4,7



Le chiffre d'affaires progresse de 24 % en France et de 13 % dans le reste de l'Europe. Sur ces marchés très concurrentiels, le STALORAL 300® s'est imposé comme le traitement de référence de l'immunothérapie par voie sublinguale.

L'année 2002 consacre le retour à une croissance forte en Allemagne, où le succès de la stratégie développée auprès du segment des médecins spécialistes est confirmé. Par ailleurs, l'activité est stabilisée en Afrique du Nord et en très forte progression en Europe de l'Est.

#### **Forte amélioration de la rentabilité**

Le résultat d'exploitation progresse de 43 %, pour atteindre 11,2 millions d'euros. Cette forte progression s'explique par les gains de productivité réalisés et les efforts de restructuration accomplis pour renforcer les structures de l'entreprise.

Pour accompagner sa croissance, le Groupe a renforcé ses investissements commerciaux. Il a également accru ses efforts de recherche et développement.

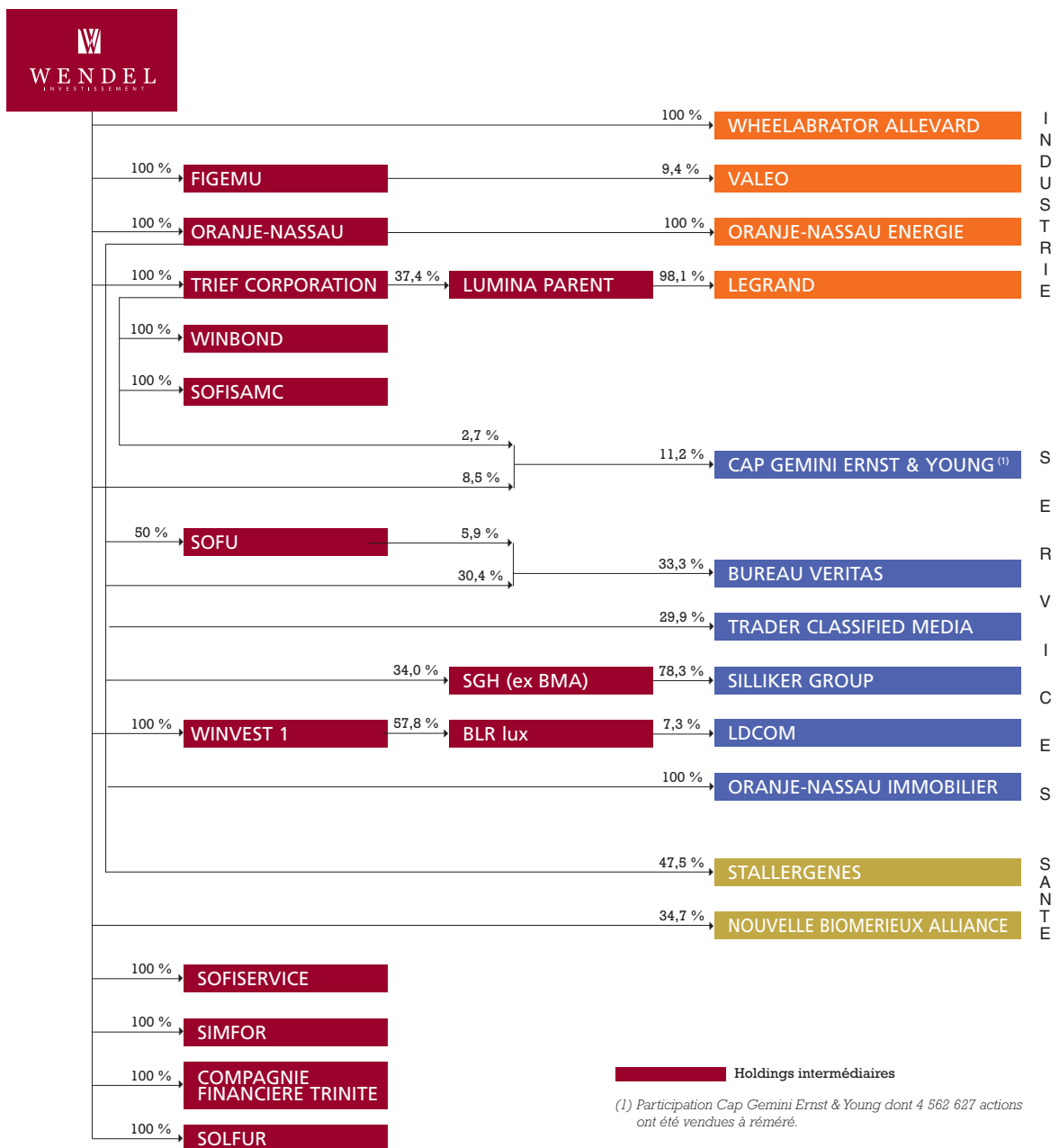
Le résultat net consolidé part du Groupe progresse de 96 %, passant de 2,4 à 4,7 millions d'euros.

#### **Poursuite de la croissance rentable en 2003**

Pour 2003, Stallergènes anticipe à nouveau une très forte croissance de ses ventes et une progression plus nette encore du résultat. Ceci permettra l'intensification de l'effort de recherche et développement sur des programmes destinés à soutenir le développement du Groupe à long terme.



# Organigramme du Groupe



# Comptes 2002

## Sommaire

Analyse des comptes consolidés	p. 42
Analyse des comptes individuels	p. 44
Comptes consolidés	p. 47
Comptes individuels	p. 87

# Analyse des comptes consolidés

Les comptes de WENDEL Investissement consolident, selon les principes et méthodes qui figurent en annexe à ces comptes :

- par intégration globale, les filiales détenues directement ou indirectement sur lesquelles WENDEL Investissement exerce un contrôle exclusif ; ce sont les groupes Wheelabrator Allevard, Oranje-Nassau et Stallergènes, ainsi que les principales sociétés holdings ;
- par mise en équivalence, les sociétés dans lesquelles WENDEL Investissement exerce une influence notable, à savoir Bureau Veritas, Lumina Parent (holding de contrôle du groupe Legrand), Trader Classified Media, Nouvelle bioMérieux Alliance, SGH qui détient la participation dans Silliker.

En début d'exercice, Marine-Wendel détenait 53 % de sa filiale CGIP. Les opérations de rachat d'actions suivies de l'annulation de ces actions ont porté ce pourcentage de détention à 58 %. Jusqu'en juin 2002, date de fusion de ces deux sociétés, la part

dans le résultat revenant aux actionnaires de CGIP autres que Marine-Wendel est inscrite sur la ligne Part des minoritaires. En avril 2002, les cessions d'actions Valeo ont ramené la participation de WENDEL Investissement dans cette filiale de 20,1 % à 9,4 %. WENDEL Investissement a comptabilisé sa quote-part dans le résultat du premier trimestre de ce groupe puis a déconsolidé cette participation. En juin 2002, les groupes bioMérieux et Pierre Fabre ont décidé de l'annulation de leur fusion intervenue en fin d'année 2000. À l'issue de cette scission, le groupe WENDEL Investissement détient une participation de 34,7 % dans le groupe bioMérieux. En décembre 2002, la société Lumina Parent a acquis 98 % du capital de Legrand. Lumina Parent a été constituée par WENDEL Investissement et KKR qui détiennent chacun 37,4 % du capital et par d'autres investisseurs pour le solde. Depuis la date d'acquisition, ce groupe est consolidé par mise en équivalence.

## Résultat

Ce tableau reprend les principaux éléments du compte de résultat consolidé :

en milliers d'euros	2001	2002
<b>Sociétés intégrées</b>		
Résultat d'exploitation	86	115
Résultat financier	0	- 60
Résultat courant	86	55
Résultat exceptionnel	- 342	- 855
Impôt	33	8
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>- 223</b>	<b>- 792</b>
<b>Résultat net des sociétés mises en équivalence</b>	<b>- 95</b>	<b>- 58</b>
Amortissement des écarts d'acquisition	- 342	- 21
<b>Résultat net</b>	<b>- 660</b>	<b>- 871</b>
Résultat part du Groupe	- 379	- 650
Résultat part des minoritaires	- 281	- 221



# Analyse des comptes consolidés

L'amélioration du résultat d'exploitation est due aux bonnes performances d'Oranje-Nassau (+ 21 millions d'euros) et dans une moindre mesure à celles de Stallergènes et de Wheelabrator Allevard. La variation du résultat financier résulte principalement des écarts de change comptabilisés au titre de l'activité pétrolière d'Oranje-Nassau, de l'augmentation des frais financiers et de la dépréciation de valeurs mobilières de placement. L'évolution de la valeur de marché des participations non consolidées a entraîné la constitution de provisions comptabilisées en résultat exceptionnel. Ces provisions d'un montant de 747 millions d'euros pour Cap Gemini Ernst & Young et de 114 millions d'euros pour Valeo ont été

déterminées par prudence. Compte tenu de la grande volatilité des marchés, elles ont été déterminées par référence à la moyenne des 60 séances de bourse ayant précédé la date d'arrêt des comptes annuels.

La contribution des sociétés mises en équivalence pour 2002 n'est pas directement comparable avec celle de 2001 du fait des variations du périmètre de consolidation : la sortie de Cap Gemini Ernst & Young fin 2001 et celle de Valeo courant 2002 et l'entrée de Legrand en fin d'exercice 2002. L'amortissement des écarts d'acquisition de 2002 est de 21 millions d'euros ; en 2001, il s'élevait à 342 millions d'euros du fait des amortissements exceptionnels sur Valeo et de Cap Gemini Ernst & Young.

La contribution des différentes participations au résultat net consolidé de WENDEL Investissement est la suivante :

en milliers d'euros	2001			2002		
	Contribution au résultat courant	Contribution au résultat exceptionnel	Total	Contribution au résultat courant	Contribution au résultat exceptionnel	Total
Wheelabrator Allevard	17			14	- 12	
Oranje-Nassau	35	5		35	- 20	
Bureau Veritas	20			28	- 6	
Trader Classified Media	- 27			- 3	- 6	
bioMérieux (BMPF en 2001)	4	3		11		
Stallergènes	2			5		
AOM Participations		- 45				
<b>Sous total</b>	<b>51</b>	<b>- 37</b>	<b>14</b>	<b>90</b>	<b>- 44</b>	<b>46</b>
Lumina Parent					- 83	
Cap Gemini Ernst & Young	18	- 398		6	- 734	
Valeo	- 119	- 155		9	- 50	
WENDEL Investissement	- 44	24		- 50	- 15	
<b>Sous total</b>	<b>- 145</b>	<b>- 529</b>	<b>- 674</b>	<b>- 35</b>	<b>- 882</b>	<b>- 917</b>
<b>Résultat net</b>	<b>- 94</b>	<b>- 566</b>	<b>- 660</b>	<b>55</b>	<b>- 926</b>	<b>- 871</b>
Résultat net part du Groupe			- 379			- 650
Résultat net part des minoritaires			- 281			- 221

La contribution au résultat courant de 2002 des groupes bioMérieux, Bureau Veritas et Trader Classified Media montre une progression significative traduisant la bonne performance de ces participations.

La contribution de Legrand, consolidée depuis le 10 décembre 2002 s'établit à – 83 millions d'euros. Lors de l'acquisition de cette société, la différence constatée entre le prix d'acquisition et les capitaux

propres consolidés de Legrand a été affectée sur les principaux postes d'actifs à savoir les marques, la R&D, les brevets et les stocks. Les règles comptables et les méthodes de consolidation du Groupe conduisent à prendre en charges sur l'exercice 2002, le montant de la réévaluation de la R&D et des stocks ainsi qu'un amortissement des brevets à hauteur de 83 millions d'euros.

## Bilan

### actif

### passif

en milliers d'euros	31.12.2001	31.12.2002		31.12.2001	31.12.2002
Immobilisations corporelles et incorporelles	664	839	Capitaux propres	1 335	1 094
Titres mis en équivalence	1 111	980	Intérêts minoritaires	1 055	99
Titres de participations et immobilisations financières	1 390	743	Provisions	104	500
Besoin en fonds de roulement	– 168	– 50	Dettes financières	790	1 207
Trésorerie	287	388			
	<b>3 284</b>	<b>2 900</b>		<b>3 284</b>	<b>2 900</b>

La variation du poste immobilisations corporelles et incorporelles est liée principalement à la constatation d'un écart d'acquisition lors des opérations de restructuration du groupe WENDEL Investissement.

Le poste titres mis en équivalence a été affecté en 2002 par la cession de Valeo puis la déconsolidation de cette participation et par l'entrée dans le périmètre de consolidation de Lumina Parent.

En 2002, les immobilisations financières passent de 1 390 à 743 millions d'euros. Cette variation résulte de la diminution de 867 millions d'euros de la ligne Cap Gemini Ernst & Young liée d'une part à la sortie du bilan d'une partie des titres à la suite du transfert de propriété à BNP Paribas (vente à réméré) dans le cadre d'un financement et d'autre part à la dépréciation enregistrée sur le solde des titres.

À fin décembre 2002, les capitaux propres

s'élèvent à 1 094 millions d'euros.

Les rachats d'actions, l'augmentation de capital réalisée en juin lors de la fusion et le résultat de l'exercice expliquent l'essentiel de la variation de 241 millions d'euros entre les deux exercices.

L'augmentation des provisions correspond essentiellement aux dépréciations de la valorisation des actions Cap Gemini Ernst & Young cédées dans le cadre du financement bancaire et dont le risque économique est toujours supporté par WENDEL Investissement.

L'accroissement du poste dettes financières est lié à l'émission par WENDEL Investissement d'une obligation échangeable en actions Valeo destinée à financer l'acquisition de Legrand et à la mise en place d'un crédit bancaire destiné à refinancer le remboursement de l'obligation CGIP arrivée à maturité au cours de l'exercice 2002.

# Analyse des comptes individuels

## Résultat social

Le compte de résultat social n'est pas directement comparable à celui de l'exercice précédent dans la mesure où d'une part la durée de l'exercice a été de 18 mois du fait de la modification

de la date de clôture de l'exercice social et d'autre part ce compte de résultat intègre les conséquences de la fusion CGIP / Marine-Wendel réalisée en juin 2002 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

en millions d'euros	Exercice 2001/2002 (18 mois)	2002 pro forma 12 mois
Le résultat courant s'établit à :	+ 41	+ 3
Les 6 premiers mois de l'exercice 2001/2002 intègrent principalement les dividendes reçus par Marine-Wendel pour 52 millions d'euros et une perte liée aux bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young détenus par Marine-Wendel pour 14 millions.		
Le résultat exceptionnel enregistre notamment :	- 64	- 64
<b>En produits :</b>		
les plus-values sur titres Valeo	+ 40	+ 40
les plus-values sur titres Bureau Veritas	+ 173	+173
les plus-values sur titres Sofu	+ 25	+ 25
les plus-values sur titres Stallergènes	+ 28	+ 28
les résultats liés aux restructurations GIP SA, BLR BV	+ 48	+ 48
la variation des provisions pour impôts liées aux écritures d'intégration fiscale	+ 24	+ 24
<b>En charges :</b>		
les pertes sur titres Cap Gemini Ernst & Young	- 31	- 31
les provisions pour dépréciation et provisions pour risques liées à Cap Gemini Ernst & Young	- 305	- 305
la provision pour dépréciation des actions Figemu	- 64	- 64
autres	- 2	- 2
L'impôt s'élève à	+16	+13
<b>Le résultat net ressort ainsi à</b>	<b>- 7</b>	<b>- 48</b>

## Affectation du résultat

La perte de l'exercice de 7 millions d'euros, compensée par le report à nouveau de 25 millions d'euros lequel aura été augmenté de 100 millions d'euros par prélèvement sur le poste prime de fusion, constitue un bénéfice distribuable

de 118 millions d'euros. Ce bénéfice sera affecté au report à nouveau pour 27 millions d'euros et au paiement d'un dividende de 2,10 euros par action dont 1,10 euro a été versé sous forme d'acompte au mois de juin 2002.

## Bilan social

La structure du bilan s'est trouvée fortement modifiée du fait de la fusion CGIP / Marine-Wendel réalisée en juin 2002.

actif			passif		
en millions d'euros	30.06.2001	31.12.2002		30.06.2001	31.12.2002
Immobilisations corporelles	—	3	Capitaux propres	387	856
Immobilisations financières	391	2 552	Provisions	2	194
Créances	40	20	Dettes financières	30	1 709
Disponibilités et VMP	6	434	Autres dettes	18	250
<b>Total actif</b>	<b>437</b>	<b>3 009</b>	<b>Total passif</b>	<b>437</b>	<b>3 009</b>

## Prises de participations

En application de l'article L. 233-6 du Code de commerce, nous vous informons que WENDEL Investissement a pris des participations dans les sociétés suivantes (hors apports de CGIP et GIP SA) :

- Winvest 1 100,00 %
- Winbond 100,00 %
- Nouvelle bioMérieux Alliance 34,74 %
- Sofe 75,00 %
- Bureau Veritas \* 9,90 %

\* Titres acquis auprès de Sofiservice portant ainsi la participation de WENDEL Investissement à 30,37 %, puis cédés à Oranje-Nassau.

# Comptes consolidés

## Sommaire

Bilan	p. 48
Compte de résultat	p. 50
Variation de trésorerie	p. 51
Variation des capitaux propres	p. 52
Annexes	p. 53
– Principes comptables	p. 53
– Evolution du périmètre de consolidation	p. 57
– Notes sur le bilan	p. 66
– Notes sur le résultat	p. 77
– Notes sur les variations de trésorerie	p. 82
Liste des principales sociétés consolidées	p. 84
Rapport des Commissaires aux comptes	p. 86

# Bilan

## actif

en milliers d'euros	notes	31.12.2002	31.12.2001	31.12.2000
<b>Écarts d'acquisition nets</b>	1	411 434	180 569	333 567
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>		34 079	34 933	35 423
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	2	393 261	448 741	445 293
Immobilisations financières	3	743 413	1 389 593	111 733
Titres mis en équivalence	4	979 621	1 111 467	2 925 403
		1 723 034	2 501 060	3 037 136
<b>Total de l'actif immobilisé</b>		2 561 808	3 165 303	3 851 419
<b>Actif circulant</b>				
Stocks		63 733	60 773	59 045
Clients et comptes rattachés		110 902	110 436	105 733
Autres créances		112 513	39 177	29 838
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	5	388 314	287 000	414 851
		675 462	497 386	609 467
<b>Total de l'actif</b>		3 237 270	3 662 689	4 460 886

## passif

en milliers d'euros	notes	31.12.2002	31.12.2001	31.12.2000
Capital		223 727	141 195	141 195
Primes		226 422	—	—
Réserves consolidées		1 293 030	1 573 271	1 074 145
Résultat de l'exercice		– 649 557	– 379 004	528 746
<b>Capitaux propres : part du Groupe</b>		<b>1 093 622</b>	<b>1 335 462</b>	<b>1 744 086</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	6	<b>98 835</b>	<b>1 054 814</b>	<b>1 467 788</b>
<b>Provisions</b>	7	<b>500 311</b>	<b>103 981</b>	<b>101 352</b>
<b>Dettes financières</b>	8	<b>1 207 382</b>	<b>790 160</b>	<b>746 752</b>
<b>Autres dettes</b>				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		51 343	42 934	61 640
Autres dettes	9	285 777	335 338	339 268
		<b>337 120</b>	<b>378 272</b>	<b>400 908</b>
<b>Total du passif</b>		<b>3 237 270</b>	<b>3 662 689</b>	<b>4 460 886</b>

# Compte de résultat

en milliers d'euros	notes	31.12.2002	31.12.2001	31.12.2000
Produits d'exploitation	12	561 617	509 697	495 952
Charges d'exploitation	13	- 446 191	- 423 332	- 421 746
<b>Résultat d'exploitation</b>	14	<b>115 426</b>	86 365	74 206
Résultat financier net	15	- 59 944	47	- 2 248
<b>Résultat courant des sociétés intégrées</b>		<b>55 482</b>	86 412	71 958
Net des plus et moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	16	22 872	45 558	1 192 245
Net des autres produits et charges exceptionnels	17	- 878 390	- 388 205	- 1 226
Impôts sur les sociétés	18	7 646	32 983	- 264 988
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		<b>- 792 390</b>	- 223 252	997 989
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	19	- 57 618	- 95 298	- 38 820
Amortissement des écarts d'acquisition	20	- 21 077	- 341 529	- 37 452
<b>Résultat net total</b>	21	<b>- 871 085</b>	- 660 079	921 717
dont part des minoritaires		- 221 528	- 281 075	392 971
<b>Résultat net - Part du Groupe</b>		<b>- 649 557</b>	- 379 004	528 746
Nombre moyen d'actions *		45 632 175	35 256 099	35 297 640
Résultat net par action (en euros)		- 14,23	- 10,75	14,98
Résultat net dilué par action (en euros)		- 13,88	-	-

\* Après division par 2 du nominal de l'action WENDEL Investissement (décision de l'Assemblée du 13 juin 2002).



# Variation de trésorerie

en milliers d'euros	31.12.2002	31.12.2001	31.12.2000
<b>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</b>			
Résultat net des sociétés intégrées	- 871 085	- 660 079	921 717
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
• Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	57 618	95 298	38 820
• Amortissements des écarts d'acquisition	21 077	341 529	37 452
• Autres amortissements, provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	913 852	456 149	53 762
• Résultat sur cessions d'actifs immobilisés	- 22 872	- 45 558	- 987 660
• Variation des impôts différés			
• Autres			
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	98 590	187 339	64 091
Dividendes nets reçus des sociétés mises en équivalence	6 797	50 387	50 148
Frais de fusion non comptabilisés au compte de résultat	- 6 758		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'exploitation	42 724	- 67 344	17 922
<b>Flux net de trésorerie d'exploitation</b>	<b>141 353</b>	<b>170 382</b>	<b>132 161</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux investissements</b>			
Décaissements pour :			
- acquisitions et souscriptions de titres de participation	- 687 872	- 207 485	- 253 766
- acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 67 843	- 55 871	- 197 626
- prêts consentis	-	- 9 082	- 811
Encaissements (en prix de vente) de :			
- cessions de titres de participation	446 261	98 751	195 497
- cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	497	8 075	19 631
- prêts et créances	-	1 484	11 074
Variation du B.F.R. lié aux investissements	15 794	29 455	- 78 364
<b>Flux net de trésorerie sur investissements</b>	<b>- 293 163</b>	<b>- 134 673</b>	<b>- 304 365</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
Augmentation du capital	2 104	11 958	162 036
Rachat d'actions	- 503 610	- 38 482	- 39 560
Dividendes versés	- 58 179	- 188 758	- 65 012
Variation nette des emprunts et autres dettes financières	818 402	56 625	48 246
<b>Flux net de trésorerie sur opérations financières</b>	<b>258 717</b>	<b>- 158 657</b>	<b>105 710</b>
Effet des variations de change et des variations de périmètre	- 3 574	- 12 162	7 282
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>103 333</b>	<b>- 135 110</b>	<b>- 59 212</b>
Trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier *	279 741	414 851	474 063
<b>Trésorerie en fin de période *</b>	<b>383 074</b>	<b>279 741</b>	<b>414 851</b>

\* Trésorerie disponible hors actions autodétenues inscrites au bilan au poste de valeurs mobilières de placement.

# Variation des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros	Nombre d'actions *	Capital	Primes	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Actions propres	Résultat net	Capitaux propres
<b>Capitaux propres part du Groupe au 31.12.1999</b>	<b>32 089 764</b>	<b>128 359</b>	<b>–</b>	<b>922 820</b>	<b>13 781</b>	<b>–</b>	<b>177 184</b>	<b>1 242 144</b>
Affectation du résultat				177 184			– 177 184	–
Dividendes versés				– 35 298				– 35 298
Attribution gratuite d'actions	3 208 976	12 836		– 12 836				–
Titres autodétenus	– 1 808					– 68		– 68
Variation nette de l'écart de conversion					8 562			8 562
Résultat de l'exercice 2000							528 746	528 746
<b>Capitaux propres part du Groupe au 31.12.2000</b>	<b>35 296 932</b>	<b>141 195</b>	<b>–</b>	<b>1 051 870</b>	<b>22 343</b>	<b>– 68</b>	<b>528 746</b>	<b>1 744 086</b>
Affectation du résultat				528 746			– 528 746	–
Dividendes versés				– 38 738				– 38 738
Titres autodétenus	– 81 000					– 2 519		– 2 519
Autres variations				1 209				1 209
Variation nette de l'écart de conversion					10 428			10 428
Résultat de l'exercice 2001							– 379 004	– 379 004
<b>Capitaux propres part du Groupe au 31.12.2001</b>	<b>35 215 932</b>	<b>141 195</b>	<b>–</b>	<b>1 543 087</b>	<b>32 771</b>	<b>– 2 587</b>	<b>– 379 004</b>	<b>1 335 462</b>
Affectation du résultat				– 379 004			379 004	–
Acompte sur dividende				– 34 998				– 34 998
Actions rachetées dans le cadre de l'OPAS MW puis annulées lors de l'assemblée du 13 juin 2002	– 3 171 698	– 12 687	– 116 104	– 1 301				– 130 092
Décision d'annulation des actions autodétenues au 31.12.2001		– 331	– 2 256			2 587		–
Augmentation de capital :								
• fusion Marine-Wendel / CGIP	23 876 729	95 507	351 346	162 004				608 857
• levées d'options de souscription	71		1					1
• exercice du plan d'épargne entreprise	10 653	43	201					244
Variation nette de l'écart de conversion					– 36 295			– 36 295
Résultat de l'exercice 2002							– 649 557	– 649 557
<b>Capitaux propres part du Groupe au 31.12.2002</b>	<b>55 931 687</b>	<b>223 727</b>	<b>233 188</b>	<b>1 289 788</b>	<b>– 3 524</b>	<b>–</b>	<b>– 649 557</b>	<b>1 093 622</b>

\* Après division par 2 du nominal de l'action WENDEL Investissement (décision de l'Assemblée du 13 juin 2002).

# Annexe aux comptes consolidés

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux principes et normes comptables français et notamment au règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable. Ils sont exprimés en milliers d'euros.

Compte tenu de la grande volatilité des marchés constatée en 2002 et début 2003, et dans un souci de prudence, les titres de participation non consolidés ont été évalués au 31 décembre 2002 en retenant la moyenne des 60 séances de Bourse ayant précédé l'établissement des comptes annuels.

L'application du règlement 2000-06 relatif à l'évaluation des passifs n'a eu aucun impact sur les comptes consolidés de l'exercice.

## I. Principes comptables

### • Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles WENDEL Investissement exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Les sociétés dans lesquelles WENDEL Investissement exerce une influence notable sont mises en équivalence et, en général, leurs comptes ne font pas l'objet de retraitement particulier pour être consolidés dans ceux du Groupe.

Conformément à l'article L.233-19 du Nouveau Code de commerce et à l'article n° 21 du règlement CRC n° 99-02, n'ont pas été comprises dans le périmètre de consolidation, les sociétés sur lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable et les sociétés ne présentant pas un intérêt significatif par rapport à l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat d'ensemble constitué

par les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation.

Le résultat des filiales acquises est consolidé à partir de leur date d'acquisition, celui des filiales cédées l'est jusqu'à leur date de cession.

### • Comptes retenus pour la consolidation

Pour Wheelabrator Allevar, Oranje-Nassau, Stallergènes, Bureau Veritas, Nouvelle bioMérieux Alliance et Trader Classified Media leurs comptes consolidés au 31 décembre.

Pour SGH (ex-BMA) les comptes individuels au 30 septembre et pour Silliker les comptes consolidés au 30 septembre.

Pour Valeo, les comptes consolidés au 31 mars 2002, date à laquelle cette société a, du fait des cessions intervenues au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2002, été déconsolidée.

Pour Legrand, les comptes consolidés au 31 décembre 2002, ne prenant en compte que la part de résultat de la période allant de la date d'entrée dans le périmètre de consolidation (10 décembre 2002) jusqu'à la date de clôture.

Pour les sociétés dont la durée de l'exercice a été supérieure ou inférieure à 12 mois ou dont la date de clôture est différente du 31 décembre, leurs comptes individuels retraités portant sur une période identique à celle de l'exercice de consolidation. Pour les autres sociétés, leurs comptes individuels au 31 décembre.

# Annexe aux comptes consolidés

## • Traitement comptable d'opérations spécifiques

Au 31 décembre 2002, les comptes sont impactés par une opération de vente à réméré de 4 562 627 actions Cap Gemini Ernst & Young pour un montant de 340 millions d'euros. Cette vente à réméré a entraîné la constatation d'une perte latente de 88 millions d'euros comptabilisée dans un compte d'attente à l'actif du bilan consolidé à la rubrique "Autres créances".

Le solde de la participation Cap Gemini Ernst & Young, 9 326 825 actions, reste comptabilisé au poste "Immobilisations financières".

L'engagement pris par WENDEL Investissement envers BNP Paribas de rembourser la somme de 340 millions d'euros à l'échéance du contrat, et celui pris par BNP Paribas envers WENDEL Investissement de restitution des titres Cap Gemini Ernst & Young placés dans cette opération figurent au niveau des engagements hors bilan.

Le groupe WENDEL Investissement supportant toujours le risque de marché

au titre de ces actions vendues à réméré, une provision pour risques est constatée lorsque l'évaluation de ces titres s'avère inférieure à la valeur consolidée pour laquelle ils apparaissaient dans le bilan avant leur sortie de l'actif.

## 2. Méthodes d'évaluation

### • Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en euros aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour les postes du bilan et aux taux de change moyens de l'exercice ou de la période de consolidation pour les postes du compte de résultat. L'écart résultant de l'application au résultat de ces taux de change est porté dans les réserves consolidées au poste "Écarts de conversion".

Les écarts de conversion constatés sur les actifs pétroliers et les passifs long terme associés libellés en Dollars US sont inscrits en compte de résultat.

Les taux de change retenus dans les comptes consolidés, exprimés par rapport à l'euro, sont les suivants :

	Taux de clôture			Taux moyens		
	31.12.2002	31.12.2001	31.12.2000	2002	2001	2000
Dollar US	1.0487	0.8813	0.9305	0.9456	0.8956	0.9236
Franc suisse	1.4524	1.4829	1.5232	1.4670	1.5105	1.5779

## • Règles d'évaluation

Les comptes des sociétés consolidées, établis en fonction des réglementations locales, sont conformes aux règles d'évaluation prévues par le Code de commerce.

### *Immobilisations incorporelles*

Lorsque l'acquisition de sociétés permet au groupe WENDEL Investissement d'obtenir des positions significatives sur des marchés déterminés, ou un avantage économique pour le futur, les écarts de première consolidation constatés lors de l'entrée de ces sociétés dans le périmètre de consolidation sont affectés au poste "Immobilisations incorporelles" après examen de leur valeur par référence à des critères appropriés.

Compte tenu de leur nature, ces actifs incorporels ne sont pas amortis.

En revanche, à la clôture de chaque exercice, ils sont valorisés selon les mêmes critères que ceux retenus à leur date d'acquisition.

En cas de diminution de leur valeur, constatée sur plusieurs exercices consécutifs, une provision pour dépréciation serait constituée.

### *Écarts d'acquisition*

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du groupe WENDEL Investissement dans leur actif net à la date d'acquisition, après affectation, le cas échéant, aux actifs corporels ou incorporels. Ils sont amortis, en fonction de leur secteur d'activité, sur les durées suivantes :

- 20 ans pour les activités grenaille abrasive, contrôle technique, diagnostic et immobilières.

- 10 ans pour les activités pétrolières et traitement des allergies.

Toutefois, ces écarts d'acquisition sont amortis dans l'exercice lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément respectées :

- L'écart considéré provient d'un achat de titres d'un montant inférieur à 6 millions d'euros dans l'année,
- La variation du pourcentage d'intérêt ainsi obtenu ne dépasse pas 2 % du capital,
- Il n'y a pas de franchissement de seuils de contrôle.

### *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition. Les terrains et constructions qui ont fait l'objet de réévaluation légale sont inscrits à l'actif du bilan pour leur montant réévalué.

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties selon le mode linéaire sur une période correspondant à leur durée prévisible d'utilisation.

Les durées habituellement retenues sont les suivantes :

Constructions	10 à 30 ans
Installations industrielles	6 à 8 ans
Matériel et outillage	3 à 10 ans

Les biens, dont le groupe WENDEL Investissement a la disposition dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou de location longue durée, sont traités comme s'ils avaient été acquis à crédit et sont amortis linéairement selon les durées décrites ci-dessus.

# Annexe aux comptes consolidés

## *Évaluation des actifs pétroliers*

Les investissements pétroliers du groupe Oranje-Nassau sont évalués en dollars suivant la méthode dite des "Successful Efforts". Les dépenses d'exploration sont comptabilisées en charges jusqu'à la découverte du gisement exploitable, les dépenses ultérieures étant alors enregistrées au bilan dans les immobilisations incorporelles. Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie de chaque gisement et des quantités extraites par rapport aux réserves, réserves qui sont elles-mêmes périodiquement vérifiées par des experts indépendants.

À chaque arrêté de comptes, la valeur nette des immobilisations correspondantes doit être inférieure à la valeur actuelle estimée des réserves, déduction faite des dépenses futures de production.

Un amortissement supplémentaire est constitué à hauteur de l'excédent éventuellement constaté.

Les frais futurs de démantèlement et d'enlèvement des installations d'exploration et de production d'hydrocarbures donnent lieu à constitution de provisions pour risques et charges.

## *Cessions d'actifs et apports à l'intérieur du Groupe*

Les résultats de cessions ou apports de titres entre sociétés consolidées sont éliminés des résultats, et les actifs sont maintenus à leur valeur d'origine chez la société cédante.

## *Immobilisations financières – Titres de participation non consolidés*

Ces titres sont évalués à leur coût d'acquisition sous déduction éventuelle de dépréciations jugées nécessaires, compte tenu des perspectives de rentabilité, de la quote-part de situation nette qu'ils représentent. Pour les titres cotés en Bourse, les dépréciations ont été déterminées par référence à la moyenne des 60 séances de Bourse ayant précédé l'établissement des comptes annuels consolidés.

## *Stocks*

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti). Les produits fabriqués et les en-cours sont valorisés au coût de production ou à la valeur nette de réalisation si elle est inférieure ; le coût de production comprend le coût des matières premières, de la main-d'œuvre ainsi que les frais généraux que l'on peut raisonnablement rattacher à la production.

## *Instruments financiers*

Les primes sur options encaissées ou versées sont comptabilisées dans un compte d'attente jusqu'à l'échéance. Les moins-values latentes, déterminées sur la base de valorisations établies par les banques, sont provisionnées.

## *Valeurs mobilières de placement*

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure.

### *Provisions pour retraite*

La valeur actualisée des indemnités de fin de carrière et des compléments de retraite pour le personnel en activité ainsi que pour les anciens salariés, qui est calculée selon la méthode prospective, fait l'objet d'une provision pour risques et charges. Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'âge, de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle qui s'applique à des hypothèses de rentabilité des placements à long terme.

### *Frais de recherche et de développement*

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges durant l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### *Impôts différés*

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour tenir compte du décalage entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales de certains actifs et passifs de chaque entité consolidée. L'impôt différé est donc calculé en tenant compte de l'évolution connue du taux de l'impôt en vigueur à la fin de l'exercice, soit, au titre des sociétés françaises, à 35,43 % pour les bénéfices à court terme et à 20,20 % pour les opérations à long terme. L'effet des variations du taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement est enregistré en résultat. L'existence de déficits fiscaux reportables entraîne l'inscription à l'actif du bilan de créances sur l'État lorsqu'il existe une forte probabilité de les utiliser par compensation avec les bénéfices futurs des exercices les plus proches.

Les impôts non récupérables afférents à certaines distributions prévues au titre des résultats de l'exercice entre les sociétés consolidées sont pris en charge dans les résultats du même exercice.

### *Résultat courant et exceptionnel*

Dans le but de donner une image fidèle et claire du compte de résultat, le résultat courant recouvre les activités ordinaires dans lesquelles les sociétés du Groupe sont engagées. Sont enregistrées en résultat exceptionnel les opérations financières en capital portant sur des actifs autres que les valeurs mobilières de placement.

### *Bénéfice par action*

Le bénéfice par action est calculé selon deux méthodes :

- en divisant le bénéfice net, part du Groupe, par le nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice,
- en divisant le bénéfice net, part du Groupe, préalablement corrigé des incidences financières liées à la création potentielle d'actions, par le nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice, majoré de celui des actions à émettre au titre d'options de souscription d'actions consenties.

## **3. Évolution du périmètre de consolidation**

### **2002**

Les principales variations de périmètre sont les suivantes :

#### *Restructuration du Groupe*

Les rachats par CGIP par voie d'offres publiques de 11 477 500 actions CGIP en début d'année 2002, ont porté la participation de Marine-Wendel dans CGIP de 53,1 % en début d'exercice

# Annexe aux comptes consolidés

à 58,3 %, Marine-Wendel n'ayant répondu que partiellement à ces offres. Cette variation du pourcentage de détention a entraîné la constatation d'un écart d'acquisition de 39 millions d'euros.

La fusion des entités Marine-Wendel et CGIP a entraîné la création de 23 876 729 actions nouvelles Marine-Wendel remises aux actionnaires minoritaires de CGIP. Un montant de 193 millions d'euros, égal à la différence entre la valeur boursière du 13 juin 2002 des titres émis (608 millions d'euros) sous déduction des frais liés à la fusion, et la valeur comptable consolidée des intérêts minoritaires annulés du fait de la fusion, a été comptabilisé au poste "Écarts d'acquisition".

## *Legrand*

Le 10 décembre 2002, le groupe WENDEL Investissement a acquis aux côtés de Kohlberg Kravis Roberts & Co (KKR), West LB, HSBC Private Equity, Goldman Sachs Capital Partners et les familles Verspieren et Decoster (familles fondatrices de Legrand) et auprès de Schneider Electric, 98 % du capital de Legrand. Cette acquisition d'un montant de 3,63 milliards d'euros a été financée en fonds propres à hauteur de 1,76 milliard d'euros et le solde sous forme de dettes. Les dettes mises en place à l'occasion de cet investissement sont sans recours sur les investisseurs en fonds propres. L'investissement de WENDEL Investissement représente un montant de 658,5 millions d'euros. La holding de tête de la structure de détention des titres Legrand, Lumina Parent, a été consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés de l'exercice 2002, le groupe WENDEL Investissement exerçant une influence notable via une détention de 37,4 %.

L'écart d'acquisition d'un montant de 3 milliards d'euros, constaté au niveau de Fimaf, actionnaire de Legrand de manière directe et sous-filiale de Lumina parent, a fait l'objet d'une affectation conformément à la réglementation comptable. Cette affectation s'est traduite par la réévaluation de certains postes d'actifs, principalement la marque "Legrand", les brevets, la recherche et développement et les stocks.

Le groupe WENDEL Investissement a décidé pour l'établissement de ses comptes consolidés de retenir la solution la plus prudente en prenant en charge immédiatement, entre la date d'acquisition et la date de clôture de l'exercice 2002, tous les éléments susceptibles de l'être compte tenu de la réglementation comptable et compte tenu des méthodes de consolidation retenues par le Groupe.

## *Bureau Veritas*

Le groupe WENDEL Investissement s'est engagé à assurer la liquidité des actions Bureau Veritas émises et (ou) à émettre au titre des options de souscription attribuées à certains salariés de Bureau Veritas. Dans ce cadre, 144 505 actions ont été acquises. Au 31 décembre 2002, la participation de WENDEL Investissement dans Bureau Veritas est de 33,32 % contre 32,58 % au 31 décembre 2001.

## *bioMérieux Pierre Fabre et Nouvelle bioMérieux Alliance*

L'annulation en juin 2002, de la fusion intervenue en 2000 entre les groupes bioMérieux et Pierre Fabre a eu pour conséquence au niveau de WENDEL Investissement, l'échange de sa participation de 16,74 % dans le capital de bioMérieux Pierre Fabre contre une participation de 34,74 % dans le capital de Nouvelle bioMérieux Alliance, société-mère



du groupe bioMérieux, laquelle a été consolidée en 2002 par mise en équivalence. Cette défusion n'a pas eu d'impact au niveau du compte de résultat consolidé mais a entraîné la substitution de l'écart d'acquisition de 42 millions d'euros dégagé antérieurement sur bioMérieux Pierre Fabre par un écart d'acquisition de 49 millions d'euros sur la société Nouvelle bioMérieux Alliance.

Les comptes consolidés du groupe bioMérieux Pierre Fabre allant du 1<sup>er</sup> janvier 2002 à la date de défusion n'étant pas disponibles, les comptes consolidés de Nouvelle bioMérieux Alliance portant sur l'ensemble de l'exercice 2002 ont été retenus pour l'établissement des comptes consolidés de WENDEL Investissement.

### *Wheelabrator Allevar*

Début 2002, le groupe Wheelabrator a acquis pour 5,6 millions d'euros, 60 % de la société Klaus Eiche Diamantwerkzeuge, société allemande spécialisée dans la production d'outils diamantés soudés au laser.

Le groupe WENDEL Investissement s'est engagé à assurer la liquidité des actions Wheelabrator Allevar émises et (ou) à émettre au titre des options de souscription attribuées à certains salariés de Wheelabrator Allevar. Dans ce cadre, 12 426 actions ont été émises puis achetées par le Groupe, maintenant la participation de WENDEL Investissement dans sa filiale à 100 %.

### *Trader Classified Media (ex Trader.com)*

Au cours de l'exercice 2002, diverses acquisitions (rachat des minoritaires de Trading Post Group en Australie, acquisition de Il Fe en Italie et de Auto Truck Seller au Canada) sont venues modifier le périmètre de consolidation du groupe Trader Classified Media. Compte tenu d'une faible dilution, la part de WENDEL Investissement dans le capital de Trader Classified Media s'établit au 31 décembre 2002 à 29,87 % contre 29,96 % un an plus tôt.

### *Valeo*

Au mois d'avril 2002, la cession sur le marché d'une partie de la participation dans Valeo a ramené le pourcentage de détention du Groupe de 20,1 % à 9,4 %. À l'issue de cette cession, la participation résiduelle dans Valeo a été consolidée et comptabilisée au poste "Titres de participation non consolidés".

# Annexe aux comptes consolidés

## 2001

Les principales variations de périmètre sont les suivantes :

### *Cap Gemini Ernst & Young*

Le 28 avril 2001, Cap Gemini SA a acheté 5,6 % du capital de Cap Gemini NV pour un montant de 164 millions d'euros, portant sa participation dans cette filiale hollandaise à 99,8 %.

En Allemagne, la société Synergis détenue à 51 % et intégrée globalement, a fusionné le 1<sup>er</sup> juillet 2001 avec une société tierce, Gedos. Le pourcentage de participation du Groupe Cap Gemini Ernst & Young dans la nouvelle entité nommée IS Energie a ainsi été réduit à 25 % et la nouvelle société a été consolidée par intégration proportionnelle sur le 2<sup>e</sup> semestre 2001.

#### • Au niveau du groupe CGIP

Au cours de l'exercice 2001, le groupe CGIP a cédé en Bourse 0,52 % du capital de Cap Gemini Ernst & Young pour un montant de 49 millions d'euros et a enregistré une moins-value nette de 20 millions d'euros.

Les autres variations du pourcentage de détention du groupe CGIP dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young sont liées à l'émission d'actions Cap Gemini Ernst & Young au titre des options de souscription d'actions consenties à certains salariés de cette société.

Au 31 décembre 2001, suite à ces opérations, la participation du Groupe dans le capital de cette filiale s'établit à 11,65 % contre 12,26 % en début d'exercice.

En fin d'exercice, le groupe CGIP a enregistré, conformément à la position retenue par Cap Gemini Ernst & Young dans ses comptes individuels,

un amortissement exceptionnel de 204 millions d'euros de l'écart d'acquisition sur les activités Ernst & Young reconstitué par CGIP (cet écart avait été imputé en 2000 par Cap Gemini Ernst & Young sur ses capitaux propres).

Compte tenu du contrat signé par le groupe CGIP avec BNP Paribas le 21 décembre 2001, et mis en application le 7 janvier 2002, par lequel le groupe CGIP a transféré la propriété de 5 369 127 actions Cap Gemini Ernst & Young, la participation du Groupe est passée à cette date de 11,65 % du capital de Cap Gemini Ernst & Young à 7,36 %. En conséquence, et conformément à ce qui avait été indiqué en 2001, la participation du Groupe a été déconsolidée le 31 décembre 2001.

Le prix de revient consolidé de cette participation a ensuite été déprécié de 280 millions d'euros, le ramenant à sa valeur de marché (74.50 € par action).

### *Valeo*

En 2001, le périmètre de consolidation de Valeo a évolué du fait de l'entrée au mois de mars de l'activité Ralentisseurs Telma, de l'acquisition de 6,4 % du capital de Sylea (portant la participation du Groupe Valeo à 98,5 % de cette société), de la création d'une société commune avec Bosch Automotive Systems, FAW Zexel Climate Control System, de la cession de la société Filtrauto (filiale auparavant détenue à 100 %), de la cession de l'activité de câblage non automobile et de la cession de la société Valeo Transmission UK.

#### • Au niveau du groupe CGIP

Au 31 décembre 2001, la participation du Groupe dans le capital de Valeo représente 20,09 % du capital de Valeo

(28,16 % des droits de vote) contre 20,13 % en début d'exercice (la variation étant due à l'émission d'actions par Valéo dans le cadre des options de souscription d'actions consenties).

Comme à la fin de chaque exercice, une estimation de l'écart d'évaluation enregistré dans les comptes consolidés du groupe CGIP, a été effectuée. Celle-ci a été basée sur l'actualisation de surprofits futurs attendus, suivant les mêmes méthodes que celles qui avaient conduit en 1997 à le valoriser à 335 millions d'euros. Elle a conduit le Groupe à enregistrer une dépréciation exceptionnelle de 96 millions d'euros et un amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition résiduel pour un montant de 58 millions d'euros.

### *Trader.com*

Au cours de l'exercice 2001, diverses acquisitions (Trading Post Group en Australie, Trajin en Espagne et Erbavoglio en Italie) et cessions sont venues modifier le périmètre de consolidation du groupe Trader.com.

La participation du groupe CGIP dans le capital de Trader.com s'établit au 31 décembre 2001 à 29,96 %.

### *Wheelabrator Allevard*

Au cours de l'exercice, Wheelabrator Allevard a acquis 100 % de National Metal Abrasive, 3<sup>e</sup> producteur de grenaille américain et Thomas Abrasive a acquis 65 % de son distributeur taïwanais, Gojump Enterprise. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les sociétés AMP Grenailles (acquise en décembre 2000) et All Abrasives (jusqu'alors en sommeil) sont consolidées par Wheelabrator Allevard.

Le groupe CGIP (par sa filiale GIP S.A.) s'est engagé à assurer la liquidité des actions Wheelabrator Allevard émises et (ou) à émettre au titre des options de souscription attribuées à certains salariés de Wheelabrator Allevard. Dans ce cadre, 5 724 actions Wheelabrator ont été émises puis achetées par le groupe CGIP, maintenant la participation du Groupe dans sa filiale à 100 %.

### *bioMérieux Pierre Fabre*

En 2001, le groupe bioMérieux Pierre Fabre a acquis la société Organon Teknika, spécialisée dans le diagnostic. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre, bioMérieux Pierre Fabre a souscrit 95 % de l'augmentation de capital de sa filiale Transgène, portant ainsi sa participation de 53 % (résultant principalement de l'absorption de bioMérieux Alliance et des apports réalisés par Oranje-Nassau en décembre 2000) à 70 %. Cette souscription, d'un montant de 60 millions d'euros a généré un écart d'acquisition de 10 millions d'euros.

La fusion de Pierre Fabre avec bioMérieux Alliance, en décembre 2000 a eu pour conséquence dans les comptes consolidés au 31 décembre 2001, la constatation d'un profit comptable de dilution de 26 millions d'euros du fait de la diminution du pourcentage d'intérêt du groupe CGIP dans bioMérieux Alliance, bioMérieux et Transgène, et l'enregistrement à l'actif du bilan d'un écart d'acquisition de 45 millions d'euros sur la société bioMérieux Pierre Fabre, amortissable sur 20 ans.

# Annexe aux comptes consolidés

## *Bureau Veritas*

Le Groupe CGIP (par sa filiale Sofu) s'est engagé à assurer la liquidité des actions Bureau Veritas émises et (ou) à émettre au titre des options de souscription attribuées à certains salariés de Bureau Veritas. Dans ce cadre, 14 540 actions ont été acquises par le groupe CGIP. Au 31 décembre 2001, la participation du Groupe dans cette filiale est de 32,58 % contre 33,00 % au 31 décembre 2000.

## *CGIP*

Au cours de l'exercice 2001, CGIP a acquis en Bourse 1 091 000 de ses propres actions pour 35 millions d'euros, et détient en conséquence, au 31 décembre, compte tenu des titres détenus à la clôture de l'exercice précédent et compte tenu de l'annulation d'actions décidée par le Conseil d'administration du 27 mars 2001, 1 246 404 de ses actions pour 43 millions d'euros. Conformément à la réglementation comptable, un montant de 36 millions d'euros relatif à 1 037 234 de ces actions autodétenues a été imputé sur les capitaux propres et le solde, qui correspond à 209 170 actions affectées à des options d'achat d'actions consenties, a été maintenu à l'actif du bilan.

## *AOM Participations*

Après la mise en redressement judiciaire du groupe AOM-Air Liberté prononcée par le Tribunal de commerce de Créteil le 19 juin 2001, et conformément au protocole d'accord signé le 1<sup>er</sup> août 2001

entre les sociétés du groupe AOM Participations, les administrateurs judiciaires, la société Holco (repreneur d'AOM), SwissAir Group et les actionnaires de Taitbout Antibes BV, le transfert au repreneur des actifs d'AOM Participations s'est effectué au cours du deuxième semestre 2001. De ce fait, la société AOM Participations ne détient plus aucun actif au 31 décembre 2001.

L'application des règles de consolidation a entraîné au 30 juin 2001 la déconsolidation de l'activité du deuxième pôle aérien français et, de ce fait, de toutes les structures qui portaient cet investissement.

## *Boucle Locale Radio BV*

A fin 2001, Boucle Locale Radio BV est détenue directement et indirectement par Marine-Wendel à hauteur de 51,69 %. les comptes de Boucle Locale Radio BV ont été consolidés selon la méthode de l'intégration globale. Les actifs de Boucle Locale Radio BV sont constitués de titres Squadran (ex Fortel) et de titres LD Com. À fin décembre 2001, le pourcentage d'intérêts du groupe Marine-Wendel dans Squadran ressort à 25,81 %, il est de 4,70 % dans LD Com. La société Squadran (ex Fortel) n'a pas été comprise dans le périmètre de consolidation du Groupe compte tenu de son intérêt peu significatif par rapport à l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat constitué par les sociétés comprises dans la consolidation.

2000

### *Cap Gemini Ernst & Young*

L'acquisition par Cap Gemini, le 23 mai 2000, des activités de services informatiques et de conseil d'Ernst & Young, a représenté un investissement total de 9 928 millions d'euros, financé à concurrence de 9 254 millions d'euros par une augmentation de capital, nette de frais, et le solde en numéraire. De ce fait, il a été créé 42 737 107 actions nouvelles de 220 euros chacune, ce qui a entraîné une dilution de la participation de CGIP dans le capital de sa filiale qui a ainsi été ramenée de 20,2 % à 13 %.

Au plan comptable, cette opération s'est traduite de la façon suivante :

- Cap Gemini Ernst & Young a comptabilisé ce rapprochement en utilisant la méthode dérogatoire prévue à l'article 215 du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés, par laquelle les actifs et les passifs d'Ernst & Young Consulting ont été repris pour la valeur nette comptable qu'ils avaient dans le bilan de cette dernière,
- l'écart entre le prix de la transaction, égal à la somme de la rémunération des apports et la valeur d'entrée des actifs et des passifs, soit 9 497 millions d'euros, a été retranché des capitaux propres consolidés.

CGIP, qui ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier de la méthode dérogatoire appliquée par sa filiale, a retraité l'imputation réalisée par Cap Gemini Ernst & Young sur ses capitaux propres et a reconstitué l'écart d'acquisition

correspondant. Cette opération entraîne une augmentation du poste Titres mis en équivalence de 1 149 millions d'euros, équivalent à la part du groupe CGIP dans cet écart d'acquisition.

Par ailleurs, la dilution d'environ 7 % de la participation de CGIP dans le capital de Cap Gemini, comme rappelée ci-dessus, se traduit par la constatation d'un produit assimilable à une plus-value de cession de 961 millions d'euros, affectée d'une imposition différée à long terme de 200 millions d'euros.

Le 31 octobre 2000, Cisco Systems s'est associée avec Cap Gemini Ernst & Young en prenant une participation de 4,9 % dans le capital de Cap Gemini Telecom SA, société holding de l'ensemble des activités liées aux télécommunications, aux médias et aux réseaux, et en souscrivant à une augmentation de capital réservée de 698 millions d'euros. Cette dernière opération a entraîné une dilution de 0,32 % de la participation de CGIP dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young, la constatation d'un profit de dilution de 48 millions d'euros et une charge d'impôt différé à long terme de 10 millions d'euros.

À la fin du mois de décembre, le Groupe a cédé en Bourse 0,41 % du capital de Cap Gemini Ernst & Young pour 93 millions d'euros et a enregistré une plus-value nette de cession de 44 millions d'euros. Au 31 décembre, suite à ces différentes opérations la participation du groupe CGIP dans le capital de cette filiale a été ramenée de 20,20 % à 12,26 %.

# Annexe aux comptes consolidés

## *Trader.com*

L'introduction en Bourse de Trader.com, au Nasdaq à New York et au Règlement mensuel à Paris, le 31 mars 2000, s'est traduite par une augmentation des capitaux propres, nette de frais, de 348 millions d'euros répartie en 13 millions d'actions. Le groupe CGIP a poursuivi son programme de participation au financement des investissements externes pour un montant global de 25 millions d'euros, a converti ses créances détenues sur cette société en actions Trader.com et a porté ainsi sa participation dans le capital de cette société de 29,07 % à 29,97 % au 31 décembre 2000.

## *bioMérieux Pierre Fabre*

Le 20 décembre 2000, les actionnaires de la société Pierre Fabre ont approuvé le traité de fusion avec la société bioMérieux Alliance ainsi que les apports réalisés par Oranje-Nassau de ses participations, de 4,14 % dans le capital de bioMérieux et de 24,79 % dans le capital de TSGH.

En rémunération de ces opérations Oranje-Nassau a reçu une participation de 16,68 % dans le capital de bioMérieux Pierre Fabre.

Au plan comptable, les comptes consolidés de bioMérieux Pierre Fabre n'étant pas disponibles à la date d'arrêt des comptes de CGIP, CGIP a retenu, dans les titres mis en équivalence, sa quote-part dans les capitaux propres consolidés de bioMérieux Alliance, de bioMérieux et de TSGH arrêtés au 30 septembre 2000, comme pour les exercices précédents, mais présentée globalement sous l'intitulé bioMérieux Pierre Fabre. Au compte de résultat, figure dans la "Part des résultats des sociétés mises en équivalence" la quote-part que détient le groupe CGIP

dans les résultats de bioMérieux Alliance, de bioMérieux et de TSGH correspondant à la période de 12 mois close le 30 septembre 2000.

Enfin, simultanément aux opérations décrites précédemment, l'ensemble de l'activité "Contrôle de qualité agro-alimentaire" a été apporté le 20 décembre 2000 par bioMérieux Alliance à un nouveau holding intitulé BMA qui contrôle 80,3 % du capital de sa filiale SBI (Silliker bioMérieux). Au 31 décembre, Oranje-Nassau détient une participation de 34 % dans le capital de BMA.

Comme bioMérieux Alliance a déconsolidé sa participation dans SBI au début de son exercice, CGIP s'est substituée à son ancienne filiale et a intégré dans ses comptes consolidés, sous la forme d'une mise en équivalence, sa quote-part dans les comptes consolidés de SBI pour l'exercice de 12 mois clos le 30 septembre 2000.

## *Oranje-Nassau*

Au début de l'exercice, Oranje-Nassau a porté sa participation de 60 % à 100 % dans le capital de sa filiale Onepm en rachetant pour 58 millions d'euros la part des actionnaires minoritaires et a dégagé un écart d'acquisition de 12 millions d'euros.

## *Valeo*

Au 31 décembre, après cession de 900 000 actions Valeo par CGIP à Figemu, entraînant une moins-value de 25 millions d'euros neutralisée dans les comptes consolidés, la participation du groupe CGIP dans le capital de Valeo s'élève à 20,13 % répartie à concurrence de 14,85 % chez Figemu et 5,28 % chez Trief Corporation.

## *CGIP*

Au cours du premier semestre, CGIP a acquis en Bourse 806 660 de ses propres actions pour 39,5 millions d'euros et détient, en conséquence, au 31 décembre, compte tenu de sa position existant à la clôture de l'exercice précédent, 831 960 de ses actions pour 40,6 millions d'euros dont, conformément à la réglementation comptable, un montant de 40,4 millions d'euros correspondant à 826 960 de ses actions autodétenues a été imputé sur les capitaux propres et le solde a été maintenu dans les titres de participation.

## *AOM Participations*

AOM Participations est détenue indirectement par Trimo-Participations, filiale à 100 % de Marine-Wendel et par Taitbout Antibes BV. Le pourcentage d'intérêt de Trimo-Participations dans Taitbout Antibes BV s'établit à 50,01 % au 31 décembre 2000 contre 58 % un an plus tôt suite au rachat par la société et à l'annulation d'une partie de ses actions.



# Notes sur le bilan

## Note I

### Écarts d'acquisition

en milliers d'euros	31.12.2002			31.12.2001	31.12.2000
	Montant brut	Amortissements cumulés	Montant net	Montant net	Montant net
Bureau Veritas	158 973	18 329	140 644	29 437	31 837
Nouvelle bioMérieux Alliance	156 764	7 972	148 792	—	—
Oranje-Nassau	34 022	1 744	32 278	—	—
Onepm (filiale d'Oranje-Nassau)	21 119	8 112	13 007	15 119	17 230
Wheelabrator Allevard	34 468	4 074	30 394	935	1 058
Stallergènes	747	262	485	560	635
Filiales de Wheelabrator Allevard	62 504	19 751	42 753	42 707	36 849
Filiales de Stallergènes	11 213	8 132	3 081	3 684	3 199
CGIP <sup>(1)</sup>	—	—	—	46 377	49 259
bioMérieux Pierre Fabre	—	—	—	41 750	—
Cap Gemini Ernst & Young	—	—	—	—	99 066
Valeo	—	—	—	—	62 062
AOM Participations	—	—	—	—	32 372
	<b>479 810</b>	<b>68 376</b>	<b>411 434</b>	<b>180 569</b>	<b>333 567</b>

### Analyse de la variation des écarts d'acquisition

Montant net en début d'exercice	180 569	333 567	410 233
Acquisitions	248 787	53 791	16 912
Cessions	—	— 5 187	— 75 445
Déconsolidation Cap Gemini Ernst & Young	—	— 90 801	—
Conséquences des variations de périmètre et des taux de change	3 155	—	2 652
Amortissements de l'exercice	— 21 077	— 110 801	— 20 785
<b>Montant net en fin d'exercice</b>	<b>411 434</b>	<b>180 569</b>	<b>333 567</b>

(1) L'écart d'acquisition relatif à la participation de Marine-Wendel dans CGIP figurant au bilan d'ouverture pour un montant de 46 377 a été augmenté d'un montant de 39 083 en début d'exercice du fait des opérations d'OPAS et OPRA initiées par CGIP, lesquelles ont porté le taux de participation de Marine-Wendel dans CGIP de 53,1% à 58,3%. Lors de la fusion CGIP / Marine-Wendel en juin 2002, un nouvel écart d'acquisition de 192 883 a été enregistré et est égal à la différence entre la valeur des titres émis lors de l'assemblée de fusion et la valeur comptable du solde des intérêts minoritaires CGIP. Du fait de la disparition de l'entité CGIP, le montant de l'écart d'acquisition de Marine-Wendel sur CGIP, après comptabilisation des amortissements jusqu'à la date de fusion, a été ventilé sur les principaux autres actifs en fonction des différences observées à la date de fusion entre leur évaluation et leur valeur consolidée. L'écart a en conséquence été affecté aux participations dans Bureau Veritas, Oranje-Nassau, Wheelabrator Allevard et Nouvelle bioMérieux Alliance pour respectivement 107 670, 33 129, 30 368 et 104 909 puis amorti sur la période allant de la date de fusion à la date de clôture de l'exercice.

## Note 2

### Immobilisations corporelles

en milliers d'euros	31.12.2002			31.12.2001	31.12.2000
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	Montant net	Montant net
Terrains	12 771	477	12 294	10 622	10 847
Constructions	187 310	32 717	154 593	148 086	151 513
Installations techniques, matériel et outillage	794 946	578 806	216 140	266 818	268 632
Autres immobilisations corporelles	23 901	16 481	7 420	18 101	6 785
Immobilisations en cours	2 814	–	2 814	5 114	7 516
	<b>1 021 742</b>	<b>628 481</b>	<b>393 261</b>	<b>448 741</b>	<b>445 293</b>
<b>Analyse de la variation des immobilisations corporelles</b>					
Montant net en début d'exercice			448 741	445 293	333 715
Acquisitions			64 558	51 850	195 600
Cessions			– 1 388	– 3 344	– 8 079
Conséquences des variations de périmètre et des taux de change			– 30 211	15 813	– 9 382
Amortissements et provisions de l'exercice			– 88 439	– 60 871	– 66 561
<b>Montant net en fin d'exercice</b>			<b>393 261</b>	<b>448 741</b>	<b>445 293</b>
Dont :					
Oranje-Nassau			297 119	336 132	334 361
Wheelabrator Allevard			78 907	94 632	93 531
Stallergènes			12 809	13 318	13 513
WENDEL Investissement et sociétés holdings			4 426	4 659	3 888

# Notes sur le bilan

## Note 3

### Immobilisations financières

en milliers d'euros	31.12.2002			31.12.2001	31.12.2000
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net	Montant net
<b>Titres de sociétés non consolidées</b>					
Cap Gemini Ernst & Young <sup>(1)(2)</sup>	873 852	654 019	219 833	1 086 909	—
Valeo <sup>(1)</sup>	322 873	114 015	208 858	—	—
Titres LD COM	180 262	—	180 262	175 031	—
Fonds Alpha	—	—	—	26 893	17 360
Wendel-Participations	11 108	—	11 108	11 108	11 108
Trimo-Participations	16 144	11 553	4 591	4 270	—
Senelle bv	1 040	—	1 040	1 040	1 040
Titres immobilisés du portefeuille d'Oranje-Nassau	69 183	2 782	66 401	32 711	37 290
Titres immobilisés du portefeuille de Stallergènes	2 047	1 227	820	2 047	2 047
Autres titres	1 621	843	778	941	1 414
	<b>1 478 130</b>	<b>784 439</b>	<b>693 691</b>	<b>1 340 950</b>	<b>70 259</b>
Prêts et créances	47 841	2	47 839	46 815	39 552
Autres immobilisations financières	2 119	236	1 883	1 828	1 922
	<b>1 528 090</b>	<b>784 677</b>	<b>743 413</b>	<b>1 389 593</b>	<b>111 733</b>

(1) Au 31 décembre 2002, les titres Cap Gemini Ernst & Young et Valeo (déconsolidée le 30 avril 2002) ont été évalués à la moyenne des 60 séances de Bourse ayant précédé l'établissement des comptes annuels. Cette évaluation a entraîné une dotation aux provisions de 475 015 sur les titres Cap Gemini Ernst & Young et de 114 015 sur les titres Valeo.

(2) L'opération de financement BNP Paribas a entraîné le transfert de propriété de 4 562 627 actions Cap Gemini Ernst & Young et donc leur sortie de l'actif du bilan. Toutefois, le risque de marché lié à ces actions étant toujours supporté par WENDEL Investissement, une provision pour risques a été enregistrée en 2002 (voir note 7).

#### Valeur nette consolidée des titres

	Nombre d'actions détenues au 31.12.2002	Valeur nette consolidée totale (en millions d'euros)	par action (en euros)
<b>Sociétés intégrées globalement</b>			
Oranje-Nassau (hors Bureau Veritas, Stallergènes, SGH ex BMA et Trader Classified Media)	1 943 117	236,5	121,73
Wheelabrator Allevar	1 731 248	161,9	93,54
Stallergènes	1 520 348	16,2	10,65
BLR lux	1 838 327	104,2	56,69
<b>Sociétés mises en équivalence</b>			
Lumina Parent	6 588 301	574,5	87,20
Nouvelle bioMérieux Alliance	3 530 467	275,5	78,05
Bureau Veritas	4 694 594	234,1	49,87
Trader Classified Media	27 336 065	164,0	6,00
SGH (ex BMA) et Silliker	59 929	20,5	342,56
<b>Titres de participation non consolidés</b>			
Cap Gemini Ernst & Young <sup>(1)</sup>	9 326 825	219,8	23,57
Valeo (déconsolidée le 30 avril 2002)	7 724 045	208,9	27,04

(1) Hors actions vendues à réméré.

## Note 4

### Titres mis en équivalence

en milliers d'euros	31.12.2002			31.12.2001	31.12.2000
	Écarts d'acquisition dans les sociétés ci-dessous	Capitaux propres hors écarts d'acquisition	Total	Total	Total
Lumina Parent	315 198	259 288	574 486	—	—
Nouvelle bioMérieux Alliance	32 832	93 925	126 757	—	—
Bureau Veritas	86 713	6 765	93 478	79 894	64 291
Trader Classified Media	170 450	— 6 406	164 044	176 819	202 687
SGH	12 976	7 553	20 529	24 541	21 322
Participations Wheelabrator Allevard	—	327	327	435	1 367
bioMérieux Pierre Fabre	—	—	—	136 263	148 532
Valeo	—	—	—	693 515	917 367
Cap Gemini Ernst & Young	—	—	—	—	1 569 837
	<b>618 169</b>	<b>361 452</b>	<b>979 621</b>	<b>1 111 467</b>	<b>2 925 403</b>
<b>Analyse de la variation des titres mis en équivalence</b>					
• Montant en début d'exercice			1 111 467	2 925 403	1 645 256
• Dividendes de l'exercice			— 6 797	— 50 387	— 50 148
• Augmentations de capital et achats d'actions					
– Lumina Parent <sup>(1)</sup>			659 722	—	—
– Bureau Veritas			2 712	945	258
– SGH			—	3 990	—
– Valeo			—	1 006	1 006
– Trader Classified Media			—	—	181 073
– Cap Gemini Ernst & Young			—	—	1 224 147
– AOM Participations			—	—	153 198
• Cessions ou dilutions					
– Valeo			— 374 661	— 717	—
– Trader Classified Media			— 322	—	—
– Bureau Veritas			—	— 1 006	—
– bioMérieux Pierre Fabre			—	— 18 637	—
– Cap Gemini Ernst & Young			—	— 73 729	— 212 771
– Alpha Taitbout BV (Afflelou)			—	—	— 6 048
Déconsolidation le 30.04.2002 de Valeo			— 322 873	—	—
Déconsolidation le 31.12.2001 de Cap Gemini Ernst & Young			—	— 1 276 126	—
Dépréciation des actifs incorporels Valeo			—	— 96 388	—
Variation quote-part de situation nette constatée lors de la "défusion" BMPF			— 7 278	—	—
Autres variations			—	2 277	—
Conséquences des variations des taux de change			— 24 731	20 860	44 914
Part du résultat de l'exercice (voir note 21)			— 57 618	— 95 298	— 38 820
Amortissement de l'écart d'acquisition dans Cap Gemini Ernst & Young			—	— 230 726	— 16 662
<b>Montant en fin d'exercice</b>			<b>979 621</b>	<b>1 111 467</b>	<b>2 925 403</b>

(1) L'investissement dans Lumina Parent s'est fait en partie sous forme d'actions et en partie sous forme de quasi fonds propres. Afin de présenter de manière économique cette acquisition, le montant total de l'investissement a été regroupé au poste "titres mis en équivalence".

# Notes sur le bilan

## Note 5

### Valeurs mobilières de placement et disponibilités

en milliers d'euros	31.12.2002		31.12.2001		31.12.2000	
	Valeur comptable	Valeur de marché *	Valeur comptable	Valeur de marché *	Valeur comptable	Valeur de marché *
Sicav, FCP et autres OPCVM	202 907	204 842	134 833	136 377	168 512	175 321
Actions	28 126	39 156	40 939	62 932	34 247	83 470
Obligations	3 353	3 377	2 350	2 367	3 754	6 516
Disponibilités	148 688	148 688	101 620	101 620	208 338	208 338
	<b>383 074</b>	<b>396 063</b>	<b>279 742</b>	<b>303 296</b>	<b>414 851</b>	<b>473 645</b>
Actions CGIP <sup>(1)</sup>	—	—	7 258	7 844	—	—
Actions WENDEL Investissement <sup>(1)</sup>	5 240	5 240	—	—	—	—
	<b>388 314</b>	<b>401 303</b>	<b>287 000</b>	<b>311 140</b>	<b>414 851</b>	<b>473 645</b>

\* Pour les actions et les obligations cotées, estimation sur la base du dernier cours de Bourse.

(1) Actions affectées à l'exercice des options d'achat d'actions consenties dans le cadre des programmes de stock-options.

## Note 6

### Intérêts minoritaires

en milliers d'euros	Groupe CGIP	Groupe Stallergènes	Filiales de Wheelabrator	BLR lux	BLR bv	Groupe AOM	SCI Ségur	Total
<b>Intérêts minoritaires au 31.12.1999</b>	<b>1 090 277</b>	<b>15 091</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>– 4 076</b>	<b>2 668</b>	<b>1 103 960</b>
Entrées de périmètre	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation du pourcentage d'intérêt	– 83 564	–	–	–	–	79 322	–	– 4 242
Sortie de périmètre	–	–	–	–	–	–	– 2 543	– 2 543
Dividendes versés	– 29 054	– 537	–	–	–	–	– 125	– 29 716
Variation des écarts de conversion	7 364	–	–	–	–	–	–	7 364
Autres variations	–	– 30	–	–	–	24	–	– 6
Résultat de l'exercice 2000	478 246	171	–	–	–	– 85 446	–	392 971
<b>Intérêts minoritaires au 31.12.2000</b>	<b>1 463 269</b>	<b>14 695</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>– 10 176</b>	<b>–</b>	<b>1 467 788</b>
Entrées de périmètre	–	–	–	–	10 291	–	–	10 291
Variation du pourcentage d'intérêt	– 31 400	–	–	–	–	–	–	– 31 400
Sortie de périmètre	–	–	–	–	–	27 229	–	27 229
Dividendes versés	– 147 511	– 536	–	–	–	–	–	– 148 047
Variation des écarts de conversion	8 961	–	–	–	–	–	–	8 961
Autres variations	1 067	–	–	–	–	–	–	1 067
Résultat de l'exercice 2001	– 272 970	1 262	–	–	7 686	– 17 053	–	– 281 075
<b>Intérêts minoritaires au 31.12.2001</b>	<b>1 021 416</b>	<b>15 421</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>17 977</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1 054 814</b>
Augmentation de capital	–	–	1 462	76 121	–	–	–	77 583
Opra et Opas CGIP	– 325 050	–	–	–	–	–	–	– 325 050
Fusion CGIP/Marine-Wendel	– 432 921	–	3 164	–	–	–	–	– 429 757
Sortie de périmètre	–	–	–	–	– 17 638	–	–	– 17 638
Dividendes versés	– 22 434	– 536	– 92	–	–	–	–	– 23 062
Variation des écarts de conversion	– 18 472	– 13	– 225	–	–	–	–	– 18 710
Autres variations	2 413	6	–	–	– 236	–	–	2 183
Résultat de l'exercice 2002	– 224 952	2 474	1 053	–	– 103	–	–	– 221 528
<b>Intérêts minoritaires au 31.12.2002</b>	<b>–</b>	<b>17 352</b>	<b>5 362</b>	<b>76 121</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>98 835</b>

# Notes sur le bilan

## Note 7

### Provisions

en milliers d'euros	31.12.2002	31.12.2001	31.12.2000
• Pour retraite <sup>(1)</sup>	27 299	21 183	22 786
• Autres provisions pour risques et charges chez :			
– WENDEL Investissement <sup>(2)</sup>	386 588	–	–
– Marine-Wendel	–	350	366
– CGIP	–	2 367	461
– Wheelabrator Allevard	2 524	2 517	2 936
– Oranje-Nassau	67 258	64 572	60 005
– Stallergènes	819	1 745	2 661
– Autres sociétés <sup>(3)</sup>	15 795	10 973	12 137
Écart d'acquisition passif	28	274	–
	<b>500 311</b>	<b>103 981</b>	<b>101 352</b>
<b>Analyse de la variation des provisions pour risques et charges</b>			
Montant en début d'exercice	103 981	101 352	
Reclassement	6 717		
Dotations de l'exercice	395 488	12 942	
Reprise de provisions (utilisées)	– 5 685	– 8 899	
Reprise de provisions (non utilisées)	– 128	– 1 494	
Incidence des variations de change et de périmètre	– 62	80	
<b>Montant net en fin d'exercice</b>	<b>500 311</b>	<b>103 981</b>	

(1) La variation de ce poste est liée principalement à un reclassement de 6 717 sans incidence sur le résultat.

(2) Cette provision prend en compte un montant de 375 363 relatif aux engagements hors bilan liés à Cap Gemini Ernst & Young (voir notes 2 et 8).

(3) Suite à la découverte d'une pollution sur un terrain situé près de Rouen qui aurait pour origine les activités sidérurgiques des Hauts fourneaux de Rouen (HFR), société ayant maintenu son exploitation jusqu'en 1967, le Préfet de Seine-Maritime, alléguant d'une filiation des HFR avec Sofiservice, a enjoint, par un arrêté de 1998, à cette dernière la réalisation d'une étude environnementale et la remise en état du site. Contesté, cet arrêté a été annulé par un jugement du Tribunal administratif qui a lui-même été annulé par un arrêt de la Cour administrative d'appel prescrivant la réalisation de l'étude environnementale. La procédure étant toujours en cours devant le Conseil d'État, ce litige demeure intégralement provisionné au 31 décembre 2002 pour un montant de 7 622.

## Note 8

### Dettes financières

en milliers d'euros	31.12.2002	31.12.2001	31.12.2000
<b>Ventilation par société</b>			
WENDEL Investissement	831 554	—	—
Marine-Wendel	—	60 052	—
CGIP	—	307 081	307 172
Oranje-Nassau	201 566	181 777	179 389
Wheelabrator Allevard	102 065	104 498	111 035
Groupe Stallergènes	18 217	25 980	28 242
Trief Corporation	53 980	53 980	101 708
Boucle Locale Radio BV	—	56 329	—
Sofu	—	463	—
Taitbout Antibes BV	—	—	19 206
	<b>1 207 382</b>	<b>790 160</b>	<b>746 752</b>
<b>Ventilation par nature</b>			
Obligations <sup>(1)</sup>	471 978	417 016	306 707
Emprunts auprès des organismes de crédit	735 181	367 747	436 821
Autres dettes financières	223	5 397	3 224
<b>Ventilation par échéance</b>			
À plus de 5 ans	16 775	13 716	22 382
À plus d'un an et moins de 5 ans <sup>(2)</sup>	970 350	310 209	628 082
À moins d'un an et intérêts courus	220 257	466 235	96 288
<b>Ventilation par devise</b>			
Euro et autres devises de l'Union Européenne	1 150 967	692 395	696 538
Hors Union Européenne	56 415	97 765	50 214
<b>Répartition taux fixe / taux variable</b>			
Taux fixe	42 %	67 %	55 %
Taux variable	58 %	33 %	45 %

(1) Dont en 2002, un montant de 408 800 correspondant à l'obligation échangeable en actions Valeo émise par WENDEL investissement.

(2) Dont en 2002, un montant de 400 000 correspondant à la partie tirée sur un crédit syndiqué de 500 000 mis en place en septembre 2002 dont la durée est de 12 mois, renouvelable pour une deuxième période de 12 mois selon certaines conditions, lesquelles sont à la date de clôture remplies.

### Garanties

Au niveau de WENDEL Investissement, l'obligation échangeable en actions Valeo, dont la maturité est fixée au mois de mai 2005, a donné lieu au séquestre de 7 300 000 actions Valeo.

### Covenants financiers

Au 31 décembre 2002, certains contrats prévoient le respect de ratios principalement

basés sur les niveaux de dette brute ou de dette nette majorée des engagements hors bilan comparés selon les cas aux capitaux propres consolidés ou à la valeur réévaluée des actifs et également de ratios fixant un niveau minimum en valeur absolue d'actifs disponibles.

Au 31 décembre 2002, ces ratios sont respectés.



# Notes sur le bilan

## Note 9

### Autres créditeurs

en milliers d'euros	31.12.2002	31.12.2001	31.12.2000
Dettes fiscales et sociales	49 302	57 655	57 033
Impôts différés	45 018	121 780	239 989
Acompte sur dividende CGIP	—	31 072	—
Bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young	81 362	86 596	—
Dettes sur immobilisations Oranje-Nassau	44 000	—	—
Autres dettes	66 095	38 235	42 246
	<b>285 777</b>	<b>335 338</b>	<b>339 268</b>

en milliers d'euros	31.12.2002	31.12.2001	31.12.2000
<b>Ventilation du poste Impôts différés</b>			
• Amortissements différés et pertes reportables	1 901	5 452	—
• Provision pour retraite	– 7 182	– 5 930	– 4 202
• Résultats sur cessions internes d'actifs immobilisés	– 3 933	– 5 186	197 703
• Différence d'évaluation des actifs immobilisés <sup>(1)</sup>	46 181	126 164	33 192
• Autres écarts temporaires	8 051	1 280	13 296
	<b>45 018</b>	<b>121 780</b>	<b>239 989</b>

(1) L'impôt différé passif (61 313) enregistré en 2001 au titre de la différence existant entre la valeur consolidée des titres Cap Gemini Ernst & Young et leur valeur fiscale a été repris en résultat au 31 décembre 2002, cette différence étant devenue nulle par suite des provisions comptabilisées.

Les soldes négatifs ou créances se compensent, par société, avec des soldes positifs représentant des dettes, ce qui justifie leur maintien au passif du bilan pour leur montant net.

## Note 10

### Engagements hors bilan

en milliers d'euros	2002	2001
<b>Engagements donnés</b>		
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles (valeur de marché des actifs donnés en garantie) :		
Montant de la garantie donnée au titre de la vente à réméré portant sur des actions Cap Gemini Ernst & Young	373 908	—
Séquestre d'actions Valeo dans le cadre de l'obligation échangeable en actions Valeo	218 270	—
Actions Cap Gemini Ernst & Young sous séquestre au titre de bons d'acquisitions distribués <sup>(1)</sup>	65 643	260 587
Autres	4 356	17 225
	<b>662 177</b>	<b>277 812</b>

(1) Ces bons d'acquisition permettent à leurs détenteurs d'acquérir, auprès de WENDEL Investissement, une action Cap Gemini Ernst & Young au prix de 143 euros pour dix bons détenus.

### Autres engagements

Le Groupe s'est engagé à assurer ou à participer à la liquidité des actions Bureau Veritas et à celle des actions Wheelabrator Allevard émises et (ou) à émettre au titre des options de souscription attribuées

à certains salariés de ces sociétés.  
Les engagements relatifs aux options susceptibles d'être exercées représentent, compte tenu des prix de rachat à fin 2001 et fin 2002, les montants suivants :

en milliers d'euros	2002	2001
Engagements de rachat d'actions Bureau Veritas	33 156	29 825
Engagements de rachat d'actions Wheelabrator Allevard	1 294	3 460
	<b>34 450</b>	<b>33 285</b>

Aux termes d'accords conclus avec M. MacBain en novembre 2002 portant sur des actions Trader Classified Media, le Groupe a reçu un engagement lui permettant d'acquérir 2 750 000 actions Trader pour un montant global de 22,8 millions d'euros en 2004-2005

et donné un engagement d'acquérir le cas échéant, si certaines conditions se réalisent, 11 000 000 actions Trader au prix de 4,40 euros par action en 2005. La valeur de marché de chacun de ces engagements au 31 décembre 2002 est estimée à 5,3 millions d'euros.

# Notes sur le bilan

---

## Note II

### Instruments financiers

#### Options sur titres

Dans le cadre de la gestion de ses participations cotées (Cap Gemini Ernst & Young, Valeo, Société Générale), le groupe WENDEL Investissement a passé différents contrats d'options. Le compte de résultat au 31 décembre 2002 enregistre les moins-values latentes pour 61 656, constatées par

différence entre la valeur de marché de ces options au 31 décembre 2002 et leur valeur comptable, mais n'enregistre pas les plus-values latentes de 37 014. Les échéances de ces options se répartissent sur le premier semestre 2003, l'échéance la plus lointaine étant fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2003.

# Notes sur le résultat

## Note 12

### Produits d'exploitation

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires réalisé par :			
Wheelabrator Allevard	287 863	285 821	283 673
Oranje-Nassau	189 940	155 421	147 326
Stallergènes	74 891	63 295	55 520
	552 694	504 537	486 519
Autres produits	8 923	5 160	9 433
	561 617	509 697	495 952

## Note 13

### Charges d'exploitation

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Achats consommés et charges externes	257 698	259 294	259 346
Charges de personnel	92 286	86 253	75 708
Autres charges d'exploitation	2 459	2 466	9 615
Impôts et taxes	6 137	6 226	6 479
Dotations aux amortissements	82 095	65 740	67 651
Dotations aux provisions	5 516	3 353	2 947
	446 191	423 332	421 746
<i>Effectif moyen des sociétés intégrées</i>	<i>1 927</i>	<i>1 856</i>	<i>1 745</i>
<i>Dont :</i>			
<i>Wheelabrator Allevard</i>	<i>1 395</i>	<i>1 359</i>	<i>1 306</i>
<i>Oranje-Nassau</i>	<i>30</i>	<i>31</i>	<i>37</i>
<i>Stallergènes</i>	<i>455</i>	<i>412</i>	<i>345</i>
<i>WENDEL Investissement et sociétés holdings</i>	<i>47</i>	<i>54</i>	<i>57</i>

## Note 14

### Résultat d'exploitation

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Wheelabrator Allevard	35 426	33 661	36 887
Oranje-Nassau	86 526	65 626	49 931
Stallergènes	11 222	7 874	3 694
WENDEL Investissement et sociétés holdings	- 17 748	- 20 796	- 16 306
	115 426	86 365	74 206

# Notes sur le résultat

## Note 15

### Résultat financier

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Produits des titres de participation de sociétés non consolidées <sup>(1)</sup>	15 712	4 988	7 595
Intérêts des prêts et produits de placement	36 638	122 742	35 163
Différence de change (net) <sup>(2)</sup>	–	3 529	4 779
<b>Produits financiers</b>	<b>52 350</b>	<b>131 259</b>	<b>47 537</b>
Intérêts et charges assimilées	– 73 934	– 127 871	– 47 834
Différence de change (net) <sup>(2)</sup>	– 23 599	–	–
Variation nette des provisions à caractère financier	– 14 761	– 3 341	– 1 951
<b>Charges financières</b>	<b>– 112 294</b>	<b>– 131 212</b>	<b>– 49 785</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>– 59 944</b>	<b>47</b>	<b>– 2 248</b>
(1) Dont dividende Valeo 5 407, Cap Gemini Ernst & Young 5 632			
(2) Dont écart de change lié aux actifs pétroliers et à la dette long terme associée d'Oranje-Nassau	– 20 083	4 672	6 733

## Note 16

### Net des plus et moins-values sur cessions d'actifs immobilisés

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Résultats sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	– 1 665	4 232	11 576
Résultat sur cessions de titres de participation dont :			
Valeo	50 239	–	–
Valeo - Écart de conversion <sup>(1)</sup>	22 448	–	–
Cap Gemini Ernst & Young	– 49 696	– 28 255	1 045 944
bioMérieux Pierre Fabre	–	25 896	–
Fonds Alpha	351	18 075	14 526
Sebaldus par Oranje-Nassau	–	–	16 874
AOM Participations	–	–	82 398
Alpha Taitbout BV (Afflelou)	–	–	6 737
SCI Ségur	–	–	4 614
Titres Squadran	3 779	21 196	–
Diverses participations	– 2 584	4 414	9 576
	<b>22 872</b>	<b>45 558</b>	<b>1 192 245</b>

(1) Reprise en résultat de la part des écarts de conversion, correspondant à la part du capital cédé, auparavant inclus dans les capitaux propres.

## Note 17

### Net des autres produits et charges exceptionnels

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Charges et produits exceptionnels divers	7 823	– 4 155	– 2 998
Provisions sur titres et provisions pour risques			
Cap Gemini Ernst & Young	– 747 550	– 280 011	–
Dépréciation des actifs incorporels de Valeo	–	– 96 388	–
Provision pour dépréciation des titres Valeo	– 114 015	–	–
Provision pour dépréciation des titres Trimo-Participations (AOM)	–	– 11 874	–
Provision pour dépréciation des titres Transgène	– 9 678	–	–
Autres provisions	– 14 970	4 223	1 772
	<b>– 878 390</b>	<b>– 388 205</b>	<b>– 1 226</b>

## Note 18

### Impôts sur le résultat

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Impôts exigibles	– 68 908	– 89 255	– 63 087
Impôts différés	76 554	122 238	– 201 901
	<b>7 646</b>	<b>32 983</b>	<b>– 264 988</b>

### Taux effectif d'impôt

L'écart entre le taux d'impôt sur les bénéfices en France et le taux effectif d'impôt du Groupe s'analyse ainsi :

	2002
<b>Taux normal d'impôt en France</b>	<b>35,43 %</b>
Incidence des :	
– éliminations d'opérations internes sur titres consolidés	– 9,11 %
– déficits fiscaux non activés	– 15,06 %
– opérations soumises au taux réduit ou à un taux étranger	– 10,97 %
– Autres	0,67 %
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>0,96 %</b>

# Notes sur le résultat

## Note 19

### Part dans les résultats de sociétés mises en équivalence

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Cap Gemini Ernst & Young	—	18 434	63 479
Valeo <sup>(1)</sup>	4 019	— 113 450	66 827
Lumina Parent <sup>(2)</sup>	— 83 775	—	—
Bureau Veritas	21 832	20 429	17 728
Trader Classified Media	— 9 147	— 27 413	— 38 214
SGH et Silliker	— 945	— 623	— 468
Nouvelle bioMérieux Alliance	11 589	—	—
bioMérieux Pierre Fabre <sup>(3)</sup>	— 1 200	4 018	—
bioMérieux Alliance	—	3 229	18 072
bioMérieux	—	575	1 914
TSGH	—	— 471	— 2 195
AOM Participations	—	—	— 165 947
Autres sociétés	9	— 26	— 16
	<b>— 57 618</b>	<b>— 95 298</b>	<b>— 38 820</b>

(1) Correspond au 31 décembre 2002 à la quote-part de résultat revenant au Groupe avant déconsolidation de Valeo.

(2) L'écart d'acquisition constaté par la société Fimaf (filiale de Lumina Parent) lors de l'acquisition de 98 % du capital de Legrand a été, après étude, affecté sur les principaux actifs de Legrand (marques, brevets, R&D, stocks...). Cette réévaluation d'actifs a eu pour conséquence au 31 décembre 2002 la comptabilisation de charges (R&D et stocks) et la comptabilisation d'amortissements complémentaires (brevets) générant un impact négatif sur le résultat revenant au Groupe de 88 427.

(3) Ce montant résulte de la différence constatée entre les comptes définitifs du groupe bioMérieux Pierre Fabre pour 2001 et les comptes estimés qui avaient été retenus pour l'établissement des comptes consolidés du groupe WENDEL Investissement.

## Note 20

### Amortissement des écarts d'acquisition

en milliers d'euros	2002	2001	2000
<b>Sur les sociétés mises en équivalence :</b>			
Cap Gemini Ernst & Young	—	234 179	21 130
Valeo	—	62 060	3 827
Bureau Veritas	5 005	2 019	2 038
Trader Classified Media	—	—	664
Nouvelle bioMérieux Alliance	5 144	—	—
bioMérieux Pierre Fabre	—	2 783	—
<b>Sur les sociétés intégrées globalement :</b>			
CGIP	2 266	1 328	1 295
Oranje-Nassau	851	—	—
Wheelabrator Allevard	1 901	852	672
Onepm (Oranje-Nassau Energie)	2 112	2 112	2 112
Stallergènes	75	75	75
Filiales de Stallergènes	614	859	436
Filiales de Wheelabrator Allevard	3 109	2 890	2 508
AOM Participations	—	32 372	2 695
	<b>21 077</b>	<b>341 529</b>	<b>37 452</b>

## Note 21

### Résultat net

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Des sociétés intégrées :			
– WENDEL Investissement et sociétés de placement	– 818 693	–	–
– Marine-Wendel et sociétés de placement	–	– 66 982	20 783
– CGIP et sociétés de placement	–	– 234 390	836 966
– Wheelabrator Allevar	5 875	19 874	19 624
– Oranje-Nassau <sup>(1)</sup>	15 099	39 659	43 159
– Boucle Locale Radio BV	–	15 909	–
– Stallergènes	5 329	3 264	752
– AOM Participations et holdings	–	– 586	76 705
	<b>– 792 390</b>	<b>– 223 252</b>	<b>997 989</b>
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence (voir note 19)	– 57 618	– 95 298	– 38 820
Amortissement des écarts d'acquisition	– 21 077	– 341 529	– 37 452
	<b>– 871 085</b>	<b>– 660 079</b>	<b>921 717</b>
Part des minoritaires dans le résultat ( voir note 6 )	– 221 528	– 281 075	392 971
<b>Résultat net total, part WENDEL Investissement</b>	<b>– 649 557</b>	<b>– 379 004</b>	<b>528 746</b>
(1) Dont écart de change lié aux actifs pétroliers et à la dette long terme associée d'Oranje-Nassau	– 20 083	4 672	6 733

## Note 22

### Événements postérieurs à la clôture

Aucun élément ayant un caractère significatif n'est intervenu entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes.

Le chiffre d'affaires consolidé pour le premier trimestre 2003 est de 162 806 milliers d'euros, en hausse de 19 % par rapport à celui du premier trimestre 2002.



# Notes sur les variations de trésorerie

## Note 23

### Acquisitions et souscriptions de titres de participation

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Lumina Parent	658 605	—	—
Bureau Veritas	11 156	—	—
Nouvelle bioMérieux Alliance	—	4 444	—
Wheelabrator Allevard	2 407	—	—
Trader Classified Media	—	—	23 402
Onepm	—	—	57 900
Groupe AOM	—	—	153 440
LD COM	—	175 031	—
Fonds Alpha	—	9 312	14 946
Filiales de Wheelabrator Allevard	5 504	14 617	1 516
Filiales d'Oranje-Nassau	7 218	2 165	—
Filiales de Stallergènes	—	—	1 051
Autres titres	2 982	1 916	1 511
	<b>687 872</b>	<b>207 485</b>	<b>253 766</b>

## Note 24

### Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Réalisées par :			
Oranje-Nassau	54 000	39 728	175 435
Wheelabrator Allevard	11 481	12 653	16 519
Stallergènes	2 047	3 098	3 590
Autres sociétés	315	392	2 082
	<b>67 843</b>	<b>55 871</b>	<b>197 626</b>

## Note 25

### Prêts consentis

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Consentis par :			
Oranje-Nassau	—	8 548	—
Wheelabrator Allevard	—	534	710
Autres	—	—	101
	<b>—</b>	<b>9 082</b>	<b>811</b>

## Note 26

### Cessions de titres de participation (au prix de vente)

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Valeo	424 900	—	—
Cap Gemini Ernst & Young	15 892	49 432	99 942
CGIP par Simfor	1 980	—	—
Sebaldus par Oranje-Nassau	—	—	18 648
Squadran par Boucle Locale Radio BV	—	21 196	—
Fonds Alpha	—	18 074	33 667
Divers par Oranje-Nassau	2 637	10 049	6 407
Divers par Wheelabrator Allevard	445	—	—
Autres	407	—	36 833
	<b>446 261</b>	<b>98 751</b>	<b>195 497</b>

## Note 27

### Dividendes versés aux actionnaires

en milliers d'euros	2002	2001	2000
Dividende ordinaire CGIP	22 644	31 916	29 177
Dividende Marine-Wendel	34 998	38 738	35 298
Distribution de bons d'acquisition Cap Gemini Ernst & Young	—	86 190	—
Acompte sur dividende à payer	—	31 072	—
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	537	842	537
	<b>58 179</b>	<b>188 758</b>	<b>65 012</b>

## Note 28

### Variation nette des emprunts et autres dettes financières

en milliers d'euros	2002	2001	2000
WENDEL Investissement	804 337	59 961	— 8 412
Wheelabrator Allevard	— 5 291	— 9 008	— 5 822
Oranje-Nassau	27 583	— 1 441	59 027
Stallergènes	— 7 763	— 1 952	4 192
Trief Corporation	—	— 47 726	—
Boucle Locale Radio BV	—	56 328	—
Autres	— 464	463	— 739
	<b>818 402</b>	<b>56 625</b>	<b>48 246</b>

# Liste des principales sociétés consolidées

## au 31 décembre 2002

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	100,00	Wheelabrator Allevard	France	Abrasifs
IG	100,00	Abrasiv Muta	Slovénie	"
IG	100,00	Abrasivi metallici industriale SPA	Italie	"
E	100,00	All Abrasives	Afrique du Sud	"
IG	100,00	Geo Technical System	Italie	"
IG	100,00	A.M.P. Grenailles	Luxembourg	"
E	20,00	Celik Granul	Turquie	"
IG	100,00	Deutsche Wheelabrator	Allemagne	"
IG	100,00	Diasint Iberica	Espagne	"
IG	100,00	Diasint Italy	Italie	"
IG	90,00	Eder Strahlmittelwerk	Autriche	"
IG	90,00	Eder Strahltechnik	Autriche	"
E	65,00	Gojump Enterprise Co. Ltd.	Taiwan	"
IG	100,00	IKK do Brasil	Brésil	"
IG	80,00	IKK Shot Co. Ltd.	Japon	"
IG	60,00	Klaus Eiche Diamantwerkzeuge	Allemagne	"
IG	100,00	Kovobrasiv Mnisek Spol	République tchèque	"
IG	100,00	Metabrasive Ltd	Grande-Bretagne	"
IG	100,00	MT Trasformatzione Metalli	Italie	"
E	99,99	Murga Argentina	Argentine	"
IG	100,00	National Metal Abrasiv	Etats-Unis	"
IG	100,00	Panabrasive Inc.	Canada	"
IG	60,00	Peraita	Espagne	"
IG	99,97	P.G.M.	France	"
IG	69,73	Recupac	France	"
E	51,00	Reecon Steel Co. Ltd.	Taiwan	"
IG	100,00	Samedia	France	"
IG	100,00	Samedia Latina America	Brésil	"
IG	80,00	Séoul Shot Industry Co. Ltd.	Corée	"
IG	96,11	Shanghai Murga Steel Abrasives	Chine	"
IG	80,30	Siam IKK	Thaïlande	"
IG	100,00	Talleres Fabio Murga	Espagne	"
IG	100,00	Thomas Abrasives Ltd.	Afrique du Sud	"
IG	100,00	Wheelabrator Abrasives Inc.	Etats-Unis	"
IG	100,00	Wheelabrator Allevard Espagnola	Espagne	"
IG	70,00	Wheelabrator Allevard Italia	Italie	"
IG	100,00	Orange Nassau Groep B.V.	Pays-Bas	Immobilier Energie "Participations
IG	100,00	Onroerend Goed Orange Nassau N.V.	Pays-Bas	
IG	100,00	Orange Nassau Energie B.V.	Pays-Bas	
IG	100,00	Onepm	Pays-Bas	
IG	100,00	Orange Nassau Participaties B.V.	Pays-Bas	Participations

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	47,51	Stallergènes SA	France	Immunothérapie
IG	47,51	DHS SA	France	"
IG	47,51	SCI Stallergènes Antony	France	"
IG	47,51	Erste VV GmbH	Allemagne	"
IG	47,51	Stallergènes GmbH	Allemagne	"
IG	47,51	Stallergènes & Co. KG	Allemagne	"
IG	47,51	Stallergènes Italia	Italie	"
IG	47,51	Stallergènes DHS Espana	Espagne	"
IG	47,51	Stallergènes Belgium	Belgique	"
IG	47,51	Laboratoire Stallergènes Sarl	Suisse	"
E	34,74	Nouvelle bioMérieux Alliance	France	Pharmacie/Diagnostic
E	34,00	SGH (ex BMA)	France	Contrôle agro-alimentaire
E	78,29	Silliber bioMérieux Inc.	Etats-Unis	"
E	33,32	Bureau Veritas	France	Contrôle technique
E	29,87	Trader.com	Pays-Bas	Annonces classées
E	37,39	Lumina Parent (holding de détention de Legrand)	France	Installations électriques
IG	54,70	BLR Lux	Luxembourg	Placement
IG	100,00	Compagnie Financière de la Trinité	France	"
IG	100,00	Figemu	France	"
IG	100,00	Simfor	France	"
IG	100,00	Sofisamc	Suisse	"
IG	100,00	Sofiservice	France	"
IG	50,00	Sofu	France	"
IG	100,00	Solfur	France	"
IG	100,00	Trief Corporation	Luxembourg	"
IG	100,00	Winvest 1	France	"
IG	100,00	Winbond	France	"

IG : Intégration Globale

IP : Intégration Proportionnelle

E : Mise en Equivalence

# Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2002)

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Wendel Investissement (anciennement "Marine-Wendel"), établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2002, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier

les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 5 mai 2003

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

François Carrega

PricewaterhouseCoopers Audit

Daniel Chauveau

# Comptes individuels

## Sommaire

Bilan	p. 88
Compte de résultat	p. 90
Évolution des capitaux propres	p. 91
Tableau des flux de trésorerie	p. 92
Notes sur le bilan	p. 93
Notes sur le résultat	p. 103
Inventaire du portefeuille	p. 108
Résultats des cinq derniers exercices	p. 109
Filiales et participations	p. 110
Rapports des Commissaires aux comptes	
– Rapport général	p. 112
– Rapport spécial sur les conventions réglementées	p. 113
– Rapport sur la réduction de capital	p. 116
– Rapport sur l'augmentation du capital	p. 117
– Rapport spécial sur l'ouverture d'options d'achat ou de souscription d'actions	p. 118
Exposé des motifs	p. 119
Résolutions	p. 122

# Bilan

## actif

en milliers d'euros		31.12.2002			30.06.2001	30.06.2000
	notes	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets	Montants nets	Montants nets
<b>Actif immobilisé</b>						
<b>Immobilisations incorporelles</b>		—	—	—	—	2
<b>Immobilisations corporelles</b>		10 414	7 270	3 144	55	68
<b>Immobilisations financières <sup>(1)</sup></b>						
<b>Titres de participation</b>	1	2 631 268	386 433	2 244 835	301 155	346 931
Créances rattachées à des participations		—	—	—	—	—
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille (TIAP)	2	—	—	—	11 602	—
Autres titres immobilisés	2	307 429	—	307 429	78 136	68
Prêts et autres immobilisations financières		116	—	116	158	310
		2 938 813	386 433	2 552 380	391 051	347 309
<b>Total de l'actif immobilisé</b>		2 949 227	393 703	2 555 524	391 106	347 379
<b>Actif circulant</b>						
Clients et comptes rattachés <sup>(2)</sup>		985	—	985	52	37
Autres créances <sup>(2)</sup>		18 436	—	18 436	9 800	5 453
Instruments de trésorerie	3	—	—	—	30 190	—
Valeurs mobilières de placement	4	425 292	4 081	421 211	10	55 588
Disponibilités		13 066	—	13 066	6 077	4 220
Charges constatées d'avance		120	—	120	123	107
		457 899	4 081	453 818	46 252	65 405
<b>Total de l'actif</b>		3 407 126	397 784	3 009 342	437 358	412 784
1) Dont à moins d'un an				27	153	153
2) Dont à plus d'un an				1 071	—	—

## passif

en milliers d'euros	notes	31.12.2002	30.06.2001	30.06.2000
<b>Capitaux propres</b>				
Capital		223 727	141 195	141 195
Primes d'émission, de fusion et d'apports		226 422	–	–
Réserve légale		22 368	14 119	12 836
Réserves réglementées		391 820	159 724	117 515
Autres réserves		8 484	8 484	8 484
Report à nouveau		25 177	33 646	40 528
Acompte sur dividende réparti – en instance d'affectation		– 34 997	–	–
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>– 7 173</b>	<b>30 269</b>	<b>71 908</b>
<b>Total</b>		<b>855 828</b>	<b>387 437</b>	<b>392 466</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>5</b>	<b>193 708</b>	<b>2 021</b>	<b>2 325</b>
Dettes financières	6	1 709 495	30 018	–
Autres dettes	7	250 311	17 882	17 993
<b>Total <sup>(1)</sup></b>		<b>1 959 806</b>	<b>47 900</b>	<b>17 993</b>
<b>Total du passif</b>		<b>3 009 342</b>	<b>437 358</b>	<b>412 784</b>
1) Dont à moins d'un an		1 151 006	–	–
Dont à plus d'un an		808 800	47 900	17 993



# Compte de résultat

en milliers d'euros		Pro forma Exercice 2002	Exercice 2001/2002	Exercice 2000/2001	Exercice 1999/2000
	notes	01/01-31/12 (12 mois)	01/07-31/12 (18 mois)	01/07-30/06 (12 mois)	01/07-30/06 (12 mois)
<b>Produits des titres de participation</b>	10	52 344	104 716	135 516	34 648
<b>Autres produits et charges financiers</b>	11				
Produits					
• Produits des valeurs mobilières de placement		299	300	1	4
• Produits des créances de l'actif immobilisé		3 552	5 642	490	19
• Produits des placements de trésorerie		20 220	20 322	1 590	4 328
• Reprises de provisions		—	64 592	—	—
Charges					
• Intérêts et charges assimilées		54 665	134 222	463	466
• Dotations aux amortissements et aux provisions		4 068	4 068	64 592	—
<b>Résultat financier</b>		<b>17 682</b>	<b>57 282</b>	<b>72 542</b>	<b>38 533</b>
<b>Produits d'exploitation</b>	12				
Autres produits		3 039	3 164	265	328
Reprises de provisions		—	—	220	—
<b>Charges d'exploitation</b>					
Achats et charges externes		6 847	7 450	995	1 528
Impôts, taxes et versements assimilés		956	1 038	139	243
Salaires et traitements	13	5 552	5 736	636	694
Charges sociales		2 081	2 269	252	303
Dotations aux amortissements		477	487	23	26
Dotations aux provisions		1 831	1 956	—	—
Autres charges		344	390	89	91
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>— 15 049</b>	<b>— 16 162</b>	<b>— 1 649</b>	<b>— 2 557</b>
<b>Résultat courant</b>		<b>2 633</b>	<b>41 120</b>	<b>70 893</b>	<b>35 976</b>
<b>Produits exceptionnels</b>					
Sur opérations de gestion		10 466	10 466	2	5
Sur opérations en capital		952 679	952 679	—	91 488
Reprises de provisions		31 114	31 129	84	—
<b>Charges exceptionnelles</b>					
Sur opérations de gestion		27 834	27 849	84	9
Sur opérations en capital		656 451	656 451	—	43 537
Dotations aux provisions		374 116	374 116	45 624	450
<b>Résultat exceptionnel</b>	14	<b>— 64 142</b>	<b>— 64 142</b>	<b>— 45 622</b>	<b>47 497</b>
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	15	<b>13 442</b>	<b>15 849</b>	<b>4 998</b>	<b>— 11 565</b>
<b>Bénéfice</b>		<b>— 48 067</b>	<b>— 7 173</b>	<b>30 269</b>	<b>71 908</b>

# Évolution des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission et de fusion	Réserve légale	Réserves régle- mentées	Autres réserves et report à nouveau	Résultat net de l'exercice	Acompte sur dividende	Total des capitaux propres
<b>Soldes au 30.06.1999</b>									
<b>avant affectation</b>	<b>8 688 270</b>	<b>132 452</b>	<b>21 539</b>	<b>13 245</b>	<b>105 805</b>	<b>59 591</b>	<b>115 587</b>	<b>0</b>	<b>448 219</b>
Affectation du résultat 1999/2000				656	24 546	90 385 <sup>(1)</sup>	- 115 587		0
Dividende ordinaire						- 28 888			- 28 888
Conversion du capital en euros		6 560				- 6 560			0
Augmentation de capital									
• Annulation d'actions (programme de rachat AG de novembre 1998)	- 464 770	- 7 436	- 21 539	- 744		- 40 105			- 69 824
Annulation d'actions (programme de rachat AG de novembre 1998)	- 201 059	- 3 217		- 321		- 25 411			- 28 949
Division du nominal par 2	8 022 441								
Attribution gratuite de 1 pour 10	1 604 488	12 836			- 12 836				0
Résultat 1999/2000							71 908		71 908
<b>Soldes au 30.06.2000</b>									
<b>avant affectation</b>	<b>17 649 370</b>	<b>141 195</b>	<b>0</b>	<b>12 836</b>	<b>117 515</b>	<b>49 012</b>	<b>71 908</b>	<b>0</b>	<b>392 466</b>
Affectation du résultat 1999/2000				1 283	42 209	28 416 <sup>(2)</sup>	- 71 908		0
Dividende ordinaire						- 35 298			- 35 298
Résultat 2000/2001							30 269		30 269
<b>Soldes au 30.06.2001</b>									
<b>avant affectation</b>	<b>17 649 370</b>	<b>141 195</b>	<b>0</b>	<b>14 119</b>	<b>159 724</b>	<b>42 130</b>	<b>30 269</b>	<b>0</b>	<b>387 437</b>
Affectation du résultat 2000/2001						30 269 <sup>(3)</sup>	- 30 269		0
Dividende ordinaire						- 38 738			- 38 738
Augmentation de capital									
• pour rémunération des apports CGIP	23 876 729	95 507	592 985						688 492
• par levées d'options de souscription	71		1						1
• par plan épargne entreprise	10 653	43	201						244
Division du nominal par 2 suivant la 2 <sup>e</sup> résolution de l'AG du 13.06.2002	17 649 370								
Reconstitution des réserves CGIP suivant la 4 <sup>e</sup> résolution de l'AG du 13.06.2002			- 241 647	9 551	232 096				0
Annulation d'actions suivant la 5 <sup>e</sup> résolution de l'AG du 13.06.2002	- 3 254 506	- 13 018	- 118 360	- 1 302					- 132 680
Acompte sur dividende suivant décision du CA du 27.03.2002								- 34 997	- 34 997
Frais de fusion			- 6 758						- 6 758
Résultat 2001/2002							- 7 173		- 7 173
<b>Soldes au 31.12.2002</b>									
<b>avant affectation</b>	<b>55 931 687</b>	<b>223 727</b>	<b>226 422</b>	<b>22 368</b>	<b>391 820</b>	<b>33 661</b>	<b>- 7 173</b>	<b>- 34 997</b>	<b>855 828</b>

(1) Le report à nouveau approuvé lors de l'Assemblée générale du 24 novembre 1999 a été augmenté de 2 397 du fait du non-paiement des distributions attachées aux actions Marine-Wendel détenues par la société à la date de mise en paiement.

(2) Le report à nouveau approuvé lors de l'Assemblée générale du 23 novembre 2000 a été augmenté de 2 du fait du non-paiement des distributions attachées aux actions Marine-Wendel détenues par la société à la date de mise en paiement.

(3) Le report à nouveau approuvé lors de l'Assemblée générale du 27 novembre 2001 a été augmenté de 91 du fait du non-paiement des distributions attachées aux actions Marine-Wendel détenues par la société à la date de mise en paiement.

# Tableau des flux de trésorerie

en milliers d'euros	Exercice 1999/2000	Exercice 2000/2001	Exercice 2001/2002	Notes sur les éléments 2002	
<b>Flux d'exploitation</b>					
Résultat net	71 908	30 269	- 7 173		
Elimination des résultats sur cession d'actifs immobilisés	- 47 500	0	- 296 228		
Elimination des amortissements et provisions	26	109 933	284 906		
Elimination des résultats sans incidence sur la trésorerie			38 162		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'exploitation	5 600	- 99 271	33 251		
<b>Flux net de trésorerie d'exploitation</b>	<b>30 034</b>	<b>40 931</b>	<b>52 918</b>		
<b>Flux d'investissement</b>					
Décaissements sur :					
• acquisitions et souscriptions de participation	- 50 890	- 89 518	- 1 207 147	dont	Trief Corp. 34 897
• acquisitions et souscriptions d'obligations			- 316 258		Bureau Veritas 116 419
• acquisitions d'immobilisations corporelles		- 7	- 281		Wheelabrator 2 407
• prêts consentis			- 5		Sofu 3 200
					Figemu 63 241
					NBMA 429 093
					Winvest 1 180 350
					Winbond 376 190
Encaissements (en prix de vente) de :					
• cessions de titres de participation	91 305		699 428	dont	Valeo 267 198
• cessions d'immobilisations corporelles	16		64		Cap Gemini 15 892
• cessions d'obligations	4 730		84 683		Bureau Veritas 331 276
• prêts consentis	171	152	190		Sofu 32 251
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux investissements			- 25 763		Stallergènes 34 028
					Boucle Locale Radio BV 18 618
<b>Flux net de trésorerie sur investissements</b>	<b>45 332</b>	<b>- 89 373</b>	<b>- 765 089</b>		
<b>Flux sur opérations financières</b>					
Liés au capital					
• augmentation de capital			245		
• augmentation de capital (CGIP)			483		
• rachat d'actions MW	- 65 156		- 139 400		
• rachat d'actions CGIP			- 364 210		
• Frais de fusion imputés sur la prime de fusion			- 6 758		
Dividendes versés aux actionnaires	- 28 886	- 35 297	- 38 738		
Acompte sur dividende 2002 (MW)		-	- 34 998		
Acompte sur dividende 2001 (CGIP)			- 30 922		
Dividendes versés aux actionnaires (solde CGIP)			- 22 644		
Variation nette des emprunts et autres dettes financières	-	30 018	1 427 819	dont	Vente à réméré 339 916
<b>Flux net de trésorerie sur opérations financières</b>	<b>- 94 042</b>	<b>- 5 279</b>	<b>790 877</b>		
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>- 18 676</b>	<b>- 53 721</b>	<b>78 706</b>		
<b>Trésorerie nette de début de période CGIP</b>			<b>117 479</b>		
<b>Trésorerie nette de début de période Marine-Wendel</b>	<b>78 484</b>	<b>59 808</b>	<b>6 087</b>		
<b>Trésorerie nette de fin de période</b>	<b>59 808</b>	<b>6 087</b>	<b>202 272</b>		

# Notes sur le bilan

Suite à la fusion entre Marine-Wendel et CGIP, effective au 1<sup>er</sup> janvier 2002, les comptes sociaux au 31 décembre 2002 intègrent 18 mois d'activité de l'ex-Marine-Wendel et 12 mois d'activité de l'ex-CGIP. Afin de permettre une meilleure comparabilité des comptes, un compte de résultat pro forma a été établi pour la période de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2002.

Le bilan et le compte de résultat ont été établis suivant les normes, principes et méthodes du plan comptable général, avec les dérogations appliquées les années précédentes pour donner une image fidèle et claire du résultat. Les deux dérogations aux règles du plan comptable général sont les suivantes :

- substitution du "Résultat financier"
  - comme agrégat représentatif de l'activité sociale – au "Résultat d'exploitation" défini par le plan comptable ;
- enregistrement en "Résultat exceptionnel" de toutes les opérations financières en capital portant sur des actifs autres que les "Valeurs mobilières de placement".

Concernant les valeurs mobilières de placement, les mouvements de provisions pour dépréciation et les résultats de cession sont comptabilisés dans le résultat financier.

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées par rapport à celles des exercices précédents.

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition ou d'apport, hors frais accessoires. Chaque participation fait l'objet, en fin d'année, d'un examen comparatif de sa valeur nette comptable et de sa valeur d'usage (quote-part d'actif net, valeur de rendement, évaluation boursière), sur cette base une provision pour dépréciation peut être constituée.

L'application du règlement 2000-06 relatif à l'évaluation des passifs n'a eu aucun impact sur les comptes sociaux de l'exercice.

# Notes sur le bilan

## Note I

### Titres de participation

en milliers d'euros

	% Participation 30.06.01	% Participation 31.12.2002	Montants nets 30.06.01
<b>Filiales françaises</b>			
Figemu	—	100,00	
Gip SA	—	—	
Sofiservice	—	99,99	
Figema	—	—	
Solfur	—	99,99	
Compagnie Financière de la Trinité	100,00	100,00	15 607
Simfor	99,90	100,00	302
Trimo-Participations	100,00	100,00	4 270
Wheelabrator Allevard	—	100,00	
Sofu	—	—	
Winvest 1	—	100,00	
Winbond	—	100,00	
<b>Filiales étrangères</b>			
Oranje-Nassau	—	100,00	
Trief Corporation	—	99,96	
Boucle Locale Radio BV	—	—	
<b>Participations</b>			
Cap Gemini Ernst & Young	—	4,72 <sup>(1)</sup>	
Bureau Veritas	—	—	
Valeo	—	—	
Stallergènes	45,08	—	5 891
CGIP	52,21	—	275 085
Nouvelle bioMérieux Alliance	—	34,74	
Divers			
<b>Montant en fin d'exercice</b>			<b>301 155</b>

(1) Hors titres cédés dans l'opération de vente à réméré.

Reclassement interne	Fusion CGIP/MW	Absorption Gip SA/Figema	Acquisitions	Cessions	Variations des provisions	Montants nets 31.12.02
	408 636		63 241		– 64 000	407 877
	177 755	– 177 755				0
	135 088					135 088
	33 901	– 33 901				0
	14 982					14 982
						15 607
						302
					321	4 591
		192 353	2 407			194 760
		3 811	3 200	7 011		0
			180 430	80		180 350
			376 190			376 190
	238 320					238 320
	72 931		34 897			107 828
11 602			1 052	12 654		0
	529 665			249 224	– 140 864	139 577
	23 720	18 029	116 420	158 169		0
	227 645			227 645		0
				5 891		0
	–275 085					0
			429 093			429 093
	206		217	153		270
11 602	1 587 764	2 537	1 207 147	660 827	– 204 543	2 244 835

# Notes sur le bilan

## Note 2

### Autres titres immobilisés

en milliers d'euros	30.06.2001							31.12.2002
	Montants Nets	Reclassement interne	Fusion CGIP/MW	Acquisitions	Annulation actions propres	Cessions	Variations des provisions	Montants nets
<b>Titres immobilisés de l'activité de portefeuille</b>								
Boucle Locale Radio BV	11 602	- 11 602						0
<b>Autres titres immobilisés</b>								
Marine-Wendel (actions propres)	2 587	- 9 307		139 400	132 680			0
Boucle Locale Radio BV (obligations)	75 549			9 133		84 682		0
Trief Corporation (obligations)				307 125				307 125
Autres titres			304					304
	78 136	- 9 307	304	455 658	132 680	84 682	0	307 429
	89 738	- 20 909	304	455 658	132 680	84 682	0	307 429

En 2002, la société a acquis, dans le cadre d'une offre publique, 3 400 000 actions Marine-Wendel conformément à l'autorisation donnée par l'assemblée générale du 27 novembre 2001. Compte tenu du nombre d'actions détenues au 1<sup>er</sup> juillet 2001 (82 808 actions après division du nominal par 2), de l'annulation

de 3 254 506 actions par décision de l'Assemblée générale du 13 juin 2002, de l'affectation de 228 302 actions au poste "Valeurs mobilières de placement" (actions destinées à servir l'exercice d'options d'achat consenties), la société ne détient plus d'actions propres au poste "Autres titres immobilisés" au 31 décembre 2002.

## Note 3

### Instruments de trésorerie

en milliers d'euros	31.12.2002	30.06.2001	30.06.2000
Bons WENDEL Investissement d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young	—	30 190	—
	0	30 190	0

Les 35 104 322 bons d'acquisition détenus par Marine-Wendel au 30 juin 2001 ont été cédés le 28 décembre 2001 à CGIP pour 16 148, dégageant ainsi une perte nette de 14 042.

Dans le même temps, Marine-Wendel a souscrit auprès de CGIP une promesse d'achat portant sur 35 104 322 actions Cap Gemini Ernst & Young, qui s'est trouvée annulée du fait de la fusion.



# Notes sur le bilan

## Note 4

### Valeurs mobilières de placement

en milliers d'euros	31.12.2002		30.06.2001		30.06.2000	
	Valeur comptable nette	Valeur boursière	Valeur comptable nette	Valeur boursière	Valeur comptable nette	Valeur boursière
228 302 actions WENDEL Investissement <sup>(1)</sup>	5 240	5 240	—	—	—	—
	<b>5 240</b>	<b>5 240</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Sicav et FCP	183 612	184 895	—	—	32 115	32 159
Certificats de dépôts & bons de capitalisation	5 594	5 594	—	—	23 463	23 463
Autres valeurs mobilières de placement	—	—	10	53	10	33
	<b>189 206</b>	<b>190 489</b>	<b>10</b>	<b>53</b>	<b>55 588</b>	<b>55 655</b>
Actions empruntées <sup>(2)</sup>	226 765	N/A	—	—	—	—
	<b>421 211</b>	<b>195 729</b>	<b>10</b>	<b>53</b>	<b>55 588</b>	<b>55 655</b>

(1) Actions affectées à l'exercice des options d'achat d'actions consenties dans le cadre des programmes de stock-options.

(2) Actions prêtées par Trief Corporation et Figemu.

## Note 5

### Provisions pour risques et charges

en milliers d'euros	31.12.2002	30.06.2001	30.06.2000
Provision pour pensions et obligations similaires	20 233	1 655	1 875
Impôts différés du fait du régime de l'intégration fiscale (voir note 15)	8 559	—	—
Autres risques et charges	164 916	366	450
	<b>193 708</b>	<b>2 021</b>	<b>2 325</b>

### Analyse de la variation des provisions

en milliers d'euros	30.06.2001	Fusion/ absorption <sup>(2)</sup>	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice utilisées	Reprises de l'exercice non utilisées	31.12.2002
Provision pour pensions et obligations similaires	1 655	16 622	1 956	—	—	20 233
Impôts différés (intégration fiscale)	—	32 232	5 207	265	28 615	8 559
Autres risques et charges <sup>(1)</sup>	366	2 434	164 044	1 928	—	164 916
	<b>2 021</b>	<b>51 288</b>	<b>171 207</b>	<b>2 193</b>	<b>28 615</b>	<b>193 708</b>
Résultat d'exploitation			1 956	—	—	
Résultat Financier			—	—	—	
Résultat exceptionnel			169 251	2 193	28 615	
			<b>171 207</b>	<b>2 193</b>	<b>28 615</b>	

(1) Dont au 31 décembre 2002 : 164 017 liés au risque sur actions Cap Gemini Ernst & Young.  
(2) Conséquences de la fusion CGIP/Marine-Wendel 47 833 et de l'absorption de GIP SA 3 455.

# Notes sur le bilan

## Note 6

### Dettes financières

en milliers d'euros	31.12.2002	30.06.2001	30.06.2000
Emprunt obligataire 3,75% 2002-2005 & intérêts courus	417 998	—	—
Emprunt auprès des établissements de crédit & intérêts courus	400 852	30 018	—
Intérêts courus sur vente à réméré	12 481	—	—
Emprunt de titres	226 765	—	—
Dettes rattachées à des participations	651 177	—	—
<i>Dont : Sofiservice</i>	<i>231 497</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>Solfur</i>	<i>5 039</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>Figemu</i>	<i>199 199</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>Compagnie Financière de la Trinité</i>	<i>12 251</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>Trimo-Participations</i>	<i>4 575</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>Simfor</i>	<i>2 618</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>Trief Corporation</i>	<i>54 182</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>Winvest 1</i>	<i>76 121</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>Oranje-Nassau</i>	<i>65 576</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>Autres</i>	<i>119</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
Autres dettes financières	222	—	—
	<b>1 709 495</b>	<b>30 018</b>	<b>0</b>
<i>Dont : à moins d'un an</i>	<i>878 164</i>	<i>30 000</i>	<i>—</i>
<i>de 1 à 5 ans</i>	<i>808 800</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>charges à payer</i>	<i>22 531</i>	<i>18</i>	<i>—</i>

## Note 7

### Autres dettes

en milliers d'euros	31.12.2002	30.06.2001	30.06.2000
Fournisseurs	782	195	139
Dettes fiscales et sociales	6 528	168	11 429
Bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young <sup>(1)</sup>	81 362	—	—
Plus-value sur titres Cap Gemini Ernst & Young neutralisée <sup>(2)</sup>	123 842	—	—
Autres	37 797	17 519	6 425
	<b>250 311</b>	<b>17 882</b>	<b>17 993</b>

(1) Le 29 mai 2001, CGIP a procédé à une attribution de bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young. Ces bons donnent droit, en cas d'exercice, à l'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young détenues par CGIP au prix de 143 €, 10 bons permettant l'acquisition d'une action et ce jusqu'au 31 mars 2003. Courant 2002, WENDEL Investissement a racheté sur le marché 1 997 370 bons qu'elle a annulés. Le solde au 31 décembre 2002 représente 30 134 188 bons à 2,70 € (valeur d'attribution).

(2) Au 31 décembre 2002, le solde de l'opération de vente à réméré conclue en janvier 2002 porte sur un montant nominal de 339 916. Au 31 décembre 2002, cette opération entraîne la sortie de 4 562 627 actions Cap Gemini Ernst & Young de l'actif du bilan. Le résultat de cession a été conformément à la réglementation comptable neutralisé dans un compte d'attente.

## Note 8

### Instruments financiers

Dans le cadre de la gestion de sa participation Cap Gemini Ernst & Young, WENDEL Investissement a passé différents contrats d'options. Le compte de résultat au 31 décembre 2002 enregistre les moins-values latentes pour 55 484 milliers d'euros, constatées par différence entre la valeur de marché

de ces options au 31 décembre 2002 et leur valeur comptable, mais n'enregistre pas les plus-values latentes de 36 055 milliers d'euros. Les échéances de ces options se répartissent sur le 1<sup>er</sup> semestre 2003, l'échéance la plus lointaine étant fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2003.

# Notes sur le bilan

## Note 9

### Engagements hors bilan

en milliers d'euros	31.12.2002	30.06.2001	30.06.2000
Engagements reçus	—	—	—
Engagements donnés	659 115	—	—
<b>Engagements donnés</b>			
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles (valeur de marché des actifs donnés en garantie) :			
• Montant de la garantie donnée au titre de la vente à réméré portant sur des actions Cap Gemini Ernst & Young	373 908	—	—
• Séquestre d'actions Valeo dans le cadre de l'obligation échangeable en actions Valeo	218 270	—	—
• Actions Cap Gemini Ernst & Young sous séquestre au titre des bons d'acquisition distribués	65 643	—	—
Autres engagements donnés			
• Engagements de rachat d'actions Wheelabrator Allevard (filiale 100 %) aux bénéficiaires de plans de stock options	1 294	—	—

# Notes sur le résultat

## Note 10

### Produits de titres de participation

en milliers d'euros	2001/2002	2000/2001	1999/2000
<b>Dividendes de :</b>			
Oranje-Nassau	20 500	—	—
Cap Gemini Ernst & Young	4 474	—	—
Valeo	—	—	—
Bureau Veritas	4 135	—	—
Trief Corporation	4 788	—	—
Figemu	—	—	—
Sofiservice	—	—	—
Solfur	2 937	—	—
CGIP (actions)	35 104	35 104	31 594
CGIP (bons)	—	94 782	—
Simfor	1 099	115	198
Compagnie Financière de la Trinité	24 678	5 053	—
Stallergènes	462	462	462
Alpha Taitbout BV	—	—	1 847
SCI Ségur	—	—	547
Wheelabrator Allevard	6 021	—	—
Sofu	500	—	—
Divers	18	—	—
	<b>104 716</b>	<b>135 516</b>	<b>34 648</b>
<b>Dont acompte sur dividende :</b>			
<i>Compagnie Financière de la Trinité</i>	<i>8 509</i>	—	—
<i>CGIP (actions) - acompte 2001</i>	<i>35 104</i>	—	—
<i>Sofu</i>	<i>500</i>	—	—

# Notes sur le résultat

## Note II

### Autres produits et charges financiers

en milliers d'euros	2001/2002	2000/2001	1999/2000
<b>Produits</b>			
Produits des valeurs mobilières de placement	300	1	4
Produits des créances de l'actif immobilisé	5 642	490	19
Produits des placements de trésorerie	20 322	1 590	4 328
Reprise de provisions	64 592	—	—
	<b>90 856</b>	<b>2 081</b>	<b>4 351</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>962</i>	<i>156</i>	<i>185</i>
<b>Charges</b>			
Intérêts des obligations	24 768	—	—
Autres intérêts et charges assimilées	109 454	463	466
Dotation aux provisions	4 068	64 592	—
	<b>138 290</b>	<b>65 055</b>	<b>466</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>7 815</i>	<i>380</i>	<i>156</i>

## Note 12

### Produits d'exploitation

en milliers d'euros	2001/2002	2000/2001	1999/2000
Locations immobilières	497	—	—
Prestations facturées aux filiales	2 516	265	328
Autres produits	151	—	—
Reprises de provisions	—	220	—
	3 164	485	328

## Note 13

### Rémunération et effectif

Le montant des rémunérations allouées par la Société, au titre de l'exercice 2001/2002, aux mandataires sociaux s'élève à 1 616 milliers d'euros.

Les jetons de présence versés aux administrateurs s'élèvent à 391 milliers d'euros au cours de l'exercice 2001/2002 (incluant 101 milliers d'euros versés par CGIP), contre 89 et 91 milliers d'euros respectivement en 2001 et 2000.

### Effectif moyen

en milliers d'euros	2001/2002	2000/2001	1999/2000
Cadres	15	3	4
Employés	16	3	3
	31	6	7



# Notes sur le résultat

## Note 14

### Résultat exceptionnel de l'exercice 2001/2002

en milliers d'euros	Produits exceptionnels			Charges exceptionnelles			Soldes exercice 2001/2002
	Opérations de gestion	Plus- values de cessions	Reprises de provisions	Opérations de gestion	Moins- values de cessions	Dotations aux provisions	
<b>1. Cessions d'actifs</b>							
Immobilisations corporelles							
• Terrains		4					4
• Autres immobilisations corporelles		20			1		19
Immobilisations financières							
• Actions Cap Gemini Ernst & Young (CGEY)				17 258		140 864	- 158 122
• Actions Figemu						64 000	- 64 000
• Actions Trimo-Participations			321				321
• Actions Valeo		39 552					39 552
• Actions Bureau Veritas		173 107					173 107
• Actions Sofu		25 240					25 240
• Actions Stallergènes		28 137					28 137
• Actions Boucle Locale Radio BV		5 963					5 963
• Actions GIP SA		41 559					41 559
• Actions Figema					29		- 29
• Autres immobilisations financières					66		- 66
<b>2. Autres opérations exceptionnelles</b>							
• Liées à l'intégration fiscale			28 880			5 207	23 673
• Sur annulation bons CGEY	5 368						5 368
• Liées à CGEY			1 891	14 151		164 017	- 176 277
• Autres	5 098		37	13 698		28	- 8 591
	10 466	313 582	31 129	27 849	17 354	374 116	- 64 142

## Note 15

### Impôt de l'exercice 2001/2002

L'impôt s'analyse ainsi :

Bases imposables aux taux de	33,33 %	19,00 %	
Au titre du résultat courant 2002	- 62 199	-	
Au titre du résultat exceptionnel 2002	- 19 956	- 51 084	
	- 82 155	- 51 084	
Impôt correspondant	-	-	-
+ contributions 3 % et 3,3 %			-
- déduction au titre des avoirs fiscaux			-
- incidence de l'intégration fiscale			- 15 849
<b>Impôt comptabilisé au compte de résultat</b>			<b>- 15 849</b>

La Société a opté pour le régime fiscal des groupes de sociétés prévu aux articles 223 A à U du Code général des impôts. Les conventions d'intégration fiscale conclues entre la société et ses filiales, prévoient que chaque société contribue à l'impôt du Groupe à raison de son résultat dans les mêmes conditions que celles qui auraient été applicables en l'absence d'intégration fiscale. Il en résulte pour WENDEL Investissement une différence entre l'impôt exigible et celui qui serait dû en l'absence d'intégration fiscale.

Au 31 décembre 2002, cette réduction temporaire d'impôt exigible s'élève à 8 559 milliers d'euros et a été portée en provision pour risques et charges (voir note 5).

Le périmètre d'intégration fiscale 2002 regroupe, outre WENDEL Investissement qui en est la société-mère, les sociétés : Sofiservice, Solfur, Coba, Lormétal, Figemu, Wheelabrator Allevard, Samedia, Poudres et Grenailles Métalliques, Trimo-Participations, Simfor et Compagnie Financière de la Trinité.

# Inventaire du portefeuille

	Nombre de titres détenus	Participation en %	Valeur d'inventaire (milliers d'euros)
<b>Titres de participation</b>			
<b>Filiales (capital détenu à plus de 50 %)</b>			
<b>a) françaises</b>			
Figemu	20 767 520	100,00 %	608 144
Sofiservice	3 248 493	99,99 %	135 088
Solfur	124 994	99,99 %	14 982
Compagnie Financière de la Trinité	2 021 155	100,00 %	15 607
Simfor	10 000	100,00 %	302
Trimo-Participations	12 473 601	100,00 %	49 894
Wheelabrator Allevard	1 731 248	100,00 %	194 760
Winvest 1	5 635 696	100,00 %	180 350
Winbond	376 189 599	100,00 %	376 190
<b>b) étrangères</b>			
Oranje-Nassau	1 943 117	100,00 %	238 319
Trief Corporation	2 399	99,96 %	107 828
<b>Participations (capital détenu à plus de 5 %)</b>			
Cap Gemini Ernst & Young	5 921 825 *	4,72 %	280 442
Nouvelle bioMérieux Alliance	3 530 467	34,74 %	429 093
<b>Autres filiales et participations</b> (dont la valeur d'inventaire est inférieure à 100 000 €)			
Actions françaises			269
			<b>2 631 268</b>
<b>Autres titres immobilisés</b>			
Safet Embamet	1 972	5,62 %	271
Autres actions françaises			33
Trief Corporation (obligations)			307 125
			<b>307 429</b>

\* Hors titres cédés dans l'opération de vente à réméré.

# Résultats

## des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice 1997/1998	Exercice 1998/1999	Exercice 1999/2000	Exercice 2000/2001	Exercice 2001/2002
<b>1. Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social <sup>(1)</sup>	139 464	132 452	141 195	141 195	223 727
Nombre d'actions ordinaires existantes	9 148 270	8 688 270	17 649 370 <sup>(6)</sup>	17 649 370	55 931 687 <sup>(8)</sup>
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
• par levée d'options	–	–	–	–	1 126 138
<b>2. Opérations et résultat de l'exercice <sup>(1)</sup></b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 030	554	584	477	3 164
Revenus des titres de participation	24 428	28 623	34 971	136 014	104 716
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	26 193	123 523 <sup>(5)</sup>	83 949 <sup>(7)</sup>	135 206	261 884
Impôts sur les bénéfices	223	8 040	11 565	– 4 998	– 15 849
Résultat net	26 506	115 587	71 908	30 269	– 7 173
Résultat distribué	25 166 <sup>(3)</sup>	31 285	35 299	38 829	94 761 <sup>(2)</sup>
dont acompte sur dividende					38 829
<b>3. Résultat par action (en euros)</b>					
Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	2,84	13,29	4,10	7,94	4,97
Résultat net	2,90	13,30	4,07	1,72	– 0,13
Dividende net	2,90	3,60	2,00	2,20	2,10 <sup>(9)</sup>
dont acompte sur dividende					1,10 <sup>(9)</sup>
<b>4. Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	7	7	7	7	31
Montant de la masse salariale de l'exercice <sup>(1)</sup>	550	624	694	636	5 736
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) <sup>(1)</sup>	2 145 <sup>(4)</sup>	447	303	252	2 269

(1) En milliers d'euros.

(2) Y compris l'autodétention.

(3) Après rachat de 460 000 actions (OPRA du 31 juillet 1998) : 8 688 270 actions x 2,90 €.

(4) Dont au titre de l'externalisation des engagements de retraites des anciens salariés : 1 778.

(5) Dont plus-values de cessions : Stallergènes : 30 303, CGIP (OPRA) : 65 610.

(6) Après annulation de 665 829 actions, division par deux du nominal et attribution gratuite de 1 604 488 actions.

(7) Dont plus-values de cessions : Reynolds : 38 140, Alpha Taitbout BV : 4 556, SCI Ségur : 4 593, SCI Stallergènes Antony : 47.

(8) Après division par deux du nominal, annulation d'actions dans le cadre d'une offre publique et émission d'actions lors de l'Assemblée de fusion CGIP / Marine-Wendel.

(9) Après division par deux du nominal de l'action.

# Filiales et participations

## au 31 décembre 2002

	Capital	Autres capitaux propres (résultat inclus)	% du capital détenu
(en milliers d'euros)			
<b>Renseignements détaillés</b>			
(sur les filiales et participations dont la valeur nette comptable est supérieure à 1% du capital social de WENDEL Investissement)			
<b>Filiales (50 % au moins du capital détenu)</b>			
<b>françaises</b>			
Figemu	332 280	75 992	100,00 %
Sofiservice	51 976	159 642	99,99 %
Solfur	2 000	15 302	99,99 %
Compagnie Financière de la Trinité	15 159	2 937	100,00 %
Simfor	230	2 236	100,00 %
Trimo-Participations	24 947	- 20 355	100,00 %
Wheelabrator Allevar	27 714	103 797	100,00 %
Winvest 1	90 171	90 162	100,00 %
Winbond	376 190	1 131	100,00 %
<b>étrangères</b>			
Oranje-Nassau	8 744	194 183	100,00 %
Trief Corporation	60 000	46 191	100,00 %
<b>Participations (5 % à 50 % du capital détenu)</b>			
Cap Gemini Ernst & Young	1 004 000	2 501 000	4,72 % *
Nouvelle bioMérieux Alliance	101 635	263 273	34,74 %

### Renseignements globaux

Filiales françaises

Filiales étrangères

Participations françaises

Participations étrangères

\* Hors titres cédés dans l'opération de vente à réméré.

Valeurs brutes comptables des titres détenus	Valeurs nettes comptables des titres détenus	Cautions données	Prêts consentis par WI	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés par WI au cours de l'exercice
608 144	407 878	–	–	–	– 72 419	–
135 088	135 088	–	–	–	68 110	–
14 982	14 982	–	–	–	2 590	2 937
15 607	15 607	–	–	–	8 675	24 678
302	302	–	–	–	669	1 099
49 894	4 592	–	–	–	– 1 492	–
194 760	194 760	–	–	287 863	1 724	6 021
180 350	180 350	–	–	–	– 9	–
376 190	376 190	–	–	–	1 131	–
238 319	238 319	–	–	189 940	341 110	20 500
107 828	107 828	–	–	–	– 186 463	4 788
280 442	139 577	–	–	7 047 000	– 514 000	4 474
429 093	429 093	–	–	945 222	33 362	–
269						
–						
–						
–						

# Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2002)

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2002, d'une durée de dix-huit mois (du 1<sup>er</sup> juillet 2001 au 31 décembre 2002), sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société WENDEL Investissement (anciennement "Marine-Wendel"), établis en euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons

que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## 2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 5 mai 2003

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

François Carrega

PricewaterhouseCoopers Audit

Daniel Chauveau

# Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

(Exercice de dix-huit mois clos le 31 décembre 2002)

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **1. Avec les Sociétés Lorraine de Participations Sidérurgiques (SLPS), Gérance de Valeurs Mobilières (Sogeval) et Wendel-Participations**

### *Administrateurs concernés*

MM. Seillière, Leclerc de Hauteclocque  
et de Moustier.

### *Nature et objet*

Votre Société a conclu le 15 mai 2002 une convention avec les sociétés familiales contrôlant le groupe qui autorise à faire figurer le nom patronymique "WENDEL" dans sa dénomination sociale et son nom commercial, et ce dans le cadre des activités entrant dans son objet social.

### *Modalités*

L'autorisation d'utilisation du nom patronymique "WENDEL" est conférée à titre gratuit.

## **2. Avec Wendel-Participations**

### *Administrateurs concernés*

MM. Leclerc de Hauteclocque et  
de Moustier.

### *Nature et objet*

Votre Société a conclu une convention de licence de marque par laquelle Wendel-Participations concède à votre Société la licence exclusive d'exploitation de la marque WENDEL Investissement.

### *Modalités*

La licence a été accordée à titre gratuit.



### 3. Avec Trief Corporation

#### *Administrateurs concernés*

MM. Janodet et Lafonta.

#### *Nature et objet*

Dans le cadre de l'accord entre votre Société et M. John Mac Bain du 29 novembre 2002, un "Acte de Novation" a été conclu en date du 31 décembre 2002 entre votre Société et les Sociétés Trief Corporation, Tewina BV filiale néerlandaise du Groupe Floscule (contrôlé par M. John Mac Bain) et une institution financière.

#### *Modalités*

Aux termes de cette convention, les parties acceptent que les droits et obligations reconnus à votre Société aux termes du "Put Option Agreement" intervenu le 30 novembre 2002 avec effet rétroactif au 29 novembre 2002 entre votre Société et Tewina BV et portant sur un engagement d'achat d'actions Trader Classified Media, fassent l'objet d'une novation au profit de Trief Corporation.

La novation emporte (i) libération totale de la société au titre de ses obligations prévues dans le "Put Option Agreement" et (ii) transfert de tous les droits au profit de Trief Corporation.

### 4. Avec Sofiservice

#### *Administrateurs concernés*

MM. Janodet, Leclerc de Hauteclocque et de Mitry.

#### *Nature, objet et modalités*

Dans le cadre de la réorganisation des participations du Groupe WENDEL Investissement, votre Société a procédé aux

opérations suivantes avec Sofiservice, filiale à 100 % de la société :

- Acquisition le 23 décembre 2002 de 867 actions de Trief Corporation par votre Société auprès de Sofiservice au prix de EUR 40 250 par action.
- Acquisition le 16 décembre 2002 de 1 384 799 actions Bureau Veritas par votre Société auprès de Sofiservice au prix de EUR 77,42 par action.
- Acquisition le 16 décembre 2002 de 3 112 271 actions Figemu par votre Société auprès de Sofiservice au prix de EUR 20,32 par action, calculé sur la base de l'actif net de la société avec un cours de l'action Valeo correspondant à la moyenne du cours de clôture des 21 jours de bourse précédant le 30 novembre 2002.
- Acquisition le 16 décembre 2002 de 1 875 actions de SOFE par votre Société auprès de Sofiservice au prix de EUR 30,49 par action.

### 5. Avec Oranje-Nassau Groep BV

#### *Administrateurs concernés*

MM. Seillière, Lafonta, Janodet et de Mitry.

#### *Nature, objet et modalités*

Dans le cadre de la réorganisation des participations du Groupe WENDEL Investissement, votre Société a signé les conventions suivantes avec Oranje-Nassau Groep BV, filiale à 100 % de la société :

- Une convention du 31 décembre 2002 par laquelle votre Société cède à Oranje-Nassau Groep BV 4 278 944 actions Bureau Veritas et 224 997 actions de catégorie A de SOFU aux prix respectifs de EUR 77,42 par action et EUR 143,34 par action.

Par cette convention, il est également prévu que les engagements de votre Société concernant le rachat des actions issues des options de souscription accordées aux cadres et dirigeants de Bureau Veritas soient également repris par Oranje-Nassau Groep BV.

- Une convention du 31 décembre 2002 par laquelle Oranje-Nassau Groep BV cède à votre Société 3 530 467 actions Nouvelle bioMérieux Alliance au prix de EUR 121,54 par action.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours d'un exercice antérieur, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

#### **Avec la Société Stallergènes**

##### *Nature et objet*

Convention portant sur la gestion administrative et fiscale de la Société Stallergènes.

##### *Modalités*

Le montant de la commission versée à votre Société est de EUR 114 329 par an.

Le 5 mai 2003

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

François Carrega

PricewaterhouseCoopers Audit

Daniel Chauveau

# Rapport des Commissaires aux comptes sur la réduction de capital en cas d'annulation d'actions achetées avec délégation au Conseil d'administration

Assemblée générale mixte du 27 mai 2003

(Huitième résolution)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la Société WENDEL Investissement (anciennement Marine-Wendel) et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209, al. 4, du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation des actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences conduisant à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'opération d'achat par votre Société, dans la limite de 10 % de son capital, de ses propres actions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-209, al. 4, du Code de

commerce. Cette autorisation d'achat est proposée par ailleurs à l'approbation de votre assemblée générale (septième résolution) et serait donnée pour une période de dix-huit mois.

Votre Conseil vous demande de lui déléguer, pour une période de vingt-quatre mois, et au titre de la mise en œuvre de l'autorisation d'achat par votre Société de ses propres actions, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, les actions ainsi achetées.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction de capital envisagée, étant rappelé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre Société, de ses propres actions.

Le 5 mai 2003

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

François Carrega

PricewaterhouseCoopers Audit

Daniel Chauveau

# Rapport des Commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée aux salariés et mandataires sociaux adhérents du plan d'épargne Groupe

Assemblée générale mixte du 27 mai 2003

(Neuvième résolution)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et L. 225-138 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital réservée d'un montant maximal de EUR 250 000, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation de capital, qui est soumise à votre approbation en application des dispositions de l'article L. 225-129 VII du Code de commerce, est réservée aux salariés et mandataires sociaux de WENDEL Investissement (anciennement Marine-Wendel) et des sociétés ou groupements qui lui sont liés adhérents du plan d'épargne Groupe mis en place.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer le soin d'arrêter les modalités de cette opération et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier les modalités de détermination du prix d'émission.

Conformément aux dispositions de l'article L. 443-5 du Code du travail, le prix

d'émission de ces nouvelles actions serait égal à la moyenne des cours cotés lors des vingt séances du marché réglementé en France sur lequel les actions de la société sont admises aux négociations, précédant le jour de la décision du conseil d'administration fixant la date d'ouverture des souscriptions, avec une réduction n'excédant pas 20 %.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission données dans le rapport du conseil d'administration. Le montant du prix d'émission n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation de capital sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dont le principe entre cependant dans la logique de l'opération soumise à votre approbation.

Conformément à l'article 155-2 du décret du 23 mars 1967, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation de l'augmentation de capital par votre Conseil d'administration.

Le 5 mai 2003

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit  
François Carrega

PricewaterhouseCoopers Audit  
Daniel Chauveau

# Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'ouverture d'options d'achat ou de souscription d'actions au bénéfice des mandataires sociaux et des cadres salariés du Groupe

Assemblée générale mixte du 27 mai 2003

(Dixième résolution)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-177 du Code de commerce et par l'article 174-19 du décret du 23 mars 1967, nous avons établi le présent rapport sur l'ouverture d'options d'achat ou de souscription d'actions au bénéfice des mandataires sociaux et des cadres salariés du groupe de la société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce.

Il appartient à votre conseil d'administration d'établir un rapport sur les motifs de l'ouverture des options d'achat ou de souscription d'actions ainsi que sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat. Il nous appartient de donner notre avis sur

les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier que les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat sont mentionnées dans le rapport du conseil d'administration, qu'elles sont conformes aux dispositions prévues par les textes, de nature à éclairer les actionnaires et qu'elles n'apparaissent pas manifestement inappropriées.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités proposées.

Le 5 mai 2003

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

François Carrega

PricewaterhouseCoopers Audit

Daniel Chauveau

# Résolutions

## Exposé des motifs

### PARTIE ORDINAIRE

#### 1. Comptes de l'exercice 2001-2002, dividende et conventions réglementées

La **première résolution** a pour objet d'approuver les comptes sociaux de WENDEL Investissement arrêtés sur une période de 18 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2001 au 31 décembre 2002. Ces comptes se soldent par un déficit de 7,17 millions d'euros.

La **deuxième résolution** vise à approuver les comptes consolidés du groupe WENDEL Investissement arrêtés sur une période de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 31 décembre 2002 et à se conformer ainsi à l'obligation légale introduite par la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001. Ces comptes se soldent par un déficit de 649,56 millions d'euros part du Groupe.

La **troisième résolution** a pour objet de prélever 100 millions d'euros sur le compte prime de fusion pour virer cette somme au compte report à nouveau.

La **quatrième résolution** propose d'affecter le résultat de l'exercice 2001-2002 et le montant du report à nouveau, dont l'ensemble forme un montant distribuable à la disposition de l'assemblée générale de 118 millions d'euros.

L'affectation qui est proposée est la suivante :

- 90,92 millions d'euros répartis entre les actionnaires sous la forme d'un dividende de 2,10 € par action sous déduction de l'acompte mis en paiement en juin 2002 ;
- 27,07 millions d'euros reportés à nouveau.

Ce dividende de 2,10 € par action inclut l'acompte versé en juin 2002 (qui s'élevait à 2,20 € par action de 8 € de nominal avant division du nominal par deux, soit 1,10 € par action de 4 € de nominal). Il sera donc mis en paiement à compter du 2 juin 2003 un dividende net de 1 € par action existante au 31 décembre 2002.

Ce dividende net de 1 € est assorti d'un avoir fiscal au taux de 50 % égal à 0,50 €, étant rappelé que pour certaines personnes morales, l'avoir fiscal est désormais égal à 10 % du montant versé.

La **cinquième résolution** est relative aux conventions réglementées visées par l'article L. 225-38 du Code de commerce autorisées par le Conseil d'administration au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2001 au 31 décembre 2002 et qui font l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes.

#### 2. Conseil d'administration : ratification de la cooptation d'un administrateur

La **sixième résolution** propose de ratifier la cooptation de Monsieur Grégoire Olivier en qualité d'administrateur (en remplacement de Monsieur Nicolas ver Hulst) pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2006.

# Résolutions

## Exposé des motifs

### 3. Rachat d'actions

La **septième résolution** est destinée à renouveler l'autorisation de rachat d'actions qui avait été conférée par l'assemblée générale mixte du 13 juin 2002 et dont le Conseil d'administration n'a pas fait usage.

Cette résolution vise à autoriser la Société à acquérir ses propres actions dans la limite légale de 10 % du nombre d'actions composant le capital social (soit à ce jour, 5 593 168 actions) avec fixation d'un prix maximal d'achat de 60 € par action et d'un prix de vente minimal de 10 € par action.

Cette autorisation serait donnée pour une durée de 18 mois.

Une note d'information visée par la COB a été établie préalablement à l'assemblée générale.

Le prix de souscription serait fixé dans les conditions et limites fixées par la législation en vigueur. En conséquence, actuellement, ce prix ne pourrait être supérieur à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur à cette moyenne diminuée de la décote maximale admise par la loi, soit actuellement 20 %.

Cette autorisation, qui emporte renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions, serait valable pour une durée de cinq ans à compter de l'assemblée générale et rendrait caduque, à hauteur des montants non utilisés, toute résolution précédente de même nature.

### Autorisation d'attribution d'options de souscription et d'achat d'actions

La **dixième résolution** vise à renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions à certains membres du personnel et mandataires sociaux du groupe WENDEL Investissement dans la limite de 560 000 actions.

Le prix de souscription ou d'achat serait fixé dans le cadre des dispositions légales en vigueur sans être cependant inférieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de l'attribution.

Cette autorisation, qui emporte renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre lors des levées d'options, serait valable pour une durée de 26 mois à compter de l'assemblée générale et rendrait caduque, à hauteur des montants non utilisés, toute résolution précédente de même nature.

## PARTIE EXTRAORDINAIRE

### 4. Annulation d'actions

La **huitième résolution** vise à autoriser le Conseil d'administration à annuler tout ou partie des actions acquises dans les conditions prévues par la septième résolution dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois et de réduire corrélativement le capital social.

### 5. Renouvellement des autorisations financières

#### Développement de l'actionnariat salarié

La **neuvième résolution** vise à renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'administration d'augmenter le capital de la Société au profit des salariés du Groupe dans le cadre d'un plan épargne Groupe pour un montant nominal maximal de 250 000 euros.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale des opérations réalisées en vertu de cette autorisation.

**Augmentation de capital en période d'offre publique sur les titres de la Société**

La **onzième résolution** a pour objet de maintenir en période d'offre publique d'achat ou d'échange portant sur les titres de la Société, les autorisations d'augmenter le capital prévues aux dixième, onzième et douzième résolutions de l'assemblée générale mixte du 13 juin 2002.

Cette résolution serait valable jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

Enfin, la **douzième résolution** concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des formalités de publications et des formalités légales.



# Résolutions

## A - Résolutions à caractère ordinaire

### Première résolution

*(Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2001-2002)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,  
– connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration,  
– après avoir entendu la lecture du rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> juillet 2001 et clos le 31 décembre 2002 de WENDEL Investissement, tels qu'ils lui ont été présentés par le Conseil d'administration, qui se soldent par un déficit de 7 172 706,63 €.

### Deuxième résolution

*(Approbation des comptes consolidés de l'année 2002)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,  
– connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe,  
– après avoir entendu la lecture du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et le 31 décembre 2002,  
approuve les comptes consolidés de WENDEL Investissement pour l'année 2002, tels qu'il lui ont été présentés par le Conseil d'administration.

### Troisième résolution

*(Prélèvement sur la prime de fusion)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,  
– sur la proposition du Conseil d'administration,  
décide de prélever sur le poste prime de fusion un montant de 100 000 000 € pour le virer au report à nouveau dont le solde bénéficiaire sera ainsi porté de 25 177 211,48 € à 125 177 211,48 €.

### Quatrième résolution

*(Affectation du résultat – Dividende)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,  
– sur la proposition du Conseil d'administration,

1. décide d'affecter le résultat de l'exercice 2001-2002 qui se traduit :  
par un déficit de ..... (7 172 706,63) €  
compensé par  
le report à nouveau  
qui s'élève à ..... 125 177 211,48 €  
formant un bénéfice  
distribuable de ..... 118 004 504,85 €

de la manière suivante :

– aux actionnaires,  
un montant de ..... 90 929 212,20 €  
afin de servir  
un dividende de  
2,10 € par action  
diminué de l'acompte  
sur dividende de  
1,10 € par action  
distribué en juin 2002  
ce qui représente  
un dividende net  
de 1,00 € par action  
existante au  
31 décembre 2002  
– et pour le solde  
au report à nouveau,  
un montant de ..... 27 075 292,65 €

2. décide que ce dividende net de 1,00 € par action sera mis en paiement le 2 juin 2003, date du détachement ;

3. considérant que les 228 302 actions WENDEL Investissement autodétenues ne peuvent pas ouvrir droit à ce dividende, décide que le montant correspondant non mis en paiement sera affecté au report à nouveau ;

4. donne acte au Conseil d'administration du rappel des distributions qui ont été effectuées au titre des trois derniers exercices clos, lesquelles forment, avec le dividende qui vient d'être décidé au titre de l'exercice 2001-2002, l'ensemble résumé dans le tableau ci-dessous :

Exercice social	Nombre d'actions à la fin de l'exercice social	Dividende net par action	Avoir fiscal par action <sup>(b)</sup>	Revenu global par action	Dividende global
Actions de 16 € nominal <b>1998-1999</b>	8 688 270 <sup>(a)</sup>	3,60 <sup>(a)</sup>	1,80 <sup>(a)</sup>	5,40 <sup>(a)</sup>	31 285 120,43 <sup>(a)</sup>
Actions de 8 € nominal <b>1999-2000</b>	17 649 370 <sup>(c)</sup>	2,00 <sup>(a)</sup>	1,00 <sup>(a)</sup>	3,00 <sup>(a)</sup>	32 298 740,00 <sup>(a)</sup>
<b>2000-2001</b>	17 649 370 <sup>(a)</sup>	2,20 <sup>(a)</sup>	1,10 <sup>(a)</sup>	3,30 <sup>(a)</sup>	38 828 614,00 <sup>(a)</sup>
Actions de 4 € nominal <b>2001-2002</b>	55 931 687 <sup>(d)</sup>	2,10 <sup>(e)</sup>	1,05 <sup>(e)</sup>	3,15 <sup>(e)</sup>	90 929 212,20

(a) Compte tenu des actions autodétenues au moment de la distribution, les dividendes se sont élevés à 28 887 572,88 €.

(b) Le taux de l'avoir fiscal est de 50 % du dividende net (toutefois, dans le cas où le bénéficiaire est une personne morale ne bénéficiant pas du régime fiscal dit des "sociétés mères", le taux de l'avoir fiscal est de 10 %).

(c) Après les annulations de 464 770 actions le 7 octobre 1999 et de 201 059 actions le 10 décembre 1999, division par deux du nominal le 31 janvier 2000 et attribution gratuite d'une action pour dix le 7 avril 2000.

(d) Après division par deux du nominal le 13 juin 2002 et augmentation du nombre d'actions en vue de rémunérer les apports effectués dans le cadre de la fusion avec CGIP.

(e) Soit un dividende de 1,00 € auquel s'ajoute un montant de 1,10 € par action correspondant à la moitié de l'acompte sur dividende de 2,20 € par action (avant division du nominal par deux) versé aux actionnaires de Marine-Wendel préalablement à la fusion.

# Résolutions

## Cinquième résolution

*(Conventions réglementées)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, – après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, approuve les conventions et opérations intervenues entre le 1<sup>er</sup> juillet 2001 et le 31 décembre 2002, qui sont mentionnées dans ce rapport.

## Sixième résolution

*(Ratification de la cooptation d'un administrateur)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, – sur la proposition du Conseil d'administration, ratifie la cooptation, effectuée par le Conseil d'administration du 29 janvier 2003, de Monsieur Grégoire Olivier comme administrateur, en remplacement de Monsieur Nicolas ver Hulst, pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2006.

## Septième résolution

*(Rachat d'actions)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, – connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et de la note d'information visée par la commission des opérations de Bourse, – et conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce,

1. autorise le Conseil d'administration à faire acheter par la Société ses propres actions dans la limite d'un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du nombre d'actions composant le capital social, soit à ce jour 5 593 168 actions ;
2. décide que lesdits achats pourront être effectués à tout moment, y compris en période d'offre publique, en une ou plusieurs fois, par tout moyen dans le respect de la réglementation en vigueur, notamment, par achat en Bourse ou de gré à gré, par achat de blocs, par offre publique d'achat ou d'échange ou par l'utilisation de mécanismes optionnels ou instruments dérivés ;

3. décide que les actions de la Société, dans la limite ci-dessus fixée, pourront être rachetées sur décision du Conseil d'administration, en vue :

- d'annuler les titres afin notamment d'accroître la rentabilité des fonds propres et le résultat par action ;
- de régulariser le cours de Bourse en intervenant systématiquement en contre tendance ;
- d'intervenir sur le titre en fonction des situations de marché ;
- d'attribuer des actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce, notamment pour le service des options d'achat d'actions ou au titre du plan épargne Groupe ;
- de remettre des actions à titre d'échange, en particulier dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- de livrer des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société ;
- d'optimiser la gestion patrimoniale et financière de la Société.

et à ces fins, soit de conserver les actions rachetées, soit de les céder ou les transférer par quelque moyen que ce soit dans le respect de la réglementation en vigueur, et notamment par cession en Bourse ou de gré à gré, par offre

publique de vente ou d'échange, par l'utilisation de mécanismes optionnels ou instruments dérivés, soit de les annuler sous réserve de l'adoption de la huitième résolution soumise à la présente Assemblée ;

4. fixe à 60 € par action le prix maximal d'achat, soit un montant maximal d'achat de 335 590 080 €, et à 10 € par action le prix minimal de vente, sous réserve d'ajustements de ces prix d'achat ou de vente et du nombre d'actions visé ci-dessus en cas d'opérations sur le capital de la Société ;

5. donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour passer tous ordres en Bourse, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations et formalités et d'une manière générale faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation ;

6. fixe à dix-huit mois à compter de la présente Assemblée générale la durée de la présente autorisation, qui remplace désormais celle donnée par la dix-huitième résolution de l'Assemblée générale mixte du 13 juin 2002.

# Résolutions

## B - Résolutions à caractère extraordinaire

### Huitième résolution

*(Autorisation au Conseil d'administration de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,
- après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

1. autorise le Conseil d'administration, conformément à l'article L.225-209 du Code de commerce, à annuler, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, tout ou partie des actions acquises par la Société en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la septième résolution de la présente assemblée ou d'autorisations ultérieures, dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre mois ;
2. autorise le Conseil d'administration à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix ;
3. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, tous pouvoirs à l'effet de procéder à la modification corrélatrice des statuts, accomplir tous actes, formalités ou déclarations et d'une manière générale de faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation ;

4. fixe à vingt-quatre mois à compter de la présente Assemblée générale la durée de la présente autorisation, qui remplace désormais celle donnée par la huitième résolution de l'Assemblée générale du 27 novembre 2001.

### Neuvième résolution

*(Autorisation au Conseil d'administration de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions réservées aux adhérents du Plan d'épargne Groupe)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,
- après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

1. autorise le Conseil d'administration, dans le cadre des dispositions des articles L.225-129 et L.225-138-IV du Code de commerce et de l'article L.443-5 du Code du travail, à procéder à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission d'actions dont la souscription sera réservée aux salariés et mandataires sociaux de la Société – ainsi qu'à ceux des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce dans le cadre d'un Plan d'épargne Groupe ;
2. décide et prend acte que cette décision entraîne renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ainsi émises au profit des bénéficiaires visés ci-dessus ;

3. décide de fixer à 250 000 € le montant nominal maximal global des augmentations de capital qui pourront être ainsi réalisées, le montant de toute augmentation de capital réalisée au titre de la présente autorisation étant pris en compte pour le calcul du plafond global prévu à la seizième résolution de l'Assemblée générale mixte du 13 juin 2002 ;
4. décide que le prix de souscription des actions nouvelles sera déterminé par le Conseil d'administration dans les conditions et limites fixées par la législation en vigueur ;
5. délègue, à cet effet, au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, les pouvoirs nécessaires pour :
  - établir le Plan d'épargne Groupe, définir les conditions d'ancienneté et les droits des bénéficiaires et fixer le complément de versement à la charge de la Société ;
  - décider le montant à émettre, le prix d'émission, les dates et modalités de chaque émission ;
  - arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ;
  - constater ou faire constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, ou décider de majorer le montant de ladite augmentation de capital pour que la totalité des souscriptions reçues puisse être effectivement servie et modifier en conséquence les statuts ;
  - et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

6. fixe à cinq ans à compter de la présente assemblée la durée de la présente autorisation qui rend caduque, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute autorisation précédente de même nature.

## Dixième résolution

*(Autorisation au Conseil d'administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des mandataires sociaux et cadres salariés du Groupe)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,
- après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

1. autorise le Conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, des options de souscription et des options d'achat d'actions de la Société, au bénéfice de ceux qu'il désignera – ou fera désigner – parmi les mandataires sociaux et les cadres salariés tant de la Société que des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce ;
2. décide que le nombre total d'options qui seront ainsi ouvertes ne pourra donner droit à souscrire ou à acheter plus de 560 000 actions de 4 € nominal, le montant de toute augmentation de capital réalisée au titre de la présente autorisation étant pris en compte pour le calcul du plafond global prévu à la seizième résolution de l'Assemblée générale mixte du 13 juin 2002 ;

# Résolutions

3. décide que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription d'actions, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises lors de l'exercice de ces options ;
4. décide que les options, qui auront été consenties à des mandataires sociaux par l'usage de la présente autorisation, feront l'objet d'une information nominative dans le cadre du rapport de gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée générale ;
5. confère au Conseil d'administration tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation, à l'effet notamment de :
  - fixer les conditions auxquelles seront consenties les options et arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires des options ;
  - déterminer le prix de souscription des actions (dans le cas d'options de souscription) et le prix d'achat des actions (dans le cas d'options d'achat d'actions), le jour où les options seront consenties, étant précisé que ce prix sera fixé dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur le jour où les options seront consenties, sans cependant être inférieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant ce jour ;
  - ajuster le prix de souscription et le prix d'achat des actions pour tenir compte des opérations financières éventuelles pouvant intervenir avant la levée des options ;
  - fixer la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, étant précisé que la durée pour laquelle ces options pourront être exercées ne pourra excéder une période de dix ans à compter de leur attribution ;
  - prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximum de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions ;
  - constater, s'il y a lieu, lors de sa première réunion suivant la clôture de chaque exercice, le nombre et le montant des actions émises pendant la durée de l'exercice à la suite des levées d'options ;
  - sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations du capital social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
  - accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution ;
  - modifier les statuts en conséquence et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.
6. fixe à vingt-six mois à compter de la présente assemblée la durée de la présente autorisation qui rend caduque, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute autorisation précédente de même nature.

## Onzième résolution

*(Augmentation du capital en période d'offre publique sur les titres de la Société)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,  
– connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

1. autorise expressément le Conseil d'administration à faire usage, en tout ou partie, des délégations de pouvoirs qui lui ont été conférées par les dixième, onzième et douzième résolutions de l'Assemblée générale mixte du 13 juin 2002, pour augmenter le capital social, en période d'offre publique d'achat ou d'échange de toute nature, portant sur des titres de la Société, pour autant que cet usage ne donne pas lieu à une augmentation de capital réservée ;
2. décide que cette autorisation est conférée pour une durée qui expirera à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

## Douzième résolution

*(Pouvoirs pour les formalités légales)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal qui constatera le vote de ses résolutions, pour procéder à toute formalité prévue par la loi ou les règlements afin d'assurer l'exécution des résolutions précitées.





# Complément d'information

## Sommaire

Renseignements de caractère général concernant WENDEL Investissement	p. 132
Renseignements concernant le capital social	p. 135
Pactes d'actionnaires	p. 140
Marché de l'action et dividendes	p. 142
Intérêts des mandataires sociaux et du personnel de la Société	p. 143
Renseignements concernant l'activité de la Société	p. 147
Responsable du document de référence et responsable du contrôle des comptes	p. 151
Table de correspondance	p. 154

# Renseignements de caractère général concernant WENDEL Investissement

## Renseignements de caractère général

### Dénomination sociale :

WENDEL Investissement

### Siège social :

89, rue Taitbout - 75009 Paris

### Forme juridique :

Société anonyme régie par  
le Code de Commerce

### Législation :

Française

### Durée :

La Société a été constituée le 4 décembre  
1871, pour une durée de 99 années,  
prorogée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2064.

### Registre du Commerce et des Sociétés :

Elle est immatriculée au Registre  
du Commerce et des Sociétés de Paris  
sous le numéro 572 174 035.

### Objet social : (article 3 des statuts)

La Société a pour objet, en tous pays,  
directement ou indirectement :  
Toutes participations dans les affaires  
industrielles, commerciales et financières  
de toute nature et ce, par voie de création  
de sociétés nouvelles, d'apports  
de souscription ou d'achats de titres  
ou droits sociaux, fusions, alliances,  
associations ou autrement.  
Toutes opérations d'aliénation, d'échange  
ou autres, concernant lesdits titres,  
droits sociaux et participations ;  
l'achat, la location et l'exploitation  
de tous matériels ;

L'obtention, l'acquisition, la vente,  
l'exploitation de tous procédés, brevets  
ou licences de brevets ;  
L'acquisition, l'exploitation, la vente  
ou l'échange de tous immeubles ou droits  
immobiliers ;  
et, généralement, toutes opérations  
commerciales, industrielles, financières,  
mobilières et immobilières se rapportant  
directement ou indirectement aux activités  
ci-dessus ou à toutes autres activités  
similaires ou connexes.

### Lieu où peuvent être consultés les documents relatifs à la Société

Les documents, sur lesquels s'exerce le  
droit de communication des actionnaires,  
dans les conditions prévues par la loi,  
de la Société, et en particulier les statuts,  
procès-verbaux des assemblées générales et  
les rapports des Commissaires aux comptes  
peuvent être consultés au siège social.

### Exercice social :

L'exercice social, d'une durée d'un an, com-  
mence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

### Répartition des bénéfices : (article 25 des statuts)

I. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le  
cas échéant des pertes antérieures, il est  
prélevé cinq pour cent au moins pour être  
affectés à la réserve légale pour autant que  
celle-ci n'atteigne pas le dixième du capital  
social ainsi que, le cas échéant, tout mon-  
tant à porter en réserve en application de  
la loi.

L'excédent disponible, augmenté le cas  
échéant du report bénéficiaire antérieur,  
constitue le bénéfice distribuable.  
Sur ce bénéfice, l'Assemblée générale, sur  
la proposition du Conseil d'administration,  
a le droit de prélever :

# Renseignements

## de caractère général concernant

# WENDEL Investissement

- toutes les sommes qu'elle juge convenable de fixer pour être affectées à tous fonds de réserves particuliers ;
- la somme nécessaire pour servir aux actions un intérêt sur le montant dont elles sont libérées et non amorti jusqu'à concurrence de cinq pour cent l'an ;
- les sommes qu'elle déciderait d'affecter au fonds de réserve générale ou à l'amortissement du capital.

II. Le solde, s'il y en a, est réparti entre les actionnaires, sous déduction des sommes reportées à nouveau.

III. Sous réserve que l'intégralité du bénéfice distribuable ait été réparti sous la forme de dividendes, l'Assemblée générale ordinaire peut, sur la proposition du Conseil d'administration, décider la répartition de toutes sommes prélevées sur les primes d'émission, d'apport ou de fusion.

IV. Par dérogation aux dispositions du présent article, il est procédé, le cas échéant, à une dotation à la réserve spéciale de participation des travailleurs dans les conditions fixées par la loi.

V. Le paiement des dividendes a lieu sous les formes et aux époques fixées par l'Assemblée générale ordinaire, ou par le Conseil d'administration sur habilitation de cette Assemblée générale, dans le cadre des dispositions légales. Le Conseil d'administration peut décider la distribution d'un acompte avant l'approbation des comptes de l'exercice, dans le cadre des dispositions légales. L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou par-

tie du dividende (ou pour tout acompte sur dividende) mis en distribution, une option entre le paiement du dividende (ou de l'acompte sur dividende) en numéraire ou en actions dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

### Renseignements relatifs aux assemblées générales : (article 23 des statuts)

I. Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

II. Tout actionnaire peut participer aux assemblées générales personnellement ou par mandataire, ou y exercer le vote par correspondance, à la condition de justifier de son identité et de la propriété de ses actions sous la forme et dans le délai mentionnés dans la convocation.

III. Le Conseil peut organiser, dans les conditions légales applicables, la participation et le vote des actionnaires aux assemblées par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Les actionnaires participant aux assemblées par visioconférence ou par ces autres moyens sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

### Conditions d'acquisition de droit de vote double : (article 23 des statuts)

IV. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Toutefois, un droit de vote double est attribué aux actions entièrement libérées pour

lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de la Communauté Économique Européenne.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double bénéficiera, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il jouit de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perdra le droit de vote double ; néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fera pas perdre le droit acquis et n'interrompra pas les délais ci-dessus visés.

Ce même droit de vote double pourra, en outre, être supprimé à toute époque par une décision de l'Assemblée générale extraordinaire, sans qu'il y ait lieu à réunion d'une Assemblée spéciale des actionnaires qui en seraient investis.

#### **Seuils statutaires devant être déclarés à la Société : (article 26 des statuts)**

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir un nombre d'actions ou de droits de vote représentant plus de 2 % du capital social ou des droits de vote, selon le cas, est tenue d'en informer la Société dans un délai de quinze jours à compter du franchissement de ce seuil.

Lorsque le nombre d'actions ou de droits de vote détenus devient inférieur à ce seuil de 2 %, la Société doit en être avisée dans les mêmes conditions.

Le non respect de cette obligation de déclaration est sanctionné, conformément à la loi, à la demande - consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale - d'un ou plusieurs actionnaires détenant en nombre d'actions ou de droits de vote la fraction minimum statutaire visée au premier alinéa ci-dessus.

Il est rappelé que l'Assemblée générale de Marine-Wendel du 27 novembre 2001 a décidé de mettre les statuts en conformité avec la loi NRE du 15 mai 2001.

Les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans, à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits et sont reversés à l'Etat.

# Renseignements de caractère général concernant le capital social

## Montant du capital :

Au 31 mars 2003, le capital social était de 223 726 748 euros, divisé en 55 931 687 actions de 4 euros nominal. Ces actions sont toutes de même catégorie et entièrement libérées. Les actions sont soit nominatives, soit au porteur, au choix de l'actionnaire.

## Autorisations financières existantes :

A la date de dépôt du document de référence, il existe les autorisations financières suivantes :

Date de l'AG	Autorisations Date d'échéance	Nature de l'émission autorisée	Montant autorisé par catégorie ou montant utilisable	Plafonds généraux en cas de cumul
<b>A. CAPITAL SOCIAL</b>				
13.06.2002	14.06.2007	Emissions réservées d'actions : <ul style="list-style-type: none"><li>Plan d'Épargne Groupe</li></ul>	157 388 €	<b>En capital :</b> 900 000 000 €
13.06.2002	14.08.2004	• Attribution de stock options aux membres du personnel salariés et mandataires sociaux du Groupe	278 900 options	(montant nominal ne pouvant pas être dépassé, ni immédiatement, ni à terme)
13.06.2002	14.08.2004	Incorporation de réserves	700 000 000 €	
<b>B. VALEURS MOBILIÈRES</b>				
13.06.2002	14.08.2004	Donnant immédiatement ou à terme accès au capital social <ul style="list-style-type: none"><li>avec droit préférentiel de souscription</li><li>sans droit préférentiel de souscription</li></ul>	En capital : 200 000 000 €  Endettement : 2 000 000 000 €	<b>Endettement :</b> 2 000 000 000 € (montant global d'endettement ne pouvant pas être dépassé à aucun moment)
<b>C. TITRES DE CRÉANCES</b>				
13.06.2002	14.06.2007	Ne donnant pas accès à terme au capital social	Endettement : 2 000 000 000 €	

**Autorisations financières utilisées et montants disponibles à la date d'enregistrement**

L'Assemblée générale du 13 juin 2002 avait approuvé le principe du Plan d'Épargne Groupe et autorisé le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, jusqu'en juin 2007, à des émissions d'actions réservées aux salariés et mandataires sociaux du Groupe pour un montant maximum de 200 000 euros. À fin mars 2003, après réalisation en juin 2002 d'une augmentation de capital d'un total de 42 612 euros, le montant restant disponible au titre de cette autorisation est de 157 388 euros.

L'Assemblée générale du 13 juin 2002 avait autorisé le Conseil d'administration à consentir des **options de souscription et des options d'achats** d'actions à des mandataires sociaux et cadres salariés du Groupe, en une ou plusieurs fois, jusqu'en août 2004.

À fin mars 2003, après l'attribution de 281 100 options par le Conseil d'administration du 17 juillet 2002, le nombre d'options pouvant encore être attribuées au titre de cette autorisation est de 278 900.

**Actions détenues par la Société dans le cadre des autorisations précédentes**

L'Assemblée générale mixte du 13 juin 2002 a autorisé un programme de rachat par les sociétés de ses propres actions dans la limite d'un nombre d'actions représentant 2 % du nombre des actions composant le capital au moment desdits rachats. Ce programme n'a pas été mis en œuvre.

Préalablement à la fusion-absorption en date du 13 juin 2002 de CGIP par Marine-Wendel, l'assemblée des actionnaires de Marine-Wendel du 27 novembre 2001 avait autorisé un programme de rachat de 1 700 000 actions Marine-Wendel de 8 € nominal, soit 9,63 % du capital social. Ce programme de rachat a été intégralement réalisé dans le cadre d'une offre publique d'achat simplifiée au prix de 82 € par action de 8 € nominal, qui s'est déroulée pendant la période du 17 janvier au 19 février 2002. Ces actions autodétenues ont été annulées par décision de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 13 juin 2002 à hauteur de 3 254 506 actions de 4 € nominal, suite à la décision de diviser le nominal de l'action par 2. Le solde des actions autodétenues, soit 228 302 actions de 4 € nominal ayant été réservé pour l'exercice d'options d'achat.

Le 31 mars 2003, WENDEL Investissement détenait 228 302 actions de la Société.

**Titres donnant accès au capital et titres non représentatifs du capital**

Il n'existe pas de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société, obligations convertibles, échangeables et/ou remboursables en titres - donnant ou pouvant donner accès au capital. Il n'existe pas de titres non représentatifs du capital tels que, notamment, des parts de fondateur ou certificats de droits de vote.

**Nantissement d'actions de l'émetteur inscrites au nominatif pur**

Néant.

### Tableau de l'évolution du capital depuis cinq ans

Date de variation du capital	Nature de l'opération	Nombre d'actions émises (rachetées)	Nominal	Montant du capital social
<b>Situation au 30 juin 1998</b>		<b>9 148 270</b>	<b>100 F</b>	<b>914 827 000</b>
Juillet 1998	OPRA	(460 000)	100 F	868 827 000
<b>Situation au 30 juin 1999</b>		<b>8 688 270</b>	<b>100 F</b>	<b>868 827 000</b>
1 <sup>er</sup> juillet 1999	Conversion théorique		15,25 €	132 451 822
	Augmentation de capital par incorporation de réserves et augmentation du nominal		0,75 €	139 012 320
			16 €	
Décembre 1999	Annulation d'actions propres (programme AG nov. 98)	(665 829)	16 €	128 359 056
Janvier 2000	Division du nominal de l'action par 2 soit 8 €	8 022 441	8 €	128 359 056
Avril 2000	Attribution gratuite d'actions 1 action pour 10 anciennes	1 604 488	8 €	141 194 960
<b>Situation au 30 juin 2001</b>		<b>17 649 370</b>	<b>8 €</b>	<b>141 194 960</b>
13 juin 2002	Division du nominal de l'action par 2	35 298 740	4 €	141 194 960
13 juin 2002	Augmentation du capital en rémunération de la fusion-absorption de CGIP	23 876 729	4 €	236 701 876
13 juin 2002	Annulation d'actions	(3 254 506)	4 €	223 683 852
17 juillet 2002	Émission d'actions réservées aux salariés	10 653	4 €	223 726 464
17 juillet 2002	Levée d'options	71	4 €	223 726 748
<b>Situation au 31 décembre 2002</b>		<b>55 931 687</b>	<b>4 €</b>	<b>223 726 748</b>



## Répartition actuelle du capital et des droits de vote

Au 31 mars 2003, le capital social était composé de 55 931 687 actions auxquelles étaient attachés 76 658 790 droits de vote. Le droit de vote double est attribué aux actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au nom du même actionnaire.

A cette date il existe 20 958 302 actions ayant le droit de vote double.

A la connaissance de la société, les principaux actionnaires à cette date étaient les suivants :

	% du capital	% des droits de vote
Wendel-Participations*	35,2	50,5
UBS	15,1	11,0
Arnhold & Bleichroder	5,6	4,1
Autodétention	0,4	–
Salariés	0,1	0,1
Public	43,6	34,3

\* Chiffres incluant Wendel-Participations, SLPS et les dirigeants du Groupe.

A la connaissance de la société :

- aucun autre actionnaire ne détient plus de 5 % du capital ;
- le Conseil d'administration détient ou représente 19 751 048 actions de la Société soit 35,3 % du capital et 50,6 % des droits de vote, étant précisé que les administrateurs, personnes physiques, détiennent 324 146 actions représentant 0,6 % du capital et 0,7 % des droits de vote, le solde étant détenu directement et indirectement par SLPS, personne morale, administrateur.

## Nombre d'actionnaires

Au 31 mars 2003, le nombre d'actionnaires s'élevait à plus de 39 000.

## Modifications significatives intervenues dans la répartition du capital au cours des trois derniers exercices

	30.06.1999		30.06.2000		30.06.2001		31.12.2002	
	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote
Wendel-Participations	50,0	66,2	54,2	69,7	54,2	69,7	35,2	50,5
UBS Warburg	10,0	6,7	11,1	7,2	12,5	8,0	15,1	11,0
Arnhold & Bleichroder							3,1	2,2
Nomura International PLC	5,1	3,4	2,1	1,4	2,1	1,4		
Templeton Global Investors	3,1	2,0	3,3	2,1	3,3	2,1		
Tiger Management	2,6	1,7	2,8	1,8	2,8	1,8		
Autodétention	–	–	–	–	–	–	0,4	–
Salariés	–	–	–	–	–	–	0,1	0,1
Public	29,2	20,0	26,5	17,8	25,1	17,0	46,1	36,2

A la connaissance de la Société, aucun autre actionnaire ne détenait plus de 2 % du capital ou des droits de vote au 31 décembre 2002.

### Description de l'actionnaire de référence

Le pourcentage du capital détenu par la société en nom collectif Wendel-Participations, actionnaire de référence de Marine-Wendel puis de WENDEL Investissement est passé de 50,0 % du capital et 66,2 % des droits de vote à fin juin 1999 à 35,2 % du capital et 50,5 % des droits de vote à fin décembre 2002. Ces pourcentages prennent en considération les actions détenues directement par Wendel-Participations, son associée majoritaire, la Société Lorraine de Participations Sidérurgiques - SLPS, ainsi que les actions détenues par les dirigeants du Groupe.

Le renforcement de l'actionnariat majoritaire entre juin 1999 et juin 2000 résulte de la mise en œuvre du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée générale des actionnaires de novembre 1998.

Suite aux opérations de restructuration du Groupe intervenues en 2002 (rachat de près de 10 % du capital de Marine-Wendel réalisé dans le cadre d'une OPAS et fusion avec CGIP), la participation de Wendel-Participations est passée de 54,2 % du capital et 69,7 % des droits de vote au 30 juin 2001 à 35,2 % et 50,5 % des droits de vote au 31 décembre 2002.

### Autres actionnaires

Le 22 octobre 1999, Marine-Wendel a été informée que, suite à un reclassement interne au sein du groupe UBS, au 18 octobre 1999, Warburg Dillon Read Securities Ltd détenait 890 709 actions, soit 10,25 % du capital et 7,04 % des droits de vote de Marine-Wendel.

A la date du 23 novembre 2000, après la prise en compte de la division par deux du nominal de l'action intervenue le 31 janvier 2000 et de l'attribution d'une action gratuite pour dix anciennes, le groupe UBS Warburg détenait 2 200 031 actions, soit 12,47 % du capital et 8,02 % des droits de vote de Marine-Wendel.

Suite à la fusion par absorption de la société CGIP par la société Marine-Wendel intervenue en juin dernier, UBS Warburg informait par lettre du 5 juillet 2002 WENDEL Investissement que :  
Préalablement à la fusion, le groupe UBS AG, actionnaire des deux sociétés, détenait 7,28 % du capital et 5,14 % des droits de vote de CGIP et 6,53 % du capital et 4,75 % des droits de vote de Marine-Wendel. Ce Groupe détient 8 422 810 actions et droits de vote WENDEL Investissement soit 15,06 % du capital et 10,95 % des droits de vote existants, franchissant ainsi le seuil de 10 % du capital ainsi que ceux de 5 % de 10 % des droits de vote de cette société, dans les conditions suivantes :

Actionnaires	Actions et droits de vote	% capital	% droits de vote
UBS AG London Branch <sup>(1)</sup>	258 826	0,46	0,34
UBS Warburg Securities Ltd <sup>(2)</sup>	8 163 984	14,60	10,61
<b>Total groupe UBS AG</b>	<b>8 422 810</b>	<b>15,06</b>	<b>10,95</b>

(1) Succursale de UBS AG à Londres.

(2) Société contrôlée à 100 % par UBS AG London Branch.

Le groupe UBS a complété cette déclaration de franchissement de seuils par la déclaration d'intention suivante : Au cours de douze prochains mois, UBS AG, London Branch a l'intention de poursuivre l'achat d'actions WENDEL Investissement selon les conditions de marché. UBS AG n'a pas l'intention de prendre le contrôle de WENDEL Investissement. UBS AG n'a pas l'intention de demander la nomination d'une ou plusieurs personnes au Conseil d'administration de WENDEL Investissement. UBS AG agit seul.

Par lettre du 16 décembre 2002, Arnhold and Bleichroeder a informé la société qu'elle détenait 1 720 526 actions WENDEL Investissement, soit 3,08 % du capital. Par lettre du 24 mars 2003, Arnhold and Bleichroeder a informé la Société qu'elle détenait 3 144 126 actions WENDEL Investissement, soit 5,62 % du capital et avait franchi en hausse le seuil de 5% du capital.

### **Pactes d'actionnaires**

Il n'existe, à la connaissance de la société, aucun accord, pacte ou autre contrat entre ses actionnaires relatifs à leur participation dans WENDEL Investissement.

Au niveau de ses principales participations, WENDEL Investissement est partie à plusieurs accords d'actionnaires, et notamment :

#### **Legrand SA**

Aux termes d'un accord conclu le 10 décembre 2002, les actionnaires de Lumina Parent, holding de tête du consortium de reprise de Legrand SA (composé principalement de KKR et

WENDEL Investissement), ont défini des règles visant à régir leurs relations dans Lumina Parent et ses filiales, notamment FIMEP. Il s'agit principalement de dispositions concernant :

- la composition des conseils d'administration ainsi que les règles de gestion et d'administration de ces sociétés ;
- les conditions d'une éventuelle introduction en bourse ;
- les conditions auxquelles peuvent être réalisées par ailleurs des transferts d'actions.

Pour plus de détails concernant cet accord, il convient de se référer au document de référence Legrand SA pour l'exercice 2002 déposé à la COB le 30 avril 2003 sous le numéro D.03-0587.

#### **Trader Classified Media**

Un pacte d'actionnaires a été signé le 18 février 2000 puis modifié le 16 mars 2000 entre les actionnaires majoritaires de Trader Classified Media (Mme Blouin MacBain, M. MacBain et M. Teyssonnière dont les droits sont essentiellement regroupés dans la société Floscule) et CGIP (dont les droits et obligations ont été transmis à WENDEL Investissement).

Ce pacte d'actionnaires comporte des dispositions concernant principalement :

- la composition des organes de direction de Trader (directoire, conseil de surveillance, comités d'audit et "stratégique") et certaines modalités d'exercice du droit de vote au sein de ces organes ;

- les modalités de cession des actions de catégorie B et notamment :
  - une clause conférant aux actionnaires majoritaires un droit de rachat forcé de la participation de WENDEL Investissement en cas de projet de cession de la totalité des actions Trader qu'ils détiennent ;
  - une clause conférant à WENDEL Investissement un droit de cession conjointe en cas de projet de cession de toutes les actions Trader détenues par les actionnaires majoritaires comme en cas de changement de contrôle en amont de Trader (en particulier en cas de cession du contrôle de Floscule).

Aux termes d'un accord complémentaire en date du 29 novembre 2002, WENDEL Investissement et M. MacBain ont également convenu, notamment de :

- conférer à WENDEL Investissement un engagement que M. MacBain fera ses meilleurs efforts en vue d'assurer la liquidité de la participation de WENDEL Investissement dans Trader ;
- organiser une information et une concertation entre M. MacBain et WENDEL Investissement quant aux conditions et dates d'exercice des promesses de vente d'actions Trader consenties à ce dernier par Mme Blouin MacBain;
- conférer à WENDEL Investissement un droit de préemption dans le cas où M. MacBain souhaiterait céder tout ou partie de ses intérêts dans Trader (en ce compris en cas de cession des actions issues de l'exercice des promesses de

vente à lui consenties par Mme Blouin MacBain).

Pour plus de détails concernant ces accords, il convient de se référer au document de référence Trader Classified Media pour l'exercice 2002 déposé à la COB le 17 février 2003 sous le numéro R.03-0021.

#### **Bureau Veritas**

WENDEL Investissement et Poincaré Investissements (société regroupant les intérêts de la famille Mathy dans Bureau Veritas) ont conclu un protocole d'accord modifié par avenants régissant leurs relations au sein de Bureau Veritas. Cet accord prévoit principalement :

- la composition du conseil de surveillance et du directoire de Bureau Veritas ;
- un engagement de concertation des parties sur toute décision importante concernant Bureau Veritas ;
- la prise de contrôle, dans certaines hypothèses et à certaines conditions, de Bureau Veritas par WENDEL Investissement à des conditions financières qui seraient déterminées de manière amiable.

#### **bioMérieux**

WENDEL Investissement et ACCRA (société regroupant les intérêts de la famille Mérieux dans bioMérieux), actionnaire majoritaire de NBMA, ont conclu un protocole d'accord encadrant leurs relations et la liquidité de la participation de WENDEL Investissement dans NBMA.

# Marché de l'action WENDEL Investissement et Dividendes

## Évolution du cours de l'action WENDEL Investissement depuis janvier 2001 (série ajustée et en euros)

Mois	Cours extrême		Cours moyen en euros	Nombre titres échangés (moyenne par séance)	Capitaux échangés en milliers d'euros (moyenne par séance)
	+ Haut en euros	+ Bas en euros			
janvier 01	50,50	43,55	45,96	71 979	3 308
février 01	56,00	49,08	51,91	42 143	2 188
mars 01	50,90	39,30	46,97	53 742	2 524
avril 01	43,40	35,83	39,18	16 968	665
mai-01	44,75	38,65	41,05	21 945	901
juin-01	40,68	27,35	33,08	21 841	723
juillet 01	31,95	27,55	28,45	25 181	716
août 01	34,45	31,30	33,44	16 096	538
septembre 01	32,33	19,00	24,67	24 927	615
octobre 01	27,45	20,80	23,36	15 653	366
novembre 01	33,95	26,00	30,84	49 236	1 519
décembre 01	36,15	30,08	33,40	50 850	1 698
janvier 02	35,78	33,70	34,54	32 186	1 112
février 02	38,00	33,25	34,70	7 387	256
mars 02	36,40	33,25	35,01	17 196	602
avril 02	35,23	30,00	32,27	25 215	814
mai 02	31,25	28,20	29,71	11 214	333
juin 02	29,20	23,00	21,30	22 603	482
juillet 02	26,40	21,50	23,65	77 699	1 838
août 02	25,50	21,20	23,18	24 634	571
septembre 02	23,50	17,25	19,82	39 695	787
octobre 02	21,85	16,57	19,10	46 053	880
novembre 02	24,05	19,95	21,86	49 052	1 072
décembre 02	25,29	21,21	23,40	55 908	1 309
janvier 03	26,10	21,64	24,25	43 447	1 054
février 03	22,95	21,10	21,76	48 260	1 050
mars 03	21,99	19,51	20,97	73 265	1 536

## Dividendes (ajustés et en euros)

Le tableau ci-dessous présente la série ajustée des dividendes distribués au cours des cinq derniers exercices :

Exercices	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global	Montant de dividendes distribués
	en euros	en euros	en euros	en millions d'euros
1997-1998	0,73	0,36	1,09	25,17
1998-1999	0,90	0,45	1,35	31,29
1999-2000	1,00	0,50	1,50	35,30
2000-2001	1,10	0,55	1,65	38,83
2001-2002	2,10	1,05	3,15	90,93

Jusqu'en 2001, les exercices commençaient le 1<sup>er</sup> juillet et clôturaient le 30 juin de l'année suivante. Au titre de l'exercice 2001-2002, d'une durée de 18 mois, les actionnaires de Marine-Wendel ont reçus en juin 2002 un acompte de 1,10 euro par action et en juin 2003 1,00 euro par action.

# Intérêts des mandataires sociaux et du personnel de la Société

## 1. Rémunération des dirigeants en 2002

### Rémunération du Président

Le Président a perçu en 2002 des **sociétés du Groupe**, une rémunération globale annuelle brute de 1 375 000 euros. Cette rémunération brute comprend une rémunération fixe pour 1 188 000 euros et des jetons de présence pour 187 000 euros. Elle lui a assuré un revenu net de 577 500 euros après prélèvements de 797 500 euros correspondant aux retenues au titre de la CSG, de la CRDS et à l'impôt sur le revenu.

Les options de souscription dont dispose le Président sont constituées de 471 864 actions WENDEL Investissement au 31 décembre 2002. Sur la base des cours de Bourse à cette même date, il n'y a pas de plus-values latentes sur ces options.

### Rémunération du Directeur Général en 2002

Monsieur Jean-Bernard Lafonta a exercé les fonctions de Directeur Général de la CGIP du 1<sup>er</sup> janvier au 13 juin 2002 puis de WENDEL Investissement à compter du 13 juin 2002.

Au titre de sa responsabilité de Directeur Général, il a perçu une rémunération brute de 205 800 euros chez CGIP et de 393 300 euros chez WENDEL Investissement. Par ailleurs, au titre de ses fonctions de Directeur Général Adjoint de Marine-Wendel et de Directeur de Trief Corporation il a perçu une rémunération brute de 276 900 euros. Monsieur Jean-Bernard Lafonta a perçu en 2002 **des sociétés du Groupe**, une rémunération globale annuelle brute de 933 200 euros. Cette rémunération

brute comprend une rémunération fixe pour 876 000 euros et des jetons de présence pour 57 200 euros.

Au 31 décembre 2002, les options de souscription de Monsieur Jean-Bernard Lafonta sont constituées de 141 867 actions WENDEL Investissement. Sur la base des cours de Bourse à cette même date, il n'y a pas de plus-values latentes sur ces options

Monsieur Jean-Marc Janodet au titre de ses fonctions de Directeur Général de Marine-Wendel du 1<sup>er</sup> janvier au 13 juin 2002 a perçu **des sociétés du Groupe** une rémunération globale brute de 203 600 euros. Cette rémunération brute comprend une rémunération fixe de 182 700 euros et des jetons de présence pour 20 900 euros.

### Rémunération versée aux mandataires sociaux au titre de WENDEL Investissement en 2002

Le montant des rémunérations allouées aux mandataires sociaux au titre de WENDEL Investissement s'élève à 1 652 100 euros, dont 83 500 euros de jetons de présence.

### Rémunération versée aux cinq personnes les mieux rémunérées en 2002

Les rémunérations versées au titre de WENDEL Investissement et des participations liées, aux cinq personnes les mieux rémunérées, y compris le cas échéant, aux mandataires sociaux s'élèvent à :

Rémunérations	3 621 400
Jetons de présence	415 300
<b>Total</b>	<b>4 036 700</b>

## 2 – Options de souscription ou d'achats d'actions WENDEL Investissement

En 2002, les mandataires sociaux et cadres de direction disposaient d'options leur permettant d'acheter ou de souscrire des actions WENDEL Investissement ou Wheelabrator Allevard.

### 1) Options en cours de validité au 31 décembre 2002 et variations intervenues en 2002

#### Variations intervenues en 2002

Options en cours de validité au 1 <sup>er</sup> janvier 2002	1 022 125
Options levées avant l'OPRA	– 36 998
Ajustement OPRA sur le solde des options	36 423
Options levées après l'OPRA	– 1 808
Ajustement attribution gratuite sur le solde des options	53 669
Options levées au 2 <sup>e</sup> semestre 2002	– 71
Options attribuées par le Conseil d'administration le 17 juillet 2002	281 100
Options en cours de validité au 31 décembre 2002	<b>1 354 440</b>

### 2) Historique des attributions d'options de souscription ou d'achats d'actions

	PLANS CGIP										PLAN WENDEL Investissement	TOTAL
Date Assemblée Générale	PLAN n° 2 2 juin 1993		PLAN n° 3 4 juin 1996		PLAN n° 4 2 juin 1999		PLAN n° 5 30 mai 2000		PLAN n° 1 13 juin 2002			
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	552 941		600 032		389 596		310 169		560 000			
Date du Conseil d'administration	22/07/1994	25/07/1995	05/12/1996	03/06/1998	17/07/2002	02/06/1999	30/05/2000	20/07/2000	19/07/2001	25/09/2001	17/07/2002	
Options attribuées	352 000	200 941	278 664	153 107	168 261	178 572	211 024	5 863	222 439	81 867	281 000	2 133 838
dont Options de souscription	352 000	200 941	278 664	153 107	168 261	178 572	211 024			81 867	281 000	1 905 536
Options d'achats								5 863	222 439			228 302
Nombre d'actions pouvant être souscrites :												
– par les mandataires sociaux	-	11 722	12 898	96 691	100 561	108 296	141 142	-	154 979	81 867	198 000	906 156
– par les dix premiers salariés	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	52 394	0	64 000	
Date de départ de l'exercice des options	22/07/1997	25/07/1998	05/12/1999	03/06/2001	02/06/2002	02/06/2002	30/05/2003	20/07/2000	19/07/2002	25/09/2002	17/07/2003	
Date d'expiration des options	21/07/2002	24/07/2003	04/12/2004	02/06/2006	01/06/2007	01/06/2009	29/05/2010	19/07/2010	18/07/2011	24/09/2011	16/07/2012	
Prix de souscription en euros par action	15,05 €	11,22 €	12,32 €	35,04 €	37,10 €	37,10 €	44,23 €	44,23 €	33,35 €	28,50 €	24,59 €	
Rabais	5%	20%	20%	5%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	
Nombre d'actions souscrites au 31.12.2002	352 000	189 219	238 179	-	-	-	-	-	-	-	-	779 398
Nombre d'options restant à souscrire ou acheter au 31.12.2002	0	11 722	40 485	153 107	168 261	178 572	211 024	5 863	222 439	81 867	281 100	<b>1 354 440</b>
(1) Informations communiquées à compter de l'entrée en vigueur de la loi NRE.												
Nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées par les mandataires sociaux:												
M. Seillière, Président	-	-	-	64 456	64 459	64 459	90 265	-	98 225	-	90 000	471 864
M. Lafonta, Directeur Général	-	-	-	-	-	-	-	-	-	81 867	60 000	141 867
M. Janodet	-	-	-	9 671	12 248	19 983	22 273	-	27 285	-	30 000	
M. Leclerc de Hauteclouque	-	-	-	6 447	7 092	7 092	9 027	-	9 823	-	9 000	
M. de Moustier	-	11 722	12 898	6 447	7 092	7 092	9 027	-	9 823	-	9 000	
M. de Wouters	-	-	-	9 670	9 670	9 670	10 550	-	9 823	-	-	

Les nombres d'actions pouvant être souscrites ou achetées ainsi que les prix de souscriptions ou d'achats ont été ajustés afin de tenir compte de la division du nominal des actions intervenue en octobre 1998, de l'attribution gratuite de 1 action nouvelle pour 10 anciennes intervenue en décembre 1999, de l'attribution des bons d'acquisition d'actions Cap Gemini en juin 2001, de l'OPRA et de l'OPAS de janvier 2002 et de l'attribution gratuite intervenue en juin 2002.

## Options de souscription ou d'achat d'actions WENDEL Investissement consenties ou levées en 2002

Date d'attribution	Nombre d'options consenties ou levées	Prix moyen pondéré d'exercice	Plan WENDEL Investissement n° 1 13/06/2002	Plan CGIP n° 2 25/07/1995	Plan CGIP n° 3 05/12/1996
<b>• Mandataires sociaux</b>					
<b>Consenties</b>					
M. Seillière	90 000	24,59 €	90 000		
M. Lafonta	60 000	24,59 €	60 000		
M. Janodet	30 000	24,59 €	30 000		
M. Leclerc de Hauteclocque	9 000	24,59 €	9 000		
M. de Moustier	9 000	24,59 €	9 000		
<b>Levées</b>					
M. de Wouters	35 438	12,39 €		17 719	17 719
<b>Autres attributaires</b>					
<b>• Salariés</b>					
Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux 10 salariés du Groupe, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé					
	64 000	24,59 €	64 000		
Options détenues sur l'émetteur, levées durant l'exercice, par les 10 salariés du Groupe, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé					
	3 439	12,39 €			3 439

### Politique d'attribution des options.

Les attributions d'options d'achat ou de souscription d'actions WENDEL Investissement ont pour but de motiver, fidéliser et récompenser les cadres du Groupe.

### Information sur la nature des opérations entre la Société et ses mandataires sociaux.

La Société n'a pas conclu d'autres conventions avec ses mandataires sociaux ou avec des sociétés ayant des dirigeants communs, hors opérations courantes, que celles qui figurent dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

### Prêts, emprunts en faveur des membres des organes d'administration.

Néant.



## Options de souscription portant sur les actions Wheelabrator Allevar

	Plan n° 1		Plan n° 2
Date Assemblée générale	24 mai 1995		29 mai 2002
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	30 720		17 200
Options non attribuées	20		8 600
Date du Conseil d'administration	29/06/1995	01/10/1996	29/05/2002
Options attribuées	14 950	15 750	8 600
Date de départ de l'exercice des options	29/06/1998	01/10/1999	29/05/2002
Date d'expiration des options	28/06/2003	30/09/2004	28/05/2010
Nombre d'options annulées	850	600	0
Ajustement du nombre d'options <sup>(1)</sup>	953	1 585	0
Prix de souscription ajusté en euros par action <sup>(1)</sup>	91,80	110,87	183,16
Rabais	0 %	0 %	0 %
Nombre d'actions souscrites au 31.12.2002	13 608	11 510	0
Nombre d'actions restant à souscrire au 31.12.2002	1 445	5 225	8 600

(1) Ajustement consécutif aux opérations ayant affecté les capitaux propres de Wheelabrator Allevar

## Options de souscription d'action consenties ou levées en 2002

			Plan n° 1	Plan n° 2
• Aux mandataires sociaux				
M. Seillière	Nombre d'options	attribuées en 2002	0	0
		exerçables en 2002	0	2 334
		levées en 2002	0	2 334
	Prix moyen pondéré		91,80 €	110,87 €
• Aux salariés				
	Nombre d'options	attribuées en 2002	0	0
		exerçables en 2002	0	2 334
		levées en 2002	0	2 334
	Prix moyen pondéré		91,80 €	110,87 €

# Renseignements concernant l'activité de WENDEL Investissement

## **Bref historique de la structure du Groupe**

La prise de contrôle par le groupe WENDEL – du holding Marine-Firminy – donne naissance à Marine-Wendel en 1975.

La prédominance de ses actifs sidérurgiques (Sacilor, Forges et Aciéries des Dilling, etc...) à côté d'activités diversifiées (Carnaud, Forges de Gueugnon, Oranje Nassau, Cimenteries de l'Est, sociétés du secteur de la Mécanique, etc...) conduit, lors de la crise de la sidérurgie européenne en 1977, à une scission du Groupe en deux entités : en faisant apport en novembre 1977 de tous ses actifs non sidérurgiques, Marine-Wendel donne vie à la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (CGIP) dont elle ne conserve qu'une participation de 20 % dans le capital. Depuis lors, Marine-Wendel s'est progressivement dessaisie de ses actifs sidérurgiques et a renforcé, au fil des ans et des restructurations internes, sa participation dans la CGIP au point d'en prendre le contrôle. En juin 2002, Marine-Wendel et CGIP ont fusionné. En outre, ces dernières années, Marine-Wendel a mené une politique de diversification financière en prenant des participations dans des sociétés de moyenne importance. Les faits marquants des deux sociétés sont rappelés en page 6 dans le chapitre Étapes de développement.

Les principaux mouvements intervenus dans le groupe au cours des trois derniers exercices sont rappelés dans les comptes consolidés dans la partie traitant du périmètre de consolidation.

## **Convention avec les filiales et participations**

Il n'existe pas entre WENDEL Investissement et ses filiales et participations d'accords industriels, commerciaux ou de gestion. WENDEL Investissement assure à certaines

d'entre elles des prestations de conseil et d'assistance en matière juridique, fiscale, financière et comptable ; prestations qui sont facturées à des conditions normales sur la base des coûts réels s'ils sont identifiables ou de forfaits.

## **Dépendance particulière à l'égard des brevets, licences.**

Holding sans activité industrielle propre, WENDEL Investissement ne possède aucune dépendance particulière à l'égard de brevets, licences, contrats d'approvisionnement, industriels, commerciaux ou financiers, ni à l'égard de fournisseurs et/ou de clients.

Du fait de la diversité des actifs, il n'y a pas de dépendance particulière de WENDEL Investissement à l'égard d'un brevet appartenant à l'une de ses participations.

## **Actif net réévalué**

L'actif net réévalué de décembre 2002 est calculé sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2002.

Les titres des sociétés cotées sont valorisés en retenant la moyenne des cours de clôture des vingt séances précédant l'évaluation ; les participations dans les sociétés non cotées sont évaluées en appliquant aux principaux soldes de gestion les multiples de capitalisation boursière de sociétés comparables au cours de la même période de référence. Les actifs circulants et les passifs sont repris à leur valeur nette comptable.

## **Actif net réévalué de décembre 2002 et évolution de 2002**

L'actif net réévalué de WENDEL Investissement était de 2 090 millions d'euros à fin décembre 2002. L'actif net réévalué proforma était de 3 530 millions d'euros à fin décembre 2001.

La répartition de l'actif brut et son évolution en 2002 est présentée dans le tableau :

	Décembre 2001		Décembre 2002	
	en millions d'euros	en % actif brut	en millions d'euros	en % actif brut
Actifs cotés	2 130	53	820	25
Actifs non cotés	1 670	42	2 230	67
Trésorerie	220	5	270	8
Actif brut	4 020	100	3 320	100
Dette financière	(490)		(1 230)	
Actif net réévalué	3 530		2 090	

La part des actifs cotés qui représentait un peu plus de la moitié des actifs du Groupe en décembre 2001 n'en représentait plus que le quart un an après. Inversement l'importance relative des actifs non cotés est passé de 42 % en 2001 à 67 % et décembre 2002. Cette évolution illustre la mise en œuvre rapide de la stratégie d'investissement dans les sociétés non cotées. Le recul de l'actif net réévalué en 2002 est imputable à la baisse de la valeur boursière de Cap Gemini Ernst & Young et à la distribution aux actionnaires de 590 millions d'euros sous forme de dividendes et de rachats d'actions.

## Facteurs de risques

### Risques sur actions

Les actifs de WENDEL Investissement sont des participations dans des sociétés cotées et non cotées. La gestion active de ce portefeuille s'appuie sur un suivi régulier et approfondi des performances opérationnelles et financières de chaque participation. Cette étude se double, à intervalles réguliers, d'une analyse prospective rendue possible par une véritable expertise sectorielle résultant

d'un partage des connaissances avec la société concernée. Cet examen périodique permet d'analyser et d'anticiper au mieux l'évolution de chaque participation et de prendre les décisions appropriées.

Cette approche spécifique par société se complète d'une analyse globale de la répartition des risques entre les différents secteurs de l'économie afin de tirer partie d'une bonne diversification des actifs tant sur le plan sectoriel que du point de vue de leur résistance à la conjoncture.

Cette diversification doit également permettre un équilibre entre les actifs de croissance et les actifs de rendement.

La valeur des actifs cotés et non cotés est liée à l'évolution des marchés boursiers.

La méthode d'évaluation retenue pour évaluer les actifs non cotés fait référence à des multiples de sociétés cotées comparables.

Pour les titres de sociétés cotées la valorisation se fait en retenant le cours de Bourse.

Le tableau récapitule l'exposition de WENDEL Investissement à une baisse de 10 % du cours de Bourse des sociétés cotées qu'elle détient.

*Situation au 31 décembre 2002*

	Prix de revient consolidé global en M euros	Prix de revient consolidé par action en euros	Cours de bourse retenu en euros	Cours de bourse diminué de 10 %	Incidence de cette baisse sur la valorisation en M euros
Cap Gemini Ernst & Young	219,80	23,57	23,57	21,21	– 21,98
Valeo	208,90	27,04	27,04	24,34	– 20,89
Trader Classified Media	164,00	6,00	7,18	6,46	–
Stallergènes	16,20	10,65	28,64	25,78	–
<b>Total titres cotés</b>	<b>608,90</b>				<b>– 42,87</b>

Pour Cap Gemini Ernst & Young et Valeo, cette baisse engendrerait une dépréciation complémentaire et donc une baisse de la valorisation de la participation de 10%. Pour Trader Classified Media et Stallergènes, une baisse du cours de bourse de 10 % n'aurait pas d'incidence comptable le prix de revient consolidé par action étant inférieur au cours de Bourse diminué de 10%.

Pour les participations consolidées non cotées, la baisse de 10% des cours de Bourse des sociétés comparables retenues pour évaluer ces participations ne devrait pas avoir d'incidence sur le montant des provisions à constituer, leur prix de revient consolidé étant inférieur de plus de 10% à leur valorisation.

## Risques de marché

Risque de taux

	Total	Partie à taux variable
Passifs financiers	1 207 382	700 282
Passifs hors bilan (vente à réméré)	339 916	339 916
Actifs financiers	388 314	354 948
<b>Total</b>	<b>1 158 984</b>	<b>685 250</b>

Le détail des actifs et des passifs financiers fait ressortir une structure majoritairement indexée sur des taux variables. Les périodes de taux applicables à ces actifs et passifs financiers sont dans la plupart des cas inférieures à 12 mois.

Une augmentation de 1 % de ces taux variables aurait une incidence défavorable d'environ 7 millions d'euros sur le résultat consolidé avant impôt.

Les risques sur actions et le risque de taux sont suivis par la Direction générale.

Au 31 décembre 2002, le Groupe a choisi de conserver cet équilibre entre les passifs financiers nets à taux révisables et ceux à taux fixes et n'a donc pas mis en place d'instruments spécifiques permettant de faire varier cette exposition.

### Risques de change

Les sociétés contrôlées par WENDEL Investissement, notamment Oranje-Nassau et Wheelabrator Allevard, exercent leur activité dans différents pays et en conséquence détiennent des actifs dans ces pays et réalisent une partie de leur résultat dans des monnaies autres que l'euro.

Le risque principal de change résulte de l'activité pétrolière d'Oranje-Nassau. Dans le cadre de cette activité, Oranje-Nassau détient des actifs et passifs en dollars américains et réalise une grande partie de son résultat dans cette monnaie. Pour cette activité, les écarts de change résultant de l'activité de la période ainsi que les écarts de conversion liés à la différence de valorisation des actifs et passifs constatée entre le 1er et le dernier jour de l'exercice de consolidation sont enregistrés au compte de résultat.

La sensibilité du compte de résultat de WENDEL Investissement peut être estimée pour cette activité "Énergie" à environ 10 millions d'euros en cas de variation de 5% de la parité EUR/USD.

Au 31 décembre 2002, WENDEL Investissement n'avait pas mis en place d'opération spécifique destinée à modifier cette exposition.

### Risques juridiques

Suite à la découverte d'une pollution sur un terrain situé près de Rouen qui aurait pour origine les activités sidérurgiques des Hauts Fourneaux de Rouen (HFR), société ayant maintenu son exploitation jusqu'en 1967, le Préfet de Seine Maritime, alléguant d'une filiation des HFR avec SOFISERVICE, a enjoint, par un arrêté de

1998, à cette dernière la réalisation d'une étude environnementale et la remise en état du site. Contesté, cet arrêté a été annulé par un jugement du Tribunal administratif qui a lui-même été annulé par un arrêt de la cour administrative d'appel en octobre 2002 qui a prescrit la réalisation de l'étude environnementale. La procédure étant toujours en cours devant le Conseil d'État, ce litige demeure intégralement provisionné au 31 décembre 2002 pour un montant de 7 622 000 euros (cf. note 7 des comptes consolidés).

À la connaissance de WENDEL Investissement, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat et l'activité de la Société.

### Assurances

WENDEL Investissement a souscrit des polices d'assurances auprès de compagnies de premier plan à des conditions de marché et pour des montants garantis jugés appropriés par la Direction générale.

Les contrats couvrent notamment les risques suivants :

- Dommages pouvant affecter les locaux ;
- Déplacement du personnel de la Société ;
- Responsabilité civile liée à l'exploitation ;
- Responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux de WENDEL Investissement et de ses filiales détenues à plus de 50 %.

## Renseignements concernant l'activité de l'émetteur

### Actifs non disponibles

(en milliers d'euros)

	Nantissement ou séquestre Date de départ	Date d'échéance	Valeur consolidée des actifs nantis	Total du bilan consolidé	en % du total du bilan
<b>Vente à réméré d'actions</b>					
<b>Cap Gemini Ernst &amp; Young</b>					
Nantissement d'actions Cap Gemini Ernst & Young et autres actifs	janvier 2002	janvier 2006 à janvier 2007	273 700		8,5 %
<b>Obligations échangeables en actions Valeo</b>					
Séquestre d'actions Valeo	mai 2002	mai 2005	197 392		6,1 %
<b>Bons d'acquisition Cap Gemini Ernst &amp; Young <sup>(1)</sup></b>					
Séquestre d'actions Cap Gemini Ernst & Young	mai 2001	mars 2003	71 038		2,2 %
<b>Autres <sup>(2)</sup></b>					
Nantissement d'actions Cap Gemini Ernst & Young	février 2001	février 2003	4 714		0,1 %
<b>Total</b>			<b>546 844</b>	<b>3 237 270</b>	<b>16,9 %</b>

(1) Le 31 mars 2003, les actions Cap Gemini Ernst & Young séquestrées ont été libérées, les bons d'acquisition Cap Gemini Ernst & Young n'ayant pas été exercés.

(2) En février 2003, le remboursement d'un emprunt de 53 980 a rendu disponible les actions pour lesquelles un nantissement avait été consenti.

## Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le groupe

### Exercices couverts : 31/12/2002

(en euros)

	Ernst & Young Audit		PricewaterhouseCoopers	
	Montant	%	Montant	%
<b>Audit</b>				
• Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidation	447 500	94	186 745	50
• Missions accessoires	26 500	6	173 000	47
<b>Sous-total</b>	<b>474 000</b>	<b>100</b>	<b>359 745</b>	<b>97</b>
<b>Autres prestations</b>				
• Juridique, fiscal, social	—	—	11 650	3
<b>Sous-total</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>11 650</b>	<b>3</b>
<b>Total</b>	<b>474 000</b>	<b>100</b>	<b>371 395</b>	<b>100</b>

# Responsable du document de référence et responsable du contrôle des comptes

## Responsable du document de référence

Ernest-Antoine SEILLIERE,  
Président du Conseil d'administration.

## Attestation du Président du Conseil d'administration

"À ma connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée".



Ernest-Antoine Seillière

## Responsables du contrôle des comptes

### Commissaires aux comptes titulaires :

#### – Ernst & Young Audit

représenté par François Carrega  
Tour Ernst & Young  
92037 Paris-La-Défense

- date du premier mandat : Assemblée générale mixte du 15 novembre 1988 (ancienne dénomination : Castel Jacquet et Associés)
- date du dernier renouvellement de mandat : Assemblée générale mixte du 23 novembre 2000
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2006.

#### – PricewaterhouseCoopers Audit

représenté par Daniel Chauveau  
Tour AIG - 34, place des Corolles  
92908 Paris-La-Défense

- date du premier mandat : Assemblée générale mixte du 24 novembre 1994 (anciennes dénominations : Befec-Mulquin et Associés, Befec-Price Waterhouse)
- date du dernier renouvellement de mandat : Assemblée générale mixte du 23 novembre 2000
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2006.

### Commissaires aux comptes suppléants

#### – Barbier Frinault & Autres

Représenté par Michel LEGER  
41 rue Ybry – 92576 Neuilly-sur-Seine

- date du premier mandat : Assemblée générale mixte du 23 novembre 2000
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2006

#### – Jean-François Serval

114 rue Marius AUFAN  
92300 Levallois-Perret

- date du premier mandat : Assemblée générale mixte du 13 juin 2002
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2007

## Responsable de l'information

Gérard LAMY, Directeur de la  
Communication financière  
Tél. : 01 42 85 30 00

# Attestation des Commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société WENDEL Investissement et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité du Président du Conseil d'administration. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier le cas échéant

les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission.

Les comptes annuels pour les exercices clos le 30 juin 2000, le 30 juin 2001, et le 31 décembre 2002 et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2000, 2001 et 2002, arrêtés par le Conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, ont été certifiés sans réserve ni observation.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Paris, le 15 mai 2003

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

François Carrega

PricewaterhouseCoopers Audit

Daniel Chauveau



# Table de correspondance

## Règlement COB 98.01

		Pages
<b>Responsable du prospectus et Responsables du Contrôle des comptes</b>	<b>I</b>	
Responsable du document	1.1	152
Attestation	1.2	153
Responsables du contrôle des comptes	1.3	152
Politique d'information	1.4	13
<b>Renseignements de caractère général concernant WENDEL Investissement</b>	<b>III</b>	
Renseignements de caractère général	3.1	132
Renseignements de caractère général concernant le capital	3.2	135
Répartition du capital et des droits de vote	3.3	138
Marché de l'action	3.4	142
Dividendes	3.5	142
<b>Renseignements concernant l'activité de WENDEL Investissement</b>	<b>IV</b>	
Présentation de la Société et du Groupe	4.1	1 à 40
Dépendance de l'émetteur à l'égard des brevets et licences	4.2	147
Effectifs moyens	4.3	18
Politique d'investissement	4.4	1 à 5
Données caractéristiques sur l'activité des sociétés filiales	4.5	20 à 40
Risque de l'émetteur	4.7	148
<b>Patrimoine, Situation financière, Résultats</b>	<b>V</b>	
Comptes de l'émetteur	5.1	41 à 118
<b>Organe d'Administration de Direction et de Surveillance</b>	<b>VI</b>	
Composition et fonctionnement des organes d'administration	6.1	7 à 11
Intérêts des dirigeants dans le capital	6.2	143 à 146
Schémas d'intéressement du personnel	6.3	136
<b>Évolution récente et Perspectives d'avenir</b>	<b>VII</b>	
Évolution récente	7.1	1 à 40
Perspectives d'avenir	7.2	



Le présent document de référence a été déposé auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 16 mai 2003, conformément au règlement n° 98-01.

Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse.



Société anonyme au capital de 223 726 748 euros

Siège social : 89, rue Taitbout - 75009 Paris

Téléphone : 01 42 85 30 00 - Télécopie : 01 42 80 68 67 - 572 174 035 R.C.S Paris

Contacts : Christine Dutreil, Directeur de la Communication

Gérard Lamy, Directeur des Etudes et Communication Financière

Téléphone : 01 42 85 30 00 - Numéro Vert : 0 800 89 70 67

E-mail : [communication@wendel-investissement.com](mailto:communication@wendel-investissement.com)

Toutes les informations sur le rapport annuel Wendel Investissement 2002 sont disponibles en ligne  
sur le site : [www.wendel-investissement.com](http://www.wendel-investissement.com)

---

Conception-réalisation : wprintel

Crédit photos : Philippe Couette - Photothèque Wendel Investissement